

**ADMINISTRATION COMMUNALE  
DE WOLUWE-SAINT-LAMBERT**

**GEMEENTEBESTUUR VAN  
SINT-LAMBRECHTS-WOLUWE**

**Séance du Conseil communal du 22/01/2018  
Zitting van de Gemeenteraad van 22/01/2018**

**PRÉSENTS/AANWEZIG** : M./dhr. FRANKIGNOUL, Président/Voorzitter, M./dhr. MAINGAIN, Bourgmestre/Burgemeester, Mmes/mevrouwen MOLENBERG, NAHUM, DESTREE-LAURENT, MM./de heren MATGEN, THAYER, LIENART, JAQUEMYNS, Echevins/Schepenen, Mme/mw. CARON, MM./de heren VANDERWAEREN, DE SMUL, Mmes/mevrouwen HENRY, BETTE, VAN GOIDSENHOVEN-BOLLE, CHARUE, MM./de heren IDE, VAN DER AUWERA, Mmes/mevrouwen DRION du CHAPOIS, DRANSART, CALMEYN, MM./de heren VANDEVELDE, DEVILLE, Mme/mw. BEGYN, MM./de heren de HARENNE, ALLAER, SCHUERMANS, DEREPEPE, DELOOZ, ARNOULD, Membres/Leden et/en M./dhr. LAMBERT, Secrétaire communal/Gemeentesecretaris.

**ENTRÉS EN COURS DE SÉANCE/BINNENGEKOMEN TIJDENS DE VERGADERING** :

MM./de heren BOTT, LEMAIRE, de MAERE d'AERTRYCKE, Mmes/mevrouwen DE VALKENEER et/en MELARD.

**EXCUSÉS/VERONTSCHULDIGD** :

M./dhr. DEROUBAIX et/en Mme/mw. RIABICHEFF.

-----

**SEANCE PUBLIQUE  
OPENBARE VERGADERING**

**Communications:**

**Mededelingen:**

Le Président communique les différentes absences.  
De Voorzitter deelt de verschillende afwezigheden mee.

-----

MM. LEMAIRE et de MAERE d'AERTRYCKE entrent en séance.  
De heren LEMAIRE en de MAERE d'AERTRYCKE komen de vergaderzaal binnen.

-----

1. Approbation du procès-verbal du 11/12/2017.  
Goedkeuring van het proces-verbaal van 11/12/2017.

Le procès-verbal de la séance du 11/12/2017 est approuvé.  
Het proces-verbaal van de vergadering van 11/12/2017 wordt goedgekeurd.  
#018/22.01.2018/A/0001#

-----

2. Convention tiers payant avec la STIB – Approbation.  
Derde-betalerovereenkomst met de MIVB – Goedkeuring.

LE CONSEIL,

Vu sa décision du 23/10/2017 modifiant la partie du statut de personnel communal non enseignant relative au remboursement aux agents communaux de leurs frais de déplacement entre leur domicile et leur lieu de travail ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région bruxelloise du 29/06/2017, modifiant l'arrêté du Gouvernement du 01/12/2016, octroyant aux communes bruxelloises un subside de 3.500.000 EUR pour l'année 2016 couvrant partiellement le remboursement des frais de déplacement entre leur domicile et leur lieu de travail ;

Considérant que pour obtenir cette subvention, il y a lieu d'approuver et de signer la convention avec la Société des Transports Intercommunaux de Bruxelles ;

Vu la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 11/01/2018 ;

DECIDE d'approuver et de signer la convention reprise ci-dessous :

**CONTRAT D'ADHÉSION RELATIF A LA DÉLIVRANCE D'ABONNEMENTS ANNUELS STIB ET  
 MTB AU TARIF RÉGION RÉDUITS DE LA COTISATION PATRONALE AUX MEMBRES DU  
 PERSONNEL DE L'ADMINISTRATION COMMUNALE DE WOLUWE-SAINT-LAMBERT  
 (CODE CLIENT : 0101487/AWL)**

**ENTRE:**

- (1) La **Société des Transports Intercommunaux de Bruxelles**, association de droit public dont le siège social est établi à 1000 Bruxelles, Rue Royale 76, inscrite à la Banque-Carrefour des Entreprises sous le numéro 0247.499.953, représentée par Briec de Meeûs en sa qualité d'Administrateur directeur général ;

Ci-après la "**STIB**";

**ET:**

- (2) **L'Administration communale de Woluwe-Saint-Lambert** dont le siège social est établi à Avenue Paul Hymans 2 1200 Bruxelles inscrite à la Banque-Carrefour des Entreprises sous le numéro 0207389859, représentée par M. Olivier MAINGAIN, bourgmestre et M. Patrick LAMBERT, secrétaire communal

Ci-après "Administration communale de Woluwe-Saint-Lambert";

La STIB et l'Administration communale de Woluwe-Saint-Lambert sont ci-après individuellement dénommées une « **Partie** » et conjointement les « **Parties** »

## PRÉAMBULE

- Dans le cadre de la décision prise par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale (ci-après la RBC) le 13/09/1990, la STIB délivre des abonnements Région annuels STIB ou Région MTB à tous les membres du personnel régional ou para-régional pour lesquels l'institution prend immédiatement la totalité du coût relatif aux abonnements à sa charge.
- La convention relative à la délivrance d'abonnements Région STIB ou Région MTB aux membres du personnel du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale a été signée entre la STIB et la Région de Bruxelles-Capitale le 19/12/2008. Elle fixe les modalités pratiques de commandes de ces abonnements (la Convention). La RBC a proposé d'étendre l'applicabilité du tarif des abonnements Région STIB/MTB à l'ensemble du personnel des administrations communales et des CPAS de la Région bruxelloise. La RBC et la STIB ont conclu le 7 décembre 2017 un avenant à la Convention en vue d'étendre l'Abonnement Région MTB et l'Abonnement Région Réseau STIB à l'ensemble des membres du personnel des communes et des CPAS relevant de la Région de Bruxelles-Capitale.
- L'octroi de ces Abonnements Région est conditionné à la conclusion préalable d'un contrat standard d'adhésion entre la STIB et les communes et CPAS concernés visant à fixer les modalités pratiques de délivrance et de paiement des abonnements des Bénéficiaires (le « **Contrat d'adhésion** »).
- En l'espèce, l'Administration communale de Woluwe-Saint-Lambert souhaite conclure le présent Contrat d'Adhésion afin de faire bénéficier du tarif réduit Région à l'ensemble des membres de son personnel.

## EN CONSÉQUENCE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

### ARTICLE 1 - DÉFINITIONS

Les définitions suivantes s'appliquent dans le cadre de la présente convention :

- **Carte MOBIB** : carte électronique **nominative**, dont la durée de garantie est de 5 ans, qui héberge tout titre de transport (abonnements et titres à la prestation) acquis par ou pour son titulaire et fonctionnant au moyen d'une technologie sans contact.
- **Carte MOBIB Basic** : carte **anonyme** à puce électronique, dont la durée de garantie est de 5 ans, qui héberge uniquement les titres à la prestation acquis par ou pour son titulaire et fonctionnant au moyen d'une technologie sans contact.
- **Abonnement MTB au tarif région** : abonnement bénéficiant d'un tarif réduit spécifique repris dans l'Arrêté Tarifaire et permettant d'utiliser tout le réseau de la STIB (sauf sur le tronçon Bourget-Brussels Airport des lignes 12 et 21), et les réseaux urbains bruxellois de De Lijn, du TEC et de la SNCB.
- **Abonnement Réseau STIB au tarif région** : abonnement bénéficiant d'un tarif réduit spécifique repris dans l'Arrêté Tarifaire et uniquement valable sur le réseau de la STIB, sauf sur le tronçon Bourget-Brussels Airport des lignes 12 et 21.
- **Arrêté Tarifaire** : l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant modification du prix du transport des voyageurs sur le réseau des transports urbains et régionaux de la Région de Bruxelles-Capitale en vigueur au moment de la conclusion de la présente convention ou tout arrêté similaire du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en vigueur au moment de l'émission de l'abonnement.
- **Code de la Société** : Référence attribuée par la STIB à l'Administration communale de Woluwe-Saint-Lambert en sa qualité de client Tiers Payant.
- **Bénéficiaire** : tout membre du personnel figurant sur la liste communiquée par l'Administration communale de Woluwe-Saint-Lambert à la STIB lors de la commande et bénéficiant d'une carte MOBIB, d'un Abonnement MTB et/ou d'un Abonnement Réseau STIB selon les modalités décrites dans la présente Convention.
- **Quote-part Patronale** : montant payé à la STIB par l'Administration communale de Woluwe-Saint-Lambert conformément à l'article 6 de la présente Convention et correspondant à 100% du prix de l'Abonnement STIB au tarif région ou MTB au tarif région tel qu'il est fixé par l'Arrêté Tarifaire.

- **Plateforme Web de gestion des abonnements STIB ou MTB (Business Portal) au tarif Région** : interface Web mise à disposition de l'Administration communale de Woluwe-Saint-Lambert lui permettant de gérer les commandes et les renouvellements des abonnements STIB, ou MTB au tarif Région, cartes MOBIB, cartes MOBIB Basic et titres à la prestation JUMP 10 voyages.
- **L'Administrateur du Business Portal (ci-après dénommé « Administrateur »)** : personne désignée par l'Administration communale de Woluwe-Saint-Lambert et chargée de la gestion journalière de la Convention et en particulier, des commandes auprès de la STIB via la Plateforme Web. Cette personne est la seule au sein de l'Administration communale de Woluwe-Saint-Lambert à détenir l'ensemble des droits Administrateur de la Plateforme Web de gestion des commandes auprès de la STIB. L'Administrateur est la seule personne habilitée à créer d'autres utilisateurs « Manager » au sein de la Plateforme Web pour le compte de l'Administration communale de Woluwe-Saint-Lambert.
- **Le Manager du Business Portal (ci-après dénommé « Manager »)** : personne dont le profil « utilisateur » a été créé par l'Administrateur et autorisée par l'Administrateur à passer des commandes auprès de la STIB via la Plateforme Web pour le compte de l'Administration communale de Woluwe-St-Lambert.
- **Règlementation Vie Privée** désigne la version coordonnée de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard du traitement des données à caractère personnel et le Règlement Général sur la Protection des Données (« RGPD » ou « GDPR »), ainsi que toute loi, ordonnance, décret ou arrêté d'exécution et de manière générale, toute réglementation en matière de traitement de données personnelles s'imposant aux Parties, tels que ceux-ci peuvent évoluer au fil du temps.

## ARTICLE 2 - OBJET

Le présente convention annule et remplace toute autre convention ou accord préexistant relatif à la délivrance d'abonnements annuel précédemment conclu entre la STIB et l'Administration communale de Woluwe-Saint-Lambert.

La présente convention a pour objet la délivrance par la STIB aux Bénéficiaires de cartes MOBIB, d'abonnements MTB et/ou d'Abonnements Réseau STIB au tarif Région ainsi que des cartes MOBIB Basic et la vente de titres à la prestation JUMP de 10 voyages à y charger.

La STIB délivre aux membres du personnel de l'Administration communale de Woluwe-Saint-Lambert des abonnements annuels STIB au tarif Région ou MTB au tarif Région, pour lesquels cette société prend immédiatement 100% du prix des abonnements commandés à sa charge.

La STIB a développé une Plateforme Web spécialement dédiée aux clients Corporate. Cette Plateforme Web est destinée à être le portail unique pour la commande, la gestion et le suivi des contrats Tiers Payant par voie électronique.

La Plateforme Web permet également la commande de cartes MOBIB, MOBIB Basic et la vente de titres à la prestation à y charger.

La Quote-part Patronale est prise en charge par l'Administration communale de Woluwe-Saint-Lambert selon les modalités décrites à l'article 6.

## ARTICLE 3 - PROCÉDURES DE COMMANDE

La Plateforme Web permet de commander des Abonnements STIB au tarif Région, des Abonnements MTB au tarif Région (le cas échéant, accompagné de la carte MOBIB), des cartes MOBIB Basic et des titres à la prestation JUMP 10 voyages à y charger.

La procédure de commande doit obligatoirement viser tous les membres du personnel de l'Administration communale de Woluwe-Saint-Lambert. En cas de non-respect de cette obligation de commande, la STIB dispose du droit de résilier unilatéralement la présente convention aux torts de l'Administration communale de Woluwe-Saint-Lambert avec effet immédiat, sans intervention préalable des Cours et Tribunaux, après mise en demeure de régularisation adressée par la STIB à l'Administration communale de Woluwe-Saint-Lambert restée sans effets correctifs pendant un délai de carence de 60 jours.

Les commandes sont effectuées par l'Administrateur ou le/les Manager(s) via la Plateforme Web. Les procédures de commandes et de renouvellements y relatives sont reprises dans le mode d'emploi joint en Annexe 1.

Tout abonnement est valable pour une période de 12 mois à dater de la date d'émission (toujours le premier jour du mois).

L'Administrateur est identifié avec mention de ses coordonnées dans l'Annexe 2 et peut être modifié à tout moment par l'Administration communale de Woluwe-Saint-Lambert moyennant notification préalable adressée à la STIB par écrit 15 jours à l'avance.

Les commandes d'abonnements sur des nouvelles cartes MOBIB devront être retirées au siège social de la STIB.

#### **ARTICLE 4 - PERTE DE LA CARTE MOBIB ET MOBIB BASIC**

En cas de perte par la poste de la carte MOBIB lors de son acheminement au Bénéficiaire et si celui-ci souhaite obtenir une nouvelle carte MOBIB, le Responsable Mandaté contacte la cellule « Vente à Distance » afin de vérifier l'envoi de la carte commandée. Dès que la cellule « Vente à Distance » confirme la date d'envoi de la carte, le Bénéficiaire devra se rendre lui-même dans l'une des BOOTIK de la STIB, dans les 30 jours calendrier qui suivent la date d'envoi de la carte, muni de sa carte d'identité et d'une photo d'identité. Une nouvelle carte MOBIB hébergeant l'abonnement que contenait l'ancienne carte lui sera remise gratuitement, contre accusé de réception en remplacement de l'abonnement perdu.

En cas de vol ou de perte de sa carte MOBIB par le Bénéficiaire et s'il souhaite obtenir un duplicata, celui-ci devra se rendre lui-même dans l'une des BOOTIK de la STIB muni de sa carte d'identité et d'une photo d'identité afin de compléter une déclaration de perte en vue d'obtenir un duplicata, moyennant paiement au tarif en vigueur.

En cas de perte de la carte MOBIB Basic, la carte et les titres à la prestation chargés sur la carte perdue ne seront ni remboursés, ni rechargés gratuitement par la STIB.

#### **ARTICLE 5 - VIE PRIVÉE**

La STIB s'engage à traiter les données relatives aux Bénéficiaires qui lui seront communiquées par l'Administration communale de Woluwe-Saint-Lambert ou par les Bénéficiaires eux-mêmes du fait du présent contrat et de son exécution conformément à la Réglementation Vie Privée. Elle s'engage à imposer aux membres de son personnel, responsables du traitement de ces données, le même engagement.

Lors du traitement des données des Bénéficiaires qu'elle transmettra à la STIB en vue de la délivrance des cartes MOBIB et des abonnements, l'Administration communale de Woluwe-Saint-Lambert s'engage pour sa part à respecter également les dispositions de la Réglementation Vie Privée et à obtenir toutes les autorisations requises le cas échéant afin de pouvoir transmettre ces données à la STIB.

L'Administration communale de Woluwe-Saint-Lambert veillera à transmettre à la STIB les données à caractère personnel des Bénéficiaires telles que reprises sur leur carte d'identité et notamment : le nom, le prénom et la date naissance du Bénéficiaire.

## **ARTICLE 6 - QUOTE-PART POUR LES CARTES MOBIB, LES ABONNEMENTS, LES CARTES MOBIB BASIC ET TITRES A LA PRESTATION**

Sauf dérogation expresse, la Quote-part due par l'Administration communale de Woluwe-Saint-Lambert à la STIB est fixée à **100 %** (cent pourcents) du prix pour les commandes d'Abonnements MTB au tarif Région.

Lorsque les Bénéficiaires ne disposent pas encore de carte MOBIB, la STIB délivrera celle-ci moyennement paiement par l'Administration communale de Woluwe-Saint-Lambert de son prix tel que publié à l'Arrêté Tarifaire en vigueur. En cas de perte ou vol, les dispositions de l'article 4 restent d'application.

Toutes les factures de la STIB sont toujours payables au comptant par virement bancaire au numéro de compte suivant : Belfius BE44 0910 0061 2745.

## **ARTICLE 7 - RETARD DE PAIEMENT**

En cas de retard de paiement de plus de 45 jours à dater de l'envoi de la facture visée à l'article 6, un intérêt légal est dû de plein droit et sans mise ne demeure préalable de la STIB conformément aux Conditions de facturation ci-jointes (en Annexe 4).

## **ARTICLE 8 - CARTES, TITRES ET ABONNEMENTS DE TRANSPORT STIB**

Les cartes MOBIB, MOBIB Basic, abonnements et titres à la prestation émis par la STIB font l'objet de caractéristiques spécifiques en termes de durée de validité, étendue géographique de l'accès, modalités d'obtention, nature du support, interopérabilité (De Lijn, TEC et SNCB), etc. Ces caractéristiques sont identifiées pour chaque carte, abonnement et titre à la prestation dans la description qui en est donnée aux termes des Règles de Transport édictées par la STIB. Les Règles de Transport sont disponibles sur le site internet de la STIB ([http://www.stib-mivb.be/vervoer\\_transport.html?l=fr](http://www.stib-mivb.be/vervoer_transport.html?l=fr)) et sont susceptibles d'évoluer au fil du temps, sans possibilité pour l'Administration communale de Woluwe-Saint-Lambert de s'y opposer.

Les cartes MOBIB, MOBIB Basic, abonnements et titres à la prestation faisant l'objet de la Convention sont vendus conformément aux tarifs fixés en application de l'Arrêté Tarifaire en vigueur au moment de la commande, sans pouvoir d'adaptation et/ou de modification quelconque par l'Administration communale de Woluwe-Saint-Lambert.

La STIB est seule responsable de l'exécution des services de transports afférents aux cartes, abonnements et titres à la prestation à l'égard des Bénéficiaires : la STIB assume seule le service après-vente y relatif. L'Administration communale de Woluwe-Saint-Lambert est déchargée de toute obligation et/ou responsabilité à cet égard.

## **ARTICLE 9 - DURÉE**

Le présent Contrat d'adhésion entre en vigueur à la date de promulgation de l'arrêté de dotation de la RBC relatif à la prise en charge du coût de ces abonnements. Le présent Contrat d'adhésion est conclu pour une durée indéterminée. La résiliation de la Convention par l'une ou l'autre des parties est permise moyennant notification par lettre recommandée et respect d'un délai de préavis de 3 mois.

## **ARTICLE 10 - REMBOURSEMENT**

Les abonnements annuels peuvent être définitivement résiliés et dans ce cas être remboursés par la STIB à l'Administration communale de Woluwe-Saint-Lambert conformément aux dispositions en vigueur à la STIB en matière de remboursement des abonnements et selon la procédure détaillée en annexe 5 ci-jointe. Le solde éventuel subsistant après remboursement sera liquidé sous forme de note de crédit à concurrence de 100 % (cent pourcents).

## **ARTICLE 11 - ÉLECTION DE DOMICILE**

Pour l'exécution de la présente convention et de ses suites, la STIB fait élection de domicile en son siège social. Elle se réserve le droit de modifier l'adresse de notification des courriers qui lui seront adressés en vertu de la présente Convention moyennant une information de ses nouvelles coordonnées qui sera communiquée à l'Administration communale de Woluwe-Saint-Lambert par écrit.

## **ARTICLE 12 - MODIFICATION DES COORDONNÉES DE LA SOCIÉTÉ**

L'Administration communale de Woluwe-Saint-Lambert doit avertir la STIB par courrier recommandé avec AR de tout changement lié à son statut, nom, adresse, son n° de TVA ou les coordonnées de son Administrateur du Business Portal afin de pouvoir adapter dans les temps les données de facturation.

En cas de modification du n° de TVA, une nouvelle Convention devra être mise en place dans les plus brefs délais sous peine de voir les commandes et renouvellements d'abonnements bloqués.

L'Administration communale de Woluwe-Saint-Lambert sera responsable à l'égard de la STIB pour tout dommage résultant de l'absence de notification de ces changements.

## **ARTICLE 13 - DIVERS**

La présente convention et ses annexes constituent l'ensemble des accords conclus entre les Parties relativement à son objet et ne peuvent être modifiées que par un avenant signé par les Parties. En cas de différence entre les dispositions de la convention et des annexes, les dispositions de la convention primeront sur celles des annexes.

Au cas où l'une des dispositions de la convention serait ou deviendrait nulle et inopérante, cette convention n'en sera pas affectée et elle continuera à sortir ses effets sans cette disposition, étant entendu cependant qu'une disposition valable, dont l'économie correspondrait ou serait aussi proche que possible de l'effet de la disposition nulle ou inopérante, lui sera substituée.

Aucune abstention d'une Partie quant à ses droits aux termes d'une disposition de la convention ne constituera une renonciation, même implicite, de cette Partie à ses droits quant à l'exécution ultérieure de cette disposition ou à l'exécution de toute autre disposition de la convention.

Aucune Partie à la Convention ne pourra céder tout ou partie des droits ou obligations résultant dans son chef de la Convention, sans l'accord écrit et préalable de l'autre Partie.

Cette convention est soumise au droit belge. Tout litige concernant la validité, l'interprétation, l'exécution ou la résiliation de la présente convention relèvera de la compétence exclusive des Cours et Tribunaux de Bruxelles.

Fait à Bruxelles, le ..... 2018, en deux exemplaires originaux, chaque partie reconnaissant par sa signature avoir reçu un original.

<b>Pour La STIB</b>	<b>Pour l'Administration communale de Woluwe-St-Lambert</b>
[signature]	[signature]
Nom : Briec de Meeûs  Qualité : Administrateur Directeur Général  Date signature :	Nom : Olivier MAINGAIN  Qualité : Bourgmestre  Date signature :
	[signature] Nom : LAMBERT Patrick  Qualité : Secrétaire communal  Date signature :

### **Annexes**

1. Manuel d'utilisation du Business Portal
2. Identification et coordonnées de l'Administrateur
3. Timing des commandes de nouveaux abonnements et des renouvellements
4. Conditions de facturation
5. Procédure de remboursement

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.  
#018/22.01.2018/A/0002#

-----

DE RAAD,

Gelet op zijn beslissing van 23/10/2017 tot wijziging van het gemeentelijk personeelsstatuut in verband met de terugbetaling voor het niet onderwijzend gemeentepersoneel van hun vervoerkosten tussen hun woonplaats en de plaats van de tewerkstelling;

Gelet op het besluit van 29/06/2017 van de Brusselse Regering tot wijziging van het besluit van de Regering van 01/12/2016 tot toekenning van een subsidie van 3.500.000 EUR aan de Brusselse gemeenten voor het jaar 2016 om voor een deel de terugbetaling te dekken van de woon-werk verplaatsingskosten van hun personeelsleden;

Overwegende dat de overeenkomst met de Maatschappij voor het Intercommunaal Vervoer van Brussel moet goedgekeurd en ondertekend worden om deze subsidie te bekomen;

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 11/01/2018;

BESLIST de volgende overeenkomst goed te keuren en te ondertekenen:



**ONDERSCHRIJVINGSOVEREENKOMST BETREFFENDE DE UITREIKING VAN MIVB- EN MTB-  
JAARABONNEMENTEN TEGEN HET GEWESTELIJKE TARIEF VERMINDERD VAN DE  
WERKGEVERSBIJDRAGE AAN DE PERSONEELSLEDEN VAN HET GEMEENTEBESTUUR VAN  
SINT-LAMBRECHTS-WOLUWE (KLANTENCODE: 0101487/AWL)**

**TUSSEN:**

- (3) De **Maatschappij voor het Intercommunaal Vervoer van Brussel**, publiekrechtelijke vereniging met hoofdzetel te 1000 Brussel, Koningstraat 76, ingeschreven bij de Kruispuntbank van Ondernemingen met nummer 0247.499.953, vertegenwoordigd door de heer Briec de Meeûs die handelt in de hoedanigheid van Bestuurder – directeur-generaal;

Hierna de "**MIVB**" genaamd;

**EN:**

- (4) Het Gemeentebestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe met maatschappelijke zetel te Paul Hymanslaan 2 te 1200 Brussel, ingeschreven bij de Kruispuntbank van Ondernemingen met het nummer 0207389859, vertegenwoordigd door de heer Olivier MAINGAIN, burgemeester, en de heer Patrick LAMBERT, gemeentesecretaris

Hierna "het Gemeentebestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe" genaamd;

De MIVB en het Gemeentebestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe worden hierna individueel een "**Partij**" en samen de "**Partijen**" genaamd.

**INLEIDING**

- In het kader van de beslissing genomen door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (hierna het BHG) op 13/09/1990, reikt de MIVB MTB- of MIVB-jaarabonnements Gewest uit aan alle gewestelijke of para regionale personeelsleden, waarbij de instelling rechtstreeks 100 % van de kostprijs van het abonnement ten laste neemt.
- De overeenkomst met betrekking tot de uitreiking van MTB- of MIVB-abonnements Gewest aan de personeelsleden van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest werd door de MIVB en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 19/12/2008 ondertekend. Deze legt de praktische modaliteiten vast voor het bestellen van de abonnements (de **Overeenkomst**). Het BHG heeft voorgesteld om de toepassing van het tarief voor de MIVB-/MTB-abonnements Gewest uit te breiden naar alle personeelsleden van de gemeentebesturen en de OCMW's van het Brussels Gewest. Het BHG en de MIVB hebben op het Gemeentebestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe een aanhangsel afgesloten aan de Overeenkomst met het oog op de uitbreiding van de MTB- en MIVB-Abonnements Gewest naar alle personeelsleden van de gemeentebesturen en de OCMW's binnen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.
- De toekenning van deze Abonnements Gewest vereist het afsluiten vooraf van een standaard onderschrijvingsovereenkomst tussen de MIVB en de gemeentes en de betrokken OCMW's die gericht is op het vastleggen van de praktische modaliteiten voor de uitreiking en de betaling van de abonnements van de Begunstigden (de "**Onderschrijvingsovereenkomst**").
- In het onderhavige geval wenst het Gemeentebestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe dit Onderschrijvingsovereenkomst af te sluiten om al haar personeelsleden het verminderde tarief Gewest te kunnen bieden.

## **DIENTENGEVOLGE WORDT ER OVEREENGEKOMEN HETGEEN VOLGT:**

### **ARTIKEL 1 - DEFINITIES**

De volgende bepalingen zijn voor de huidige overeenkomst van kracht:

- **MOBIB-kaart:** kaart **op naam** met een elektronische chip en een geldigheidsduur van 5 jaar. Op deze kaart worden alle vervoersbewijzen geladen (abonnementen en vervoerbewijzen per prestatie) die de titularis van de kaart koopt of die voor hem aangekocht worden. De kaart werkt via een contactloze technologie.
- **MOBIB Basic-kaart:** **anonieme** kaart met een elektronische chip en een geldigheidsduur van 5 jaar. Op deze kaart worden enkel de vervoerbewijzen per prestatie geladen die de titularis van de kaart koopt of die voor hem aangekocht worden. Deze kaart werkt via een contactloze technologie.
- **MTB-abonnement tegen het gewestelijke tarief:** abonnement tegen een verminderd tarief opgenomen in het Tariefbesluit en geldig op het hele MIVB-net (behalve op het gedeelte Bourget-Brussels Airport van de lijnen 12 en 21) en op de netwerken van TEC, De Lijn, en de NMBS in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.
- **MIVB-abonnement Gewest tegen het gewestelijke tarief:** abonnement tegen een verminderd tarief opgenomen in het Tariefbesluit en enkel geldig op het MIVB-net, behalve op het gedeelte Bourget-Brussels Airport van de lijnen 12 en 21.
- **Tariefbesluit:** het besluit van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest dat de prijswijziging van het vervoer van reizigers goedkeurt voor de stedelijke en gewestelijke netwerken van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van kracht op het moment dat deze overeenkomst afgesloten wordt of elk ander gelijkaardig besluit van de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van kracht op het moment waarop het abonnement uitgebracht wordt.
- **Code van het Bedrijf:** Referentiecode die de MIVB toekent aan het Gemeentebestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe als klant binnen het derde-betalerssysteem.
- **Begunstigde:** elk personeelslid die in de lijst opgenomen wordt die het Gemeentebestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe aan de MIVB doorgeeft tijdens de bestelling en die over een MOBIB-kaart, een MTB- en/of MIVB-abonnement beschikt naargelang de bepalingen in de huidige Overeenkomst.
- **Patronaal aandeel:** bedrag dat het Gemeentebestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe aan de MIVB betaalt overeenkomstig het artikel 6 van de huidige Overeenkomst en dat 100 % van de prijs van het MTB- of MIVB-abonnement Gewest vertegenwoordigt, zoals bepaald door het Tariefbesluit.
- **Webplatform voor het beheer van de MIVB- of MTB-abonnementen (Business Portal) tegen het gewestelijke tarief:** webinterface ter beschikking van het Gemeentebestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe voor het beheer van de bestellingen en de vernieuwingen van de MIVB- of MTB-abonnementen Gewest, de MOBIB- en MOBIB Basic-kaarten en de vervoerbewijzen per prestatie JUMP 10 ritten.
- **Beheerder van de Business Portal (hierna "Beheerder" genaamd):** persoon die door het Gemeentebestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe aangeduid wordt en belast is met het dagelijkse beheer van de Overeenkomst en meer bepaald met de bestellingen geplaatst bij de MIVB via het webplatform. Deze persoon is de enige binnen het Gemeentebestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe die over alle beheerdersrechten beschikt voor het webplatform voor het beheer van de bestellingen geplaatst bij de MIVB. De Beheerder is de enige persoon gemachtigd om andere "Manager"-gebruikers aan te maken binnen het webplatform namens het Gemeentebestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe.
- **Manager van de Business Portal (hierna de "Manager" genaamd):** persoon waarvan het gebruikersprofiel aangemaakt werd door de Beheerder en die door de Beheerder toegelaten wordt om via het webplatform bestellingen te plaatsen bij de MIVB namens het Gemeentebestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe.

- **Reglementering Persoonlijke Levenssfeer** verwijst naar de gecoördineerde versie van de wet van 8 december 1992 betreffende de bescherming van de persoonlijke levenssfeer in verband met de verwerking van persoonsgegevens en de Algemene verordening gegevensbescherming, en elke wet, ordonnantie, decreet of uitvoeringsbesluit en in het algemeen, elke reglementering die betrekking heeft op de verwerking van de persoonsgegevens opgelegd aan de Partijen, zoals ze in de loop van de tijd kunnen veranderen.

## **ARTIKEL 2 - DOEL**

Deze overeenkomst vervangt en annuleert elke andere bestaande overeenkomst of akkoord met betrekking tot de uitreiking van jaarabbonementen vooraf afgesloten door de MIVB en het Gemeentebestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe.

Dankzij de huidige overeenkomst levert de MIVB de Begunstigden MOBIB- en MOBIB Basic-kaarten, MTB- en/of MIVB-abbonementen Gewest tegen het gewestelijke tarief en vervoerbewijzen per prestatie (JUMP 10 ritten) die erop geladen kunnen worden.

De MIVB levert aan de personeelsleden van het Gemeentebestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe MTB- of MIVB-jaarabbonementen tegen het gewestelijke tarief, waarbij deze onderneming rechtstreeks 100 % van de kostprijs van de bestelde abbonementen ten laste neemt.

De MIVB heeft speciaal voor de corporate klanten een webplatform ontwikkeld. Dit webplatform moet het unieke portaal worden voor het elektronisch bestellen, beheren en opvolgen van de derde-betalerscontracten.

Dit webplatform biedt tevens de mogelijkheid MOBIB- en MOBIB Basic-kaarten te bestellen en op te laden vervoerbewijzen per prestatie te kopen.

Het Patronale aandeel wordt ten laste genomen door het Gemeentebestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe overeenkomstig de bepalingen omschreven in artikel 6.

## **ARTIKEL 3 - PROCEDURE VOOR DE BESTELLING**

Via het webplatform kan men MIVB- en MTB-abbonementen tegen het gewestelijke tarief (in voorkomend geval, met de MOBIB-kaart), MOBIB Basic-kaarten en vervoerbewijzen per prestatie (JUMP 10 ritten) om erop te laden bestellen.

De bestelprocedure moet verplicht toegepast worden voor alle personeelsleden van het Gemeentebestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe. Indien deze verplichting niet nageleefd wordt, heeft de MIVB het recht om deze overeenkomst eenzijdig op te zeggen ten laste van het Gemeentebestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe met onmiddellijke inwerkingtreding, zonder voorafgaandelijke tussenkomst van de Gerechtshoven en Rechtbanken, na een rechtzettingsverzoek van de MIVB aan het adres van het Gemeentebestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe dat niet gecorrigeerd werd binnen een periode van 60 dagen.

De Beheerder of de Manager(s) plaatst de bestellingen via het webplatform. De procedures voor de bestelling en de vernieuwing worden beschreven in de gebruiksaanwijzing in de Bijlage 1.

Elk abonnement is geldig voor een periode van 12 maanden vanaf de datum waarop deze uitgegeven wordt (steeds de 1e dag van de maand).

De Beheerder wordt geïdentificeerd door vermelding van zijn contactgegevens in de Bijlage 2 en kan op ieder moment gewijzigd worden door het Gemeentebestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe, mits een voorafgaandelijke (15 dagen) schriftelijke mededeling aan de MIVB.

De bestellingen van abbonementen voor nieuwe MOBIB-kaarten zullen afgehaald moeten worden bij de maatschappelijke zetel van de MIVB.

#### **ARTIKEL 4 - VERLIES VAN DE MOBIB- EN MOBIB BASIC-KAART**

In geval van verlies door de post van de MOBIB-kaart bij het versturen naar de Begunstigde en als hij/zij een nieuwe MOBIB-kaart wilt ontvangen, dient de Gemandateerde verantwoordelijke contact op te nemen met de cel "Verkoop op Afstand" om toe te zien dat de kaart opgestuurd wordt. Eens de cel "Verkoop op afstand" de verzendingsdatum van de kaart heeft bevestigd zal de Begunstigde zelf zich zelf naar een BOOTIK van de MIVB moeten begeven, en dit binnen de 30 kalenderdagen na de verzendingsdatum van de kaart, met zijn/haar identiteitskaart en een pasfoto. Tegen een ontvangstbevestiging en ter vervanging van het verloren abonnement, zal hij/zij dan kosteloos een nieuwe MOBIB-kaart krijgen met daarop het abonnement van de oude kaart.

In geval van diefstal of verlies van de MOBIB-kaart en indien de Begunstigde een duplicaat wenst, dan zal hij/zij zich zelf naar een BOOTIK van de MIVB moeten begeven, met een identiteitskaart en een pasfoto om er een aangifte van verlies in te vullen en een duplicaat te krijgen tegen het geldend tarief.

In geval van verlies van de MOBIB Basic-kaart, worden de vervoerbewijzen per prestatie die op de verloren kaart opgeladen waren noch terugbetaald, noch gratis herladen door de MIVB.

#### **ARTIKEL 5 - PERSOONLIJKE LEVENSSFEER**

De MIVB verbindt zich ertoe de gegevens van de Begunstigden die binnen het kader van de Overeenkomst meegedeeld worden door het Gemeentebestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe of door de Begunstigden zelf te verwerken overeenkomstig de wet tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer. Bovendien verbindt de MIVB zich ertoe het nodige te doen opdat haar personeelsleden die bij deze verwerking betrokken zijn, deze afspraak ook degelijk naleven.

Tijdens de verwerking van de gegevens van de Begunstigden die het Gemeentebestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe aan de MIVB zal doorgeven met het oog op de uitreiking van de MOBIB-kaarten en de abonnementen, verbindt de onderneming zich ook tot de naleving van de wet tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer en alle nodige toelatingen te verkrijgen om deze gegevens door te kunnen geven aan de MIVB.

Het Gemeentebestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe zal erop toezien dat het de persoonsgegevens van de Begunstigden aan de MIVB doorgeeft zoals deze op hun identiteitskaart staan, o.a. naam, voornaam en geboortedatum van de Begunstigde.

#### **ARTIKEL 6 - AANDEEL VOOR DE MOBIB-KAARTEN, DE ABONNEMENTEN, DE MOBIB BASIC-KAARTEN EN DE VERVOERBEWIJZEN PER PRESTATIE**

Behoudens uitdrukkelijke afwijking, wordt het Aandeel dat het Gemeentebestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe aan de MIVB verschuldigd is vastgelegd op **100%** van de prijs voor de bestellingen van MIVB-abonnementen tegen het gewestelijke tarief.

Indien de Begunstigden nog niet over een MOBIB-kaart beschikken, dan zal de MIVB deze geven tegen betaling door het Gemeentebestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe van de prijs zoals die vastgelegd werd door het Tariefbesluit van kracht. In geval van verlies of diefstal blijven de bepalingen van artikel 4 van toepassing.

Alle facturen van de MIVB zijn altijd contant te betalen via bankoverschrijving op volgend rekeningnummer: Belfius BE44 0910 0061 2745.

#### **ARTIKEL 7 - ACHTERSTAND BETALINGEN**

In geval van achterstand in betaling van meer dan 45 dagen vanaf het doorsturen van de factuur bedoeld in artikel 6, wordt een wettelijke intrest van rechtswege vereist en zonder voorafgaandelijke ingebrekestelling van de MIVB overeenkomstig de facturatievoorwaarden in de Bijlage 4.

## **ARTIKEL 8 - KAARTEN, VERVOERBEWIJZEN EN ABONNEMENTEN VAN DE MIVB**

De MOBIB- en MOBIB Basic-kaarten, de abonnementen en de vervoerbewijzen per prestatie afgeleverd door de MIVB worden aan specifieke kenmerken onderworpen voor wat betreft de geldigheidsduur, het geografische bereik van de toegang, de voorwaarden voor afgifte, de aard van de drager, de interoperabiliteit (De Lijn, TEC en NMBS), enz. Deze kenmerken worden voor elke kaart, abonnement en vervoerbewijs per prestatie omschreven in de Vervoersregels opgelegd door de MIVB. De Vervoersregels zijn beschikbaar op de website van de MIVB ([http://www.stib-mivb.be/vervoer\\_transport.html?l=nl](http://www.stib-mivb.be/vervoer_transport.html?l=nl)) en kunnen in de loop der tijd evolueren, zonder dat het Gemeentebestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe zich hiertegen kan verzetten.

De MOBIB- en MOBIB Basic-kaarten, de abonnementen en de vervoerbewijzen per prestatie waarop deze Overeenkomst betrekking heeft worden verkocht overeenkomstig de tarieven vastgelegd in het Tariefbesluit van kracht op het moment van de bestelling, zonder dat het Gemeentebestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe deze kan aanpassen en/of wijzigen.

De MIVB is als enige verantwoordelijk voor de uitvoering van de vervoerdiensten die betrekking hebben op de kaarten, abonnementen en vervoerbewijzen per prestatie voor de Begunstigden: enkel de MIVB staat in voor de Dienst na verkoop in dit verband. Het Gemeentebestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe kan hiervoor in geen geval aansprakelijk worden gesteld.

## **ARTIKEL 9 - DUUR**

De huidige Onderschrijvingsovereenkomst treedt in werking vanaf de afkondiging van het Dotatiebesluit van het BHG betreffende de opvang van de kosten van deze abonnementen. De huidige Onderschrijvingsovereenkomst wordt afgesloten voor een onbepaalde periode. De Overeenkomst kan door elke Partij verbroken worden per aangetekende brief mits het naleven van een opzegtermijn van minimum 3 maanden.

## **ARTIKEL 10 - TERUGBETALING**

De abonnementen mogen definitief opgezegd worden en kunnen in dit geval terugbetaald worden door de MIVB aan het Gemeentebestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe overeenkomstig de bepalingen betreffende de terugbetaling van de abonnementen volgens de procedure beschreven in de Bijlage 5. Het eventueel resterende saldo zal worden terugbetaald in de vorm van een kredietnota tot een bedrag van 100 % (honderd procent).

## **ARTIKEL 11 - DOMICILIE**

Voor de toepassing van de huidige Overeenkomst en verdere gevolgen ervan, kiest de MIVB haar hoofdzetel als vestigingsplaats. De MIVB houdt zich het recht voor om haar postadres te wijzigen krachtens de huidige Overeenkomst mits de schriftelijke mededeling van haar nieuwe contactgegevens aan het Gemeentebestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe.

## **ARTIKEL 12 - WIJZIGING VAN DE BEDRIJFSGEGEVENS**

Het Gemeentebestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe dient de MIVB per aangetekende brief (met ontvangstbevestiging) te waarschuwen van iedere verandering betreffende haar statuut, naam, adres, btw-nummer of de contactgegevens van haar Business Portal-Bestuurder om de facturatiegegevens op tijd te kunnen aanpassen.

In geval van wijziging van het btw-nummer, dient een nieuwe overeenkomst zo snel mogelijk opgesteld te worden op straffe van het blokkeren van de abonnementbestellingen en -vernieuwingen.

Het Gemeentebestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe is verantwoordelijk ten opzichte van de MIVB voor elke schade die voortkomt uit het niet meedelen van deze verandering.

## ARTIKEL 13 – VARIA

Deze Overeenkomst en de bijlagen vormen alle akkoorden die tussen de Partijen zijn afgesloten in verband met het voorwerp ervan en kunnen slechts worden gewijzigd door een aanhangsel ondertekend door de Partijen. Indien de bepalingen van de Overeenkomst en van de bijlagen verschillen, prevaleren deze bepalingen op die van de bijlagen.

Ingeval één van de bepalingen van de Overeenkomst nietig of niet toepasselijk wordt verklaard, zal deze Overeenkomst daardoor niet worden aangetast en zal deze ook zonder deze bepaling blijven gelden, mits deze wordt vervangen door een geldige bepaling waarvan de uitwerking overeenstemt met of zo dicht mogelijk aansluit op de nietige of niet-toepasselijke bepaling.

Geen enkele onthouding van een Partij met betrekking tot zijn rechten op grond van een bepaling van de Overeenkomst houdt in dat deze Partij afstand moet doen, noch impliciet, van haar rechten met betrekking tot de laatste uitvoering van deze bepaling of tot de uitvoering van eender welke andere bepaling van de Overeenkomst.

Geen enkele Partij van de Overeenkomst kan alle of een deel van de rechten of verplichtingen die voortvloeien uit onderhavige overeenkomst overdragen zonder het voorafgaandelijk schriftelijk akkoord van de andere Partij.

Deze Overeenkomst is onderworpen aan het Belgisch recht. Elke betwisting betreffende de geldigheid, interpretatie, uitvoering of ontbinding van deze Overeenkomst zal onderworpen worden aan de exclusieve bevoegdheid van de hoven en rechtbanken van Brussel.

Opgesteld te Brussel, op ..... 2018, in twee originele exemplaren, waarbij elke partij door haar handtekening een origineel gekregen erkent te hebben.

<b>Voor de MIVB</b>	<b>Voor het Gemeentebestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe</b>
[handtekening]	[handtekening]
Naam: Briec de Meeûs	Naam: Olivier MAINGAIN
Hoedanigheid: Bestuurder – directeur-generaal	Kwaliteit: Burgemeester
Datum handtekening:	Datum handtekening:
	Naam: Patrick LAMBERT
	Kwaliteit: Gemeentesecretaris
	Datum handtekening:

### **Bijlagen**

1. Gebruiksaanwijzing van de Business Portal
2. Identificatie en contactgegevens van de Beheerder
3. Kalender van de bestellingen van nieuwe abonnementen en de vernieuwingen
4. Facturatievoorwaarden
5. Terugbetalingsprocedure

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.  
#018/22.01.2018/A/0002#

-----

3. ASBL Centre culturel Wolubilis – Décret du 21/11/2013 relatif aux Centres culturels – Demande de reconnaissance – Eléments constitutifs du dossier – Accord de principe – Approbation. Vzw Cultureel centrum Wolubilis – Decreet van 21/11/2013 betreffende de Culturele centra – Verzoek om erkenning – Bestanddelen van het dossier – Principeakkoord – Goedkeuring.

#### LE CONSEIL,

Vu le contrat-programme et les avenants n<sup>os</sup> 1, 2 et 3 conclus entre la commune, la Communauté française de Belgique, la Commission communautaire française et l'ASBL Centre culturel Wolubilis, pour la période du 01/01/2015 au 31/12/2018, dans le cadre des dispositions du décret du 28/07/1992 fixant les conditions de reconnaissance et de subvention des Centres culturels, modifié par le décret du 10/04/1995, en application des délibérations du 28/06/2010, du 19/09/2011, du 26/06/2012 et du 29/09/2014 du Conseil communal et en application du décret du 21/11/2013 relatif aux Centres culturels et de ses dispositions transitoires ;

Vu l'article 4 de l'avenant n°3 qui stipule qu'en application de l'article 106 § 2 du décret du 21/11/2013 précité, le présent contrat devient nul de plein droit et le Centre culturel perd sa reconnaissance par la Communauté si le Centre culturel n'a pas introduit, le 31/12/2018 au plus tard, de demande de reconnaissance conformément aux nouvelles dispositions décrétales ;

Vu les dispositions contenues dans le décret du 21/11/2013 précité de la Communauté française fixant les conditions de reconnaissance et de subvention des Centres culturels et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté du 24/04/2014 du Gouvernement de la Communauté française portant exécution du décret du 21/11/2013 relatif aux Centres culturels ;

Considérant qu'étant donné qu'en séance du 19/12/2017, le Conseil d'administration de l'ASBL Centre culturel Wolubilis a validé le projet d'action culturelle, qu'il a pris acte de l'analyse partagée du territoire et que l'Assemblée générale a pris connaissance de ces deux documents, le Centre culturel Wolubilis souhaite introduire sa demande de reconnaissance en vue d'un nouveau contrat-programme pour la période 2020-2025, courant du premier trimestre 2018 ;

Vu l'article 24, al. 2, 8<sup>o</sup> du décret du 21/11/2013 précité précisant que la demande de reconnaissance doit comporter : la description des contributions financières ou sous forme de services au Centre culturel par la ou les collectivités publiques associées ;

Vu l'article 8, 4<sup>o</sup> de l'arrêté d'exécution du 24/04 /2014 précité précisant que, pour être recevable, la demande de reconnaissance doit comporter les engagements relatifs à la contribution globale de la ou des collectivités associées ;

Vu l'article 72 § 2 du décret du 21/11/2013 précité stipulant que la ou les contributions financières visées au paragraphe 1<sup>er</sup> sont au moins équivalentes à la subvention apportée par la Communauté française en application de l'article 66 ;

Vu les statuts de l'ASBL Centre culturel Wolubilis ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 28/12/2017 ;

DECIDE :

de marquer un accord de principe sur le respect de l'article 72 § 2 du décret du 21/11/2013 relatif aux Centres culturels, en cas de renouvellement de la reconnaissance du Centre culturel Wolubilis et de la signature d'un nouveau contrat-programme pour la période 2020-2025.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires et la présente délibération sera transmise à la Communauté française de Belgique – Direction générale de la Culture.

#018/22.01.2018/A/0003#

-----

4. Points soumis pour dépense et information :  
Punten voorgelegd ter uitgave en informatie:

- 4.1. Aménagements de sites pour accueillir des caméras automatiques de contrôle aux feux rouges et de contrôle de vitesse.  
Sites inrichten voor de plaatsing van automatische controlecamera's aan de verkeerslichten en voor snelheidscontrole.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de réaliser des aménagements de sites pour accueillir des caméras automatiques de contrôle aux feux rouges et de contrôle de vitesse ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 14/12/2017 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de réaliser des aménagements de sites pour accueillir des caméras automatiques de contrôle aux feux rouges et de contrôle de vitesse ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42 § 1-1°a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 135.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90-1° ;

Vu le cahier des charges n°2017-1305 relatif au marché "Aménagements de sites pour accueillir des caméras automatiques de contrôle aux feux rouges et de contrôle de vitesse" ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 140.000 EUR TVAC réparti en 136.000 EUR pour les travaux et 6.000 EUR pour la coordination sécurité ;



Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant qu'il est proposé de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :

- VSE NV Verkeer Signalisatie en Elektronika, avenue De Béjar 1b à 1120 Neder-Over-Heembeek,
- Elec D.V.C NV, Felix Roggemanskaai 1 à 1501 Buizingen (Hal),
- FABRICOM SA, boulevard Simon Bolivar 34-36 à 1000 Bruxelles ;

Considérant que la date du 15/12/2017 est proposée comme date limite d'introduction des offres ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2017, article 42300/741-52 et qu'il sera financé par emprunt ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver le cahier des charges n°2017-1305 et le montant estimé du marché "ID1305 - Aménagements de sites pour accueillir des caméras automatiques de contrôle aux feux rouges et de contrôle de vitesse". Les conditions sont fixées au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics ;
- de passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable ;
- de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :
  - VSE NV Verkeer Signalisatie en Elektronika, avenue De Béjar 1b à 1120 Neder-Over-Heembeek,
  - Elec D.V.C NV, Felix Roggemanskaai 1 à 1501 Buizingen (Hal),
  - FABRICOM SA, boulevard Simon Bolivar 34-36 à 1000 Bruxelles ;
- de fixer la date limite pour faire parvenir les offres à l'administration au 15/12/2017 ;
- de financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2017, à l'article 42300/741-52 ;
- d'engager 134.000 EUR pour les travaux et 6.000 EUR pour la coordination sécurité ;
- de financer cette dépense par un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.  
#018/22.01.2018/A/0004#

-----

DE RAAD,

Overwegende dat het aangewezen is de uitvoering van aanlegwerken rond de verschillende verkeerslichten voor het plaatsen van automatische camera's voor de controle van de rode lichten en de snelheid te voorzien;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 14/12/2017;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

“HET COLLEGE,

Overwegende dat het aangewezen is de uitvoering van aanlegwerken rond de verschillende verkeerslichten voor het plaatsen van automatische camera's voor de controle van de rode lichten en de snelheid te voorzien;

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42 § 1-1° a) (limiet van 135.000 EUR excl. btw niet bereikt);

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90-1°;

Gelet op het bestek met nr. 2017-1305 betreffende de opdracht “ID1305 - Aanleg rond de verschillende verkeerslichten voor het plaatsen van automatische camera's voor de controle van de rode lichten en snelheid”;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 140.000 EUR BTWI (134.000 EUR voor de werken en 6.000 EUR voor veiligheid coördinatie);

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat volgende ondernemers in aanmerking komen om deel te nemen aan de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking:

- VSE NV Verkeer Signalisatie en Elektronika, De Béjarlaan 1b te 1120 Neder-Over-Heembeek,
- Elec D.V.C NV, Felix Roggemanskaai 1 te 1501 Buizingen (Hal),
- FABRICOM SA, Simon Bolivarlaan 34-36 te 1000 Brussel;

Overwegende dat 15/12/2017 wordt voorgesteld als uiterste datum voor het indienen van de offertes;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2017, op artikel 42300/741-52 van de buitengewone begroting en dat de financiering gebeurt met lening;

Gelet op artikelen 234 § 3 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

**BESLIST:**

- goedkeuring te verlenen aan het bestek met nr. 2017-1305 en de raming voor de opdracht “ID1305 - Aanleg rond de verschillende verkeerslichten voor het plaatsen van automatische camera's voor de controle van de rode lichten en snelheid”: de lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten.
- bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;
- volgende ondernemers worden uitgenodigd om deel te nemen aan de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking:
  - VSE NV Verkeer Signalisatie en Elektronika, De Béjarlaan 1b te 1120 Neder-Over-Heembeek,
  - Elec D.V.C NV, Felix Roggemanskaai 1 te 1501 Buizingen (Hal),
  - FABRICOM SA, Simon Bolivarlaan 34-36 te 1000 Brussel;
- de offertes dienen het bestuur ten laatste te bereiken op 15/12/2017;
- de uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2017, op artikel 42300/741-52 van de buitengewone begroting;

- 134.000 EUR BTWI voor de werken en 6.000 EUR BTWI voor de veiligheid coördinatie aan te wenden;
- deze uitgave te financieren door middel van een lening aan te gaan bij het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën.

Deze beslissing zal ter informatie op een volgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden.”

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.  
#018/22.01.2018/A/0004#

-----

#### 4.2. Raccordement de cinq caméras de surveillance. Aansluiting van vijf bewakingscamera's.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de raccorder les cinq caméras de surveillance de la police situées :

- rue de la Roche Fatale 40,
- place de la Sainte-Famille,
- rue Théodore De Cuyper 284,
- rue Théodore De Cuyper 277,
- clos Hof ten Berg ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 28/12/2017 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de raccorder les cinq caméras de surveillance de la police situées :

- rue de la Roche Fatale 40,
- place de la Sainte-Famille,
- rue Théodore De Cuyper 284,
- rue Théodore De Cuyper 277,
- clos Hof Ten Berg ;

Considérant que les travaux doivent être obligatoirement confiés à la société SIBELGA qui est le gestionnaire du réseau ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42 § 1-1°d) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant que la dépense s'élève à 9.220,20 EUR TVAC ;

Considérant que cette dépense est prévue à l'article 42100/741-52 du budget extraordinaire 2018 ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE, sous réserve de l'approbation du budget 2018 par l'autorité de tutelle :

- d'approuver le raccordement des cinq caméras de surveillance de la police, situées rue de la Roche Fatale 40, place de la Sainte-Famille, rue Théodore De Cuyper 284 et 277 et clos Hof Ten Berg ;
- de retenir la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché ;
- de confier l'exécution de ces travaux à la société SIBELGA, quai des Usines 16 à 1000 Bruxelles, qui est la seule société habilitée à raccorder les caméras de surveillance au réseau électrique ;
- d'adopter, à cet effet, la dépense de 9.220,20 EUR TVAC, à inscrire à l'article 42100/741-52 du budget extraordinaire 2018.

Cette dépense sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

#018/22.01.2018/A/0005#

-----

DE RAAD,

Overwegende dat het nodig is de vijf bewakingscamera's van de politie aan te sluiten, die gelegen zijn:

- Noodlottige Rotsstraat 40,
- Heilige-Familieplein,
- Théodore De Cuyperstraat 284,
- Théodore De Cuyperstraat 277,
- Hof ten Berggaarde;

Gelet op het artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 28/12/2017;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

“HET COLLEGE,

Overwegende dat het nodig is de vijf bewakingscamera's van de politie aan te sluiten, die gelegen zijn:

- Noodlottige Rotsstraat 40,
- Heilige-Familieplein,
- Théodore De Cuyperstraat 284,
- Théodore De Cuyperstraat 277,
- Hof ten Berggaarde;

Overwegende dat deze werken enkel toegewezen kunnen worden aan de firma SIBELGA die de beheerder van het netwerk is;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42 § 1-1° d);

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat de uitgave geraamd wordt op 9.220,20 EUR incl. btw;

Overwegende dat deze uitgave voorzien is op artikel 42100/741-52 van de buitengewone begroting 2018;

Gelet op het artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begroting 2018 door de toezichthoudende overheid:

- de aansluiting van de vijf bewakingscamera's van de politie die zich Noodlottige Rotsstraat 40, Heilige-Familieplein, Théodore De Cuyperstraat 284 en 277 en Hof ten Berggaarde bevinden, goed te keuren;
- de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als plaatsingsprocedure van de opdracht te kiezen;
- de uitvoering van deze werken toe te vertrouwen aan de firma SIBELGA, Werkhuizenkaai 16 te 1000 Brussel, dewelke de enige firma is die hiervoor gemachtigd is;
- hiertoe de uitgave van 9.220,20 EUR incl. btw goed te keuren en in te schrijven op artikel 42100/741-52 van de buitengewone begroting 2018.

Deze uitgave zal gedekt worden door middel van een lening aan te gaan bij het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën.

Deze beslissing zat ter informatie op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden."

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

#018/22.01.2018/A/0005#

-----

#### 4.3. Raccordements électriques pour installations techniques sur le territoire de la commune. Electrische aansluiting van technische installaties op het grondgebied van de gemeente.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'alimenter en électricité les installations techniques qui seront implantées sur le territoire de notre commune ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 29/12/2017 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'alimenter en électricité les installations techniques qui seront implantées sur le territoire de la commune ;

Considérant que les spécificité techniques requises pour cette alimentation imposent le choix d'un prestataire de service déterminé ;

Considérant que la société SIBELGA, quai des Usines 16 à 1000 Bruxelles, est la seule à répondre à ces spécificités techniques et à remis des offres pour l'alimentation et le raccordement des installations techniques qui seront implantées sur le territoire de la commune ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 32.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu à l'article 76300/744-51 du budget extraordinaire de l'exercice 2017 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec la société SIBELGA, quai des Usines 16 à 1000 Bruxelles, pour l'alimentation et les raccordements électriques des installations techniques qui seront installées sur le territoire de la commune ;
- de financer cette dépense par le crédit inscrit à l'article 76300/744-51/16665 du budget extraordinaire de l'exercice 2017.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

#018/22.01.2018/A/0006#

-----

4.4. Poséidon – Joints de carrelage – Réfection.  
Poseidon – Tegelvoegen – Herstelling.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder à la réfection des joints du carrelage dans les vestiaires et des plages de la piscine du complexe sportif Poséidon ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 07/12/2017 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder à la réfection des joints du carrelage dans les vestiaires et des plages de la piscine du complexe sportif Poséidon ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 36.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les opérateurs économiques suivants ont été choisis afin de prendre part à la procédure négociée :

- BALCAEN & FILS SPRL, chaussée de Jette 396 à 1081 Koekelberg,
- BAWANET, rue du Tilleul 205 à 1140 Evere,
- DA SILVA SANTANA CARLOS, Koninglosesteenweg 51 à 1853 Grimbergen,
- VIVIANO, De Hene 26 à 1780 Wemmel,
- SPRL ZEGO, quai de Moriemont 12 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant qu'une offre est parvenue de BAWANET, rue du Tilleul 205 à 1140 Evere, pour un montant de 36.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé, tenant compte des éléments précités, d'attribuer ce marché au soumissionnaire ayant remis la seule offre, soit BAWANET, rue du Tilleul 205 à 1140 Evere, pour le montant d'offre contrôlé de 36.000 EUR TVAC ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu au budget extraordinaire de l'exercice 2017, à l'article 76420/724-60 et sera financé par un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales;

Considérant qu'il est proposé d'engager un montant de 36.000 EUR ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver le montant estimé à 36.000 EUR du marché de faible montant « Poséidon - Réfection des joints du carrelage dans les vestiaires et des plages de la piscine » ;
- de considérer l'offre de BAWANET comme complète et régulière ;
- d'attribuer ce marché au soumissionnaire ayant remis la seule offre, soit BAWANET, rue du Tilleul 205 à 1140 Evere, pour le montant d'offre contrôlé de 36.000 EUR TVAC ;
- d'approuver le paiement suivant les dispositions prévues dans l'offre et par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2017, à l'article 76420/724-60/15470 sur lequel un montant de 36.000 EUR est engagé.

Cette dépense sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors d'une prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.  
#018/22.01.2018/A/0007#

-----

4.5. Poséidon – Conduites de chauffage – Isolation.  
Poseidon – Verwarmingsbuizen – Isolatie.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'isoler les conduites de chauffage du complexe sportif Poséidon ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 21/12/2017 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'isoler les conduites de chauffage du complexe sportif Poséidon ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 6.200 EUR TVAC ;



Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant qu'une offre est parvenue de la firme ISOMAR SA, route de Philippeville 212 à 6010 Couillet, pour un montant de 6.096,59 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé, tenant compte des éléments précités, d'attribuer ce marché au soumissionnaire ayant remis la seule offre, soit ISOMAR SA, route de Philippeville 212 à 6010 Couillet, pour le montant d'offre contrôlé de 6.096,59 EUR TVAC ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu au budget extraordinaire de l'exercice 2017, à l'article 76420/744-98 et qu'il sera financé par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire ;

Considérant qu'il est proposé d'engager un montant de 6.200 EUR ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver le montant estimé à 6.200 EUR du marché de faible montant « Complexe sportif Poséidon - Achat d'isolants pour des conduites de chauffage » ;
- de considérer l'offre de la firme ISOMAR SA comme complète et régulière ;
- d'attribuer ce marché au soumissionnaire ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse, soit ISOMAR SA, route de Philippeville 212 à 6010 Couillet, pour le montant d'offre contrôlé de 6.096,59 EUR TVAC ;
- d'approuver le paiement suivant les dispositions prévues dans l'offre et par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2017, à l'article 76420/744-98/16518 sur lequel un montant de 6.200 EUR est engagé.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.  
#018/22.01.2018/A/0008#

-----

Mme MELARD entre en séance.  
Mw. MELARD komt de vergaderzaal binnen.

-----

4.6. Poseidon – Automatische schuifdeur – Levering en plaatsing.  
Poséidon – Porte coulissante automatique – Fourniture et pose.

DE RAAD,

Overwegende dat het nodig blijkt over te gaan tot de aankoop en plaatsing van een automatische schuifdeur in de gebouwen van het sportcomplex Poseidon;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 21/12/2017;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

“HET COLLEGE,

Overwegende dat het nodig blijkt over te gaan tot de aankoop en plaatsing van een automatische schuifdeur in de gebouwen van het sportcomplex Poseidon;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (limiet van 30.000 EUR excl. btw niet bereikt);

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 124;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht van beperkte waarde te gunnen;

Gelet op de offerte van de firma ASSA ABLOY, Centrum Zuid 3042 te 3530 Houthalen;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op artikel 76420/724-60 van de buitengewone begroting 2017;

Overwegende dat voorgesteld wordt om 10.350 EUR incl. btw vast te leggen;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 § 3 en 236;

BESLIST:

- goedkeuring te verlenen aan de raming van 10.350 EUR incl. btw van de opdracht voor de aankoop en plaatsing van een automatische schuifdeur in de gebouwen van het sportcomplex Poseidon;
- bovengenoemde opdracht van beperkte waarde te gunnen aan de firma ASSA ABLOY, Centrum Zuid 3042 te 3530 Houthalen;
- de betaling uit te voeren overeenkomstig de bepalingen van de offerte en met het krediet ingeschreven op artikel 76420/724-60/16426 van de buitengewone begroting 2017.

Deze uitgave zal gefinancierd worden door middel van een lening aan te gaan bij het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën.

Deze beslissing zal ter informatie op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden.”

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

#018/22.01.2018/A/0009#

-----

4.7. Académie de musique, des arts de la parole et de la danse – Banquettes de piano – Acquisition.  
“Académie de musique, des arts de la parole et de la danse” – Pianobankjes – Aankoop.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir des banquettes de piano pour l'Académie de musique, des arts de la parole et de la danse ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 21/12/2017 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir des banquettes de piano pour l'Académie de musique, des arts de la parole et de la danse ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 1.450 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les opérateurs économiques suivants ont été consultés :

- Henri ANCION, Renouprez 821 à 4654 Charneux,
- LEMCA, place de l'Albertine 1 à 1000 Bruxelles,
- HANLET, rue de Livourne 5 à 1060 Saint-Gilles;

Considérant qu'une seule offre est parvenue à l'administration, de la firme Henri ANCION, pour un montant de 1.450 EUR TVAC (cinq banquettes de piano à 290 EUR TVAC/pièce) ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu à l'article 73410/741-51 du budget extraordinaire de l'exercice 2017 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver l'acquisition de cinq banquettes de piano pour l'Académie de musique, des arts de la parole et de la danse ;
- d'attribuer ce marché de faible montant au seul soumissionnaire ayant remis offre, soit Henri ANCION, Renouprez 821 à 4654 Charneux, pour le montant d'offre contrôlé de 1.450 EUR TVAC ;
- de financer cette dépense par le crédit inscrit à l'article 73410/741-51/16451 du budget extraordinaire de l'exercice 2017.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

#018/22.01.2018/A/0010#

-----

4.8. Ecole Van Meyel – Portail – Remplacement.  
School Van Meyel – Portaal – Vervanging.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de remplacer le portail d'entrée de l'école Van Meyel ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 07/12/2017 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de remplacer le portail d'entrée de l'école Van Meyel ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 3.500 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant qu'une offre est parvenue des ENTREPRISES GUISSÉ ET FILS SA, rue de Waremme 48 à 4530 Villers-le Bouillet, pour un montant de 3.164,10 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé, tenant compte des éléments précités, d'attribuer ce marché au soumissionnaire ayant remis la seule offre, soit ENTREPRISES GUISSÉ ET FILS SA, rue de Waremme 48 à 4530 Villers-le Bouillet, pour le montant d'offre contrôlé de 3.164,10 EUR TVAC ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu au budget extraordinaire de l'exercice 2017, à l'article 72200/724-60 et sera financé par un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales ;

Considérant qu'il est proposé d'engager un montant de 3.500 EUR ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver le montant estimé à 3.500 EUR du marché de faible montant « Ecole Van Meyel - Remplacement du portail d'entrée » ;
- de considérer l'offre des ENTREPRISES GUISSSE ET FILS SA comme complète et régulière ;
- d'attribuer ce marché au soumissionnaire ayant remis la seule offre, soit ENTREPRISES GUISSSE ET FILS SA, rue de Waremme 48 à 4530 Villers-le Bouillet, pour le montant d'offre contrôlé de 3.164,10 EUR TVAC.
- d'approuver le paiement suivant les dispositions prévues dans l'offre et par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2017, à l'article 72200/724-60/15462 sur lequel un montant de 3.500 EUR est engagé.

Cette dépense sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors d'une prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.  
#018/22.01.2018/A/0011#

-----

4.9. Annexe de l'école Vervloesem – Centrale incendie – Remplacement.  
Bijgebouw van de school Vervloesem – Brandcentrale – Vervanging.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de remplacer la centrale incendie située dans l'annexe de l'école Vervloesem ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 07/12/2017 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de remplacer la centrale incendie dans l'annexe de l'école Vervloesem ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 1.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les opérateurs économiques suivants ont été choisis afin de prendre part à la procédure négociée :

- ETAC ALARME SERVICE SA, rue Colonel Bourg 122 à 1140 Evere;
- VLV SA, rue du Parc 50 à 4432 Alleur;
- IBS, avenue Mercator 1 à 1300 Wavre ;

Considérant que 3 offres sont parvenues à l'administration :

- ETAC ALARME SERVICE SA, rue Colonel Bourg 122 à 1140 Evere : 1.596,36 EUR TVAC,
- VLV SA, rue du Parc 50 à 4432 Alleur : 933,10 EUR TVAC,
- IBS, avenue Mercator 1 à 1300 Wavre : 1.763,84 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé, tenant compte des éléments précités, d'attribuer ce marché au soumissionnaire ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse, soit VLV SA, rue du Parc 50 à 4432 Alleur, pour le montant d'offre contrôlé de 933,10 EUR TVAC ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu au budget extraordinaire de l'exercice 2017, à l'article 72200/724-60 et sera financé par un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales ;

Considérant qu'il est proposé d'engager un montant de 1.000 EUR ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver le montant estimé à 1.000 EUR du marché de faible montant « Ecole Vervloesem - Annexe - Remplacement de la centrale incendie » ;
- de considérer les offres d'ETAC ALARME SERVICE SA, de VLV SA et d'IBS comme complètes et régulières ;
- d'attribuer ce marché au soumissionnaire ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse, soit VLV SA, rue du Parc 50 à 4432 Alleur, pour le montant d'offre contrôlé de 933,10 EUR TVAC ;
- d'approuver le paiement suivant les dispositions prévues dans l'offre et par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2017, à l'article 72200/724-60/15475 sur lequel un montant de 1.000 EUR est engagé.

Cette dépense sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors d'une prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

#018/22.01.2018/A/0012#

-----

4.10. Ecoles communales – Tablettes informatiques tactiles et points d'accès mobiles – Dépense supplémentaire.  
Gemeentescholen – Tactiele tablets en mobiele toegangspunten – Bijkomende uitgave.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'indique d'acquérir des tablettes informatiques tactiles et des points d'accès mobiles pour les écoles communales ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 21/12/2017 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE

Considérant qu'à la demande du service Informatique et suite à la décision du Collège prise en séance du 30/11/2017, un marché a été lancé pour l'acquisition de tablettes informatiques tactiles et de points d'accès mobiles afin de répondre aux besoins des équipes pédagogiques des écoles communales en matière de pédagogie interactive ;

Considérant que les trois opérateurs économiques consultés ont remis offre, à savoir :  
 - PC-MACLOG SPRL, rue Léon Gramme 25 à 1350 Marilles : 72.192,47 EUR TVAC,  
 - UPFRONT SPRL, rue de la Technique 15 à 1400 Nivelles : 82.811,58 EUR TVAC,  
 - A.N.S. COMPUTER, chaussée de Nivelles 351 à 5020 Temploux : 84.135,46 EUR TVAC) ;

Considérant que les trois offres sont conformes et complètes ;

Considérant que la firme PC-MACLOG propose l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Considérant que le montant initialement approuvé était de 65.000 EUR ;

Considérant que ce montant ne permet pas de réaliser la totalité du marché ;

Considérant que le disponible budgétaire est de 73.000 EUR ;

Considérant dès lors qu'il s'indique de porter le montant dudit marché à 73.000 EUR et d'en informer le Conseil communal ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42 § 1-1° a) ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90 alinéa 1-1° ;

Vu l'article 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver, conformément à l'article 42 § 1-1° a) de la loi du 17/06/2016, à l'article 90 alinéa 1-1° de l'arrêté royal du 18/04/2017, à l'arrêté royal du 14/01/2013 et à l'article 236 de la nouvelle loi communale, la désignation de la firme PC-MACLOG SPRL, rue Léon Gramme 25 à 1350 Marilles, pour la fourniture de tablettes informatiques tactiles et de points d'accès mobiles, aux conditions de son offre du 12/12/2017 pour un montant maximum de 73.000 EUR TVAC, inscrite à l'article 72200/742-53/15209 du budget extraordinaire de l'exercice 2017 ;

- d'informer le Conseil communal de la dépense supplémentaire ;
- de prélever les fonds nécessaires au paiement des dépenses sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information de la dépense supplémentaire, au Conseil communal lors de sa prochaine séance.»

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.  
#018/22.01.2018/A/0013#

-----

4.11. Crèche Princesse Paola – Cutter de table – Remplacement.  
Kinderdagverblijf “Princesse Paola” – Tafelcutter – Vervanging.

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande du service des Crèches, il s'indique de procéder au remplacement d'un cutter de table professionnel défectueux pour la crèche Princesse Paola ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 21/12/2017 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du service Crèches, il s'indique de procéder au remplacement d'un cutter de table professionnel défectueux pour la crèche Princesse Paola ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Considérant que le montant de ce marché s'élève à 2.254,23 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant qu'il y a lieu d'inscrire la dépense à l'article 84400/744-98 du budget extraordinaire de l'exercice 2017 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver l'acquisition d'un Cutter R4 auprès de la firme VERRE ET COUVERT, chaussée de Louvain 696 à 1030 Schaerbeek, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016, 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017 et 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver la dépense de 2.254,23 EUR TVAC, inscrite à l'article 84400/744-98/16546 du budget extraordinaire de l'exercice 2017 ;
- de prélever les fonds nécessaires au paiement de cette dépense sur le fonds de réserve extraordinaire.



La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.  
#018/22.01.2018/A/0014#

-----

4.12. Bibliothèque néerlandophone – Mobilier – Acquisition.  
Nederlandstalige bibliotheek – Meubilair – Aankoop.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'indique d'acquérir du mobilier pour la bibliothèque néerlandophone ;

Vu les articles 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 21/12/2017 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'indique d'acquérir du mobilier pour la bibliothèque néerlandophone ;

Considérant que la dépense est estimée à maximum 20.050 EUR TVAC ;

Considérant que les crédits nécessaires seront à inscrire à l'article 76701/741-51 du budget extraordinaire de l'exercice 2017 ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver la passation de marchés de faible montant pour l'acquisition de mobilier pour la bibliothèque néerlandophone, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016, 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017 et 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver l'acquisition de mobilier pour la section « Adulte » de la bibliothèque néerlandophone auprès de la firme SHULZ, Appelweg 94C à 3221 Holsbeek, pour un montant maximum de 11.050 EUR TVAC, inscrit à l'article 76701/741-51/16343 du budget extraordinaire de l'exercice 2017 ;
- d'approuver la réalisation de meubles sur mesure pour la section « Jeunesse » par la firme ART BASICS OF CHILDREN, place Gaucheret 13 à 1030 Schaerbeek, pour un montant de 9.500 EUR TVAC, inscrit à l'article 76701/741-51/16342 du budget extraordinaire de l'exercice 2017 ;
- de prélever les fonds nécessaires au paiement des dépenses sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.  
#018/22.01.2018/A/0015#

-----

DE RAAD,

Overwegende dat het nodig blijkt over te gaan tot de aankoop van meubilair voor de Nederlandstalige bibliotheek;

Gelet op artikelen 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 21/12/2017;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

“HET COLLEGE,

Overwegende dat het nodig blijkt over te gaan tot de aankoop van meubilair voor de Nederlandstalige bibliotheek;

Overwegende dat de maximale uitgave op 20.050 EUR incl. btw geraamd wordt;

Overwegende dat de nodige kredieten ingeschreven zullen worden op artikel 76701/741-51 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2017;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (limiet van 30.000 EUR excl. btw niet bereikt);

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 124;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht van beperkte waarde te gunnen;

Gelet op artikelen 234 § 3 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

- de plaatsing van opdrachten van beperkte waarde voor de aankoop van meubilair voor de Nederlandstalige bibliotheek goed te keuren, in toepassing van artikelen 92 van de wet van 17/06/2016, 124 van het koninklijk besluit van 18/04/2017 en 234 § 3 en 236 van de nieuwe gemeentewet;
- de aankoop van meubilair voor de sectie "Volwassenen" van de Nederlandstalige bibliotheek bij de firma SHULZ, Appelweg 94C te 3221 Holsbeek, goed te keuren en een bedrag van 11.050 EUR incl. btw in te schrijven op artikel 76701/741-51/16343 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2017;
- de realisatie van meubilair op maat voor de sectie "Jeugd" van de Nederlandstalige bibliotheek door de firma ART BASICS OF CHILDREN, Gaucheretplein 13 te 1030 Schaarbeek, goed te keuren en een bedrag van 9.500 EUR incl. btw in te schrijven op artikel 76701/741-51/16342 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2017;

- de fonds en voor de betaling van deze uitgaven van het buitengewoon reservefonds af te nemen.

Deze beslissing zal ter informatie op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden.”

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

#018/22.01.2018/A/0015#

-----

4.13. Site provisoire des écoles néerlandophones – Cuisine professionnelle – Acquisition.  
Tijdelijke site voor de Nederlandstalige scholen – Professionele keuken – Aankoop.

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande du service Enseignement, il s'avère nécessaire de procéder à l'acquisition d'une cuisine professionnelle pour le site provisoire des écoles néerlandophones ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 21/12/2017 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du service Enseignement, il s'avère nécessaire de procéder à l'acquisition d'une cuisine professionnelle pour le site provisoire des écoles néerlandophones ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Considérant que le montant de ce marché s'élève à 18.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché à faible montant ;

Considérant qu'il y a lieu d'inscrire la dépense à l'article 72200/744-98 du budget extraordinaire de l'exercice 2017 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec la firme DIAMOND, chaussée de Vilvorde 92 à 1120 Bruxelles (Neder-Over-Heembeek), pour l'acquisition d'une cuisine professionnelle, conformément à son offre du 11/12/2017, et ce en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016, 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017 et 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

- d'approuver la dépense estimée à maximum 18.000 EUR TVAC, inscrite à l'article 72200/744-98/16244 du budget extraordinaire de l'exercice 2017 ;
- de prélever les fonds nécessaires au paiement de cette dépense sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.  
#018/22.01.2018/A/0016#

-----

4.14. Rotonde du stade Fallon – Châssis – Remplacement.  
Rotonde van het Fallonstadion – Ramen – Vervanging.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de terminer les travaux de remplacement de châssis de la rotonde du stade Fallon ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 21/12/2017 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de terminer les travaux de remplacement de châssis de la rotonde du stade Fallon ;

Considérant la rupture de contrat avec l'ancien entrepreneur, à savoir la firme FRESON pour non-exécution des travaux ;

Considérant que ces travaux bénéficient d'un subside régional dans le cadre du Plan Triennal d'Investissement 2013-2015 ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 22.500 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les opérateurs économiques suivants ont été choisis afin de prendre part à ce marché :

- FRANCOVERA NV, Hoogweg 46 à 8940 Wervik,
- TECNOFLEX SPRL, chaussée de Vilvorde 156B à 1120 Bruxelles (Neder-Over-Heembeek) ;

Considérant qu'une offre est parvenue de TECNOFLEX SPRL, chaussée de Vilvorde 156B à 1120 Bruxelles (Neder-Over-Heembeek), pour un montant de 17.420,37 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé, tenant compte des éléments précités, d'attribuer ce marché au soumissionnaire ayant remis l'offre unique, soit TECNOFLEX SPRL, chaussée de Vilvorde 156B à 1120 Bruxelles (Neder-Over-Heembeek), pour le montant d'offre contrôlé de 17.420,37 EUR TVAC ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu au budget extraordinaire de l'exercice 2017, à l'article 76410/724-60 et sera financé par un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales ;

Considérant qu'il est proposé d'engager un montant de 22.500 EUR ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver le montant estimé à 22.500 EUR du marché de faible montant « Stade communal - Rotonde - Remplacement de châssis » ;
- de considérer l'offre de TECNOFLEX SPRL comme complète et régulière ;
- d'attribuer ce marché au soumissionnaire ayant remis l'offre unique, soit TECNOFLEX SPRL, chaussée de Vilvorde 156B à 1120 Bruxelles (Neder-Over-Heembeek), pour le montant d'offre contrôlé de 17.420,37 EUR TVAC ;
- d'approuver le paiement suivant les dispositions prévues dans l'offre et par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2017, à l'article 76410/724-60/16317 sur lequel un montant de 22.500 EUR est engagé ;
- d'envoyer cette délibération à l'autorité subsidiante.

Cette dépense sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

#018/22.01.2018/A/0017#

-----

4.15. Stade Fallon – Bancs, banquettes et poubelles de tri sélectif – Acquisition.  
Fallonstadion – Banken, bankjes en vuilnisbakken voor het selectief sorteren – Aankoop.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir des bancs, banquettes et poubelles de tri sélectif pour le stade Fallon ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 28/12/2017 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir des bancs, banquettes et poubelles de tri sélectif pour le stade Fallon ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42 § 1-1°a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 135.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90 alinéa 1-1° ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 45.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant que, sur les 3 firmes consultées, 3 offres sont parvenues à l'administration pour :

- l'acquisition de 16 banquettes et 9 bancs :

- GLASDON EUROPE SARL, rue des Verts Prés 2 à 59700 Marc-en-Baroeul : 15.881,25 EUR TVAC ;

- l'acquisition de 20 poubelles de tri sélectif pour l'intérieur (2 compartiments) :

- SODESTRIM, rue de Belgrade 15 à 1190 Forest : 15.270,20 EUR TVAC (option comprise : adhésifs) ;

- l'acquisition de 20 poubelles de tri sélectif pour l'extérieur (3 compartiments) :

- EUROSIGN, Z.I. de Noville-les-Bois, rue Ernest Montellier 20 à 5380 Fernelmont : 13.594,35 EUR TVAC (frais de port compris) ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu à l'article 76410/725-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2017 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver le montant estimé de 45.000 EUR TVAC du marché relatif à la fourniture de bancs, banquettes et poubelles de tri sélectif pour le stade Fallon ;
- de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;
- de sélectionner les soumissionnaires GLASDON EUROPE SARL, EUROSIGN SA et SODESTRIM qui répondent aux critères de sélection qualitative ;
- de considérer les offres de GLASDON EUROPE SARL, EUROSIGN SA et SODESTRIM comme complètes et régulières ;
- d'attribuer ce marché aux soumissionnaires ayant remis les offres économiquement les plus avantageuses, soit :
  - GLASDON EUROPE SARL, rue des Verts Prés 2 à 59700 Marc-en-Baroeul, pour le montant d'offre contrôlé de 15.881,25 EUR TVAC (6 banquettes et 9 bancs) ;

- SODESTRIM, rue de Belgrade 15 à 1190 Forest, pour le montant d'offre contrôlé de 15.270,20 EUR TVAC (20 poubelles de tri sélectif pour l'intérieur - 2 compartiments, option comprise : adhésifs) ;
- EUROSIGN, Z.I. de Noville-Les-Bois, rue Ernest Montellier 20 à 5380 Fernelmont, pour le montant d'offre contrôlé de 13.594,35 EUR TVAC (20 poubelles de tri sélectif pour l'extérieur - 3 compartiments, frais de port compris) ;
- de financer ces dépenses par le crédit inscrit à l'article 76410/725-60/16620 (GLASDON EUROPE SARL), 16621 (SODESTRIM) et 16622 (EUROSIGN) du budget extraordinaire de l'exercice 2017.

Ces dépenses seront couvertes au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.  
#018/22.01.2018/A/0018#

-----

#### 4.16. Stade Fallon – Set d'outillage professionnel – Acquisition. Fallonstadion – Professionele werktuigen – Aankoop.

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande du service Sports, il s'indique d'acquérir un set d'outillage professionnel MAKITA pour le personnel technique du stade Fallon ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 21/12/2017 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du service Sports, il s'indique d'acquérir un set d'outillage professionnel MAKITA pour le personnel technique du stade Fallon ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Considérant que le montant de ce marché s'élève à 2.300 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant qu'il y a lieu d'inscrire la dépense à l'article 764100/744-98 du budget extraordinaire de l'exercice 2017 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec la firme CIPAC, rue L. Mommaerts 11 à 1140 Evere, pour l'acquisition d'un set d'outillage professionnel MAKITA pour le personnel technique du stade Fallon, et ce en application de l'article 92 de la loi du 17/06/2016, de l'article 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017, de l'arrêté royal du 14/01/2013 et des articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'inscrire la dépense estimée à 2.300 EUR TVAC à l'article 76410/744-98/16430 du budget extraordinaire de l'exercice 2017 ;
- de prélever les fonds nécessaires au paiement de cette dépense sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.  
#018/22.01.2018/A/0019#

-----

4.17. Fallonstadion – Loods – Luchtverwarmers – Vervanging – Bijkomende uitgave.  
Stade Fallon – Hangar – Aérothermes – Remplacement – Dépense supplémentaire.

DE RAAD,

Overwegende dat het, in het kader van de opdracht "Fallonstadion – Vervanging van de kachels van de loods", noodzakelijk is bijkomende werken te verrichten;

Gelet op artikel 236 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 21/12/2017;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

"HET COLLEGE,

Gelet op zijn beslissing van 03/08/2017 waarbij de firma MOLIMEX-THERM, Excelsiorlaan 45 te 1930 Zaventem, aangeduid werd voor de uitvoering van de opdracht "Fallonstadion - Vervanging van de kachels van de loods" voor een bedrag van 6.519,07 EUR incl. btw en waarbij een totaal bedrag van 7.000 EUR vastgelegd werd;

Overwegende dat bijkomende werken voor een bedrag van 712,21 EUR incl. btw noodzakelijk zijn in het kader van deze opdracht;

Overwegende dat de vastlegging van 7.000 EUR onvoldoende is;

Overwegende dat een verhoging van 231,28 EUR noodzakelijk is en dat de kredieten beschikbaar zijn op artikel 76410/724-60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2017;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen;

Gelet op artikel 236 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:



- de bijkomende uitgave in het kader van de opdracht "Fallonstadion - Vervanging van de kachels van de loods" goed te keuren;
- een aanvullend bedrag van 231,28 EUR ten voordele van de firma MOLIMEX-THERM, Excelsiorlaan 45 te 1930 Zaventem, op artikel 76410/724-60/10442 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2017 vast te leggen.

Deze uitgave zal gedekt worden door middel van een lening aan te gaan bij het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën.

Deze beslissing zal ter informatie op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden."

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.  
#018/22.01.2018/A/0020#

-----

4.18. Equipe voirie – Carotteuse avec accessoires – Acquisition.  
Ploeg wegen – Kernboor met toebehoren – Aankoop.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir une carotteuse avec accessoires pour l'équipe voirie ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 14/12/2017 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir une carotteuse avec accessoires pour l'équipe voirie ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 6.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer la procédure par un marché de faible montant ;

Considérant que les opérateurs économiques suivants ont été consultés :

- GENAPPE MATERIAUX SA, rue de Villers-la-Ville 65 à 1474 Ways (Genappe),
- François LAVIGNE SPRL, rue de Liège 84 à 4800 Verviers,

- SL-SOLUTION BVBA, Dragonderdreef 9 à 8570 Vichte ;

Considérant que 2 offres sont parvenues à l'administration :

- GENAPPE MATERIAUX SA : 4.012,21 EUR TVAC,
- François LAVIGNE SPRL : 6.473,50 EUR TVAC ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 42100/744-98 du budget extraordinaire de l'exercice 2017 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver l'acquisition d'une carotteuse avec accessoires pour l'équipe voirie ;
- de passer la procédure par un marché de faible montant ;
- d'attribuer ce marché au soumissionnaire ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse, soit GENAPPE MATERIAUX SA, rue de Villers-la-Ville 65 à 1474 Ways (Genappe), pour le montant d'offre contrôlé de 4.012,21 EUR TVAC ;
- d'inscrire cette dépense à l'article 42100/744-98 du budget extraordinaire de l'exercice 2017.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

#018/22.01.2018/A/0021#

-----

4.19. Propreté publique – Aspirateurs urbains (2) – Acquisition.  
Openbare reinheid – Stedelijke afvalzuigers (2) – Aankoop.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir deux aspirateurs urbains avec accessoires pour l'équipe de la propreté publique ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 21/12/2017 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir deux aspirateurs urbains avec accessoires pour l'équipe de la propreté publique ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42 § 1-1°a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 135.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90 alinéa 1-1°;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 40.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant que les opérateurs suivants ont été consultés :

- LANGE CHRISTIAN (Glutton Cleaning Machines), Zoning d'Anton, rue de l'Ile Dossai 9 à 5300 Andenne (Sclayn),
- ETS DILLIES, avenue de Maire 25-29 à 7500 Tournai ;

Considérant qu'une offre est parvenue de LANGE CHRISTIAN (Glutton Cleaning Machines), Zoning d'Anton, rue de l'Ile Dossai 9 à 5300 Andenne (Sclayn), pour un montant de 39.405,34 EUR TVAC ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu à l'article 87500/744-51 du budget extraordinaire de l'exercice 2017 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver le montant estimé à 40.000 EUR TVAC du marché « Fourniture de deux aspirateurs urbains avec accessoires » ;
- de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;
- de considérer l'offre de LANGE CHRISTIAN (Glutton Cleaning Machines) comme complète et régulière ;
- d'attribuer ce marché au soumissionnaire ayant remis la seule offre, soit LANGE CHRISTIAN (Glutton Cleaning Machines), Zoning d'Anton, rue de l'Ile Dossai 9 à 5300 Andenne (Sclayn), pour le montant d'offre contrôlé de 39.405,34 EUR TVAC ;
- d'approuver le paiement par le crédit inscrit à l'article 87500/744-51/16570 du budget extraordinaire de l'exercice 2017.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

#018/22.01.2018/A/0022#

-----

#### 4.20. Propreté publique – Epandeurs de sel manuels – Acquisition. Openbare reinheid – Handmatige zoutstrooiers – Aankoop.

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande de la division Réalisation et Entretien, il s'indique d'acquérir des épandeurs de sel manuels;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 28/12/2017 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande de la division Réalisation et Entretien, il s'indique d'acquérir des épanduses de sel manuelles;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant de ce marché s'élève à 3.800 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant qu'il y a lieu d'inscrire la dépense à l'article 87500/744-51 du budget extraordinaire de l'exercice 2017 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE:

- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec la firme MOSBENELUX, rue de la Sucrierie 33A à 4280 Hannut, pour l'acquisition d'épanduses de sel manuelles, conformément à son offre du 21/12/2017, et ce en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016, 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017 et 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver la dépense estimée à 3.800 EUR TVAC, inscrite à l'article 87500/744-51/16684 du budget extraordinaire de l'exercice 2017 ;
- de prélever les fonds nécessaires au paiement de cette dépense sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

#018/22.01.2018/A/0023#

-----

4.21. Plan communal d'alignement – Réalisation.  
Gemeentelijk rooilijnenplan – Realisatie.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de réaliser un plan communal d'alignement ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 14/12/2017 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de réaliser un plan communal d'alignement ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42 § 1-1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 135.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90-1° ;

Considérant le cahier des charges n°2017-1297 relatif au marché "ID1297 - Plan communal d'alignement" établi par la division Administration et Marchés ;

Considérant que ce marché est divisé en :

- \* Marché de base (Plan communal d'alignement), estimé à 50.000 EUR TVAC,
- \* Recondution 1 (Plan communal d'alignement), estimé à 50.000 EUR TVAC,
- \* Recondution 2 (Plan communal d'alignement), estimé à 50.000 EUR TVAC ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 150.000 EUR TVAC ;

Considérant que le marché sera conclu pour une durée de minimum 12 mois par marché ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant qu'il est proposé de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :

- TECCON, Kleimoer 16 à 9030 Mariakerke,
- IBENS Landmeters, Mechelsesteenweg 315F à 2550 Kontich,
- DE CEUSTER & ASSOCIES SPRL, rue de la Gare 13 A à 1420 Braine-l'Alleud,
- SET SA, rue Maurice Charlent 43 à 1160 Auderghem ;

Considérant que la date du 15/12/2017 est proposée comme date limite d'introduction des offres ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire 2017, article 42100/747-60 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver le lancement d'un marché pour la réalisation d'un plan communal d'alignement ainsi que le cahier des charges n°2017-1297 "ID1297 - Plan communal d'alignement" s'y rapportant. Le montant estimé du marché s'élève à 150.000 EUR TVAC ;
- de passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable ;
- de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :

- TECCON, Kleimoer 16 à 9030 Mariakerke,
- IBENS Landmeters, Mechelsesteenweg 315F à 2550 Kontich,
- DE CEUSTER & ASSOCIES SPRL, rue de la Gare 13 A à 1420 Braine-l'Alleud,
- SET SA, rue Maurice Charlent 43 à 1160 Auderghem ;
- de fixer la date limite pour faire parvenir les offres à l'administration au 15/12/2017 ;
- de financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire 2017 à l'article 42100/747-60 ;
- d'engager un montant annuel de 50.000 EUR TVAC ;
- de financer cette dépense par un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.  
#018/22.01.2018/A/0024#

-----

DE RAAD,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot het uitvoeren van een gemeentelijk rooilijnenplan;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 14/12/2017;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

“HET COLLEGE,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot het uitvoeren van een gemeentelijk rooilijnenplan;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42 § 1-1°a) (limiet van 135.000 EUR excl. btw niet bereikt);

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90-1°;

Gelet op het bestek met nr. 2017-1297 betreffende de opdracht “Gemeentelijk rooilijnenplan”;

Overwegende dat deze opdracht als volgt is opgedeeld:

- \* Basisopdracht (Gemeentelijk rooilijnenplan), raming: 50.000 EUR BTWI,
- \* Verlenging 1 (Gemeentelijk rooilijnenplan), raming: 50.000 EUR BTWI,
- \* Verlenging 2 (Gemeentelijk rooilijnenplan), raming: 50.000 EUR BTWI;

Overwegende dat de totale uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 150.000 EUR BTWI;

Overwegende dat de opdracht zal worden afgesloten voor een duur van minimum 12 maanden per opdracht;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat volgende ondernemers in aanmerking komen om deel te nemen aan de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking:

- TECCON, Kleimoer 16 te 9030 Mariakerke,
- IBENS Landmeters, Mechelsesteenweg 315F te 2550 Kontich,
- DE CEUSTER & ASSOCIES SPRL, rue de la Gare 13 A te 1420 Braine-l'Alleud,
- SET SA, Maurice Charlentstraat 43 te 1160 Oudergem;

Overwegende dat 15/12/2017 wordt voorgesteld als uiterste datum voor het indienen van de offertes;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in de begroting van het dienstjaar 2017, op artikel 42100/747-60;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 § 3 en 236;

BESLIST:

- goedkeuring te verlenen aan het bestek met nr. 2017-1297 en de raming voor de opdracht "ID1297 - Gemeentelijk rooilijnenplan"; de lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en door de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 150.000 EUR BTWI;
- bovengenoemde opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;
- volgende ondernemers uit te nodigen om deel te nemen aan de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking:
  - TECCON, Kleimoer 16 te 9030 Mariakerke,
  - IBENS Landmeters, Mechelsesteenweg 315F te 2550 Kontich,
  - DE CEUSTER & ASSOCIES SPRL, rue de la Gare 13 A te 1420 Braine-L'Alleud,
  - SET SA, rue Maurice Charlent 43 te 1160 Auderghem;
- de datum voor de opening van de offertes vast te leggen op 15/12/2017;
- de uitgave voor deze opdracht te voorzien in de begroting van het dienstjaar 2017, op artikel 42100/747-60;
- een jaarlijks bedrag van 50.000 EUR BTWI aan te wenden;
- deze uitgave te financieren door middel van een lening aan te gaan bij het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën.

Deze beslissing zal ter informatie op een volgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden."

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

#018/22.01.2018/A/0024#

-----

4.22. Festivités – Tentes – Acquisition.  
Festiviteiten –Tenten – Aankoop.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir des tentes pour les festivités en remplacement des tentes détruites lors du marché de Noël ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 28/12/2017 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir des tentes pour les festivités en remplacement des tentes détruites lors du marché de Noël ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 14.447,40 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les opérateurs économiques suivants ont été consultés et ont remis prix :

- DUMOULIN SPORT ASSIST SPRL, rue Beaupain 18 à 4845 Sart-lez-Spa : 14.447,40 EUR TVAC,
- SCHREIBER SA, chaussée de Liège 52 à 4710 Lontzen : 18.997 EUR TVAC ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu à l'article 76300/744-98 du budget extraordinaire de l'exercice 2017 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver le montant estimé du marché relatif à la fourniture de tentes pour les festivités s'élevant à 14.447,40 EUR TVAC ;
- d'attribuer ce marché de faible montant au soumissionnaire ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse (sur la base du prix), soit DUMOULIN SPORT ASSIST SPRL, rue Alexandre Beaupain 18 à 4845 Sart-lez-Spa, pour le montant d'offre contrôlé de 14.447,40 EUR TVAC ;
- de financer cette dépense par le crédit inscrit à l'article 76300/744-98/16653 du budget extraordinaire de l'exercice 2017.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.



La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.  
#018/22.01.2018/A/0025#

-----

4.23. Festivités – Poids de lestage pour les tentes – Acquisition.  
Festiviteiten – Balast voor tenten – Aankoop.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir des poids de lestage pour les tentes ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 28/12/2017 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir des poids de lestage pour les tentes ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 6.582,40 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les opérateurs économiques suivants ont été consultés et ont remis prix :

- DUMOULIN SPORT ASSIST SPRL, rue Beaupain 18 à 4845 Sart-lez-Spa : 6.582,40 EUR TVAC (poids de 12,5 kg),
- SCHREIBER SA, chaussée de Liège 52 à 4710 Lontzen : 18.997 EUR TVAC (poids de +/- 30 kg) ;

Considérant que l'offre de la firme SCHREIBER est économiquement plus avantageuse sur la base du prix mais que les poids proposés sont trop lourds et difficiles à manipuler ;

Considérant que la division Réalisation et Entretien propose d'attribuer le marché à la firme DUMOULIN SPORT ASSIST SPRL dont l'offre présente le meilleur rapport qualité-prix ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu à l'article 76300/744-98 du budget extraordinaire de l'exercice 2017 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver le montant estimé du marché relatif à la fourniture de poids de lestage pour les tentes, s'élevant à 6.582,40 EUR TVAC ;
- d'attribuer ce marché de faible montant au soumissionnaire ayant remis l'offre qui présente le meilleur rapport qualité-prix, soit DUMOULIN SPORT ASSIST SPRL, rue Alexandre Beaupain 18 à 4845 Sart-lez-Spa pour le montant d'offre contrôlé de 6.582,40 EUR TVAC ;
- de financer cette dépense par le crédit inscrit à l'article 76300/744-98/16654 du budget extraordinaire de l'exercice 2017.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.  
#018/22.01.2018/A/0026#

-----

4.24. Windmolen – Professionele stofzuiger – Aankoop.  
Moulin à vent – Aspirateur professionnel – Acquisition.

DE RAAD,

Overwegende dat het nodig blijkt over te gaan tot de aankoop van een professionele stofzuiger voor het onderhoud van de windmolens;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen in zitting van 07/12/2017;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

“HET COLLEGE,

Overwegende dat het nodig blijkt over te gaan tot de aankoop van een professionele stofzuiger voor het onderhoud van de windmolens;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92;

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 124;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht van beperkte waarde te gunnen;

Gelet op de offerte van de firma KAISER KRAFT, Jan Emiel Mommaertslaan 20/2 à 1831 Diegem;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op artikel 10400/744-98 van de buitengewone begroting 2017;

Overwegende dat voorgesteld wordt om 430 EUR incl. btw vast te leggen;

Overwegende dat deze uitgave ten hoogte van 100 % gesubsidieerd wordt door LEEFMILIEU BRUSSEL;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 § 3 en 236;

BESLIST:

- goedkeuring te verlenen aan de raming van 430 EUR incl. btw van de opdracht voor de levering van een professionele stofzuiger voor het onderhoud van de windmolen;
- bovengenoemde opdracht van beperkte waarde te gunnen aan de firma KAISER KRAFT, Jan Emiel Mommaertslaan 20/2 à 1831 Diegem;
- de betaling uit te voeren overeenkomstig de bepalingen van de offerte en met het krediet ingeschreven op artikel 10400/744-98/15512 van de buitengewone begroting 2017;
- de fondsen voor de betaling van deze uitgave van het buitengewoon reservefonds af te nemen.

Deze beslissing zal ter informatie op een volgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden.”

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

#018/22.01.2018/A/0027#

-----

4.25. Maloukasteel – Intrekbare palen (3) – Aankoop.  
Château Malou – Bornes rétractables (3) – Acquisition.

DE RAAD,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de aankoop van drie intrekbare palen voor het Maloukasteel;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 28/12/2017;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

“HET COLLEGE,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de aankoop van drie intrekbare palen voor het Maloukasteel;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42 § 1-1°a) (limiet van 135.000 EUR excl. btw niet bereikt);

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90 lid 1-1°;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 40.000 EUR incl. btw;

Overwegende dat voorgesteld wordt om deze opdracht te plaatsen via een onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat, op de 2 geraadpleegde firma's, 2 offertes werden ontvangen:

- KRAUTLI nv, Industrialaan 15 te 1702 Dilbeek: 43.765,70 EUR incl. btw,
- François LAVIGNE sprl, rue de Liège 84 te 4800 Verviers: 65.848,20 EUR incl. btw;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op artikel 42100/741-52 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2017;

Gelet op artikel 234 § 3 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

- de inschrijvers KRAUTLI nv en François LAVIGNE sprl te selecteren in het kader van de kwalitatieve selectie;
- de offertes van KRAUTLI nv en François LAVIGNE sprl als volledig en regelmatig te beschouwen;
- de opdracht "Levering van drie intrekbare palen voor het Maloukasteel" te gunnen aan de firma die de economisch voordeligste regelmatige offerte ingediend heeft, zijnde KRAUTLI nv, Industrialaan 15 te 1702 Dilbeek, tegen het nagerekende inschrijvingsbedrag van 43.765,70 EUR incl. btw (opties inbegrepen);
- de betaling goed te keuren met het krediet ingeschreven op artikel 42100/741-52/16609 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2017.

Deze uitgave zal gedekt worden door middel van een lening aan te gaan bij het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën.

Deze beslissing zal ter informatie op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden."

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

#018/22.01.2018/A/0028#

-----

#### 4.26. Avenue Jean Monnet – Appartements (3) – Revêtement de sol – Remplacement. Jean Monnetlaan – Appartemenen (3) – Vloerbekleding – Vervanging.

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande du service des Propriétés communales, il s'avère nécessaire de remplacer les revêtements de sols dans trois appartements situés avenue Jean Monnet ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 21/12/2017 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du service des Propriétés communales, il s'avère nécessaire de remplacer les revêtements de sols dans trois appartements avenue Jean Monnet ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à maximum 11.250 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant qu'il est proposé d'attribuer ce marché à la firme TIRTIAUX, rue des Briqueteries 10 à 5590 Ciney ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu au budget extraordinaire de l'exercice 2017, à l'article 92240/724-60 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec la firme TIRTIAUX, rue des Briqueteries 10 à 5590 Ciney, pour le remplacement des revêtements de sols dans trois appartements de l'avenue Jean Monnet, conformément à ses offres des 21 et 22/10/2017, et ce en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016, 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017 et 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver la dépense estimée à maximum 11.250 EUR TVAC, inscrite à l'article 92240/724-60/16551 du budget extraordinaire de l'exercice 2017.

Cette dépense sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

#018/22.01.2018/A/0029#

-----

4.27. Pavillon Roodebeek – Lave-vaisselle professionnel – Remplacement.  
Paviljoen Roodebeek – Professionele vaatwasmachine – Vervanging.

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande du service F.A.S.E., il s'avère nécessaire de procéder au remplacement du lave-vaisselle défectueux du pavillon Roodebeek ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 21/12/2017 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du service F.A.S.E., il s'avère nécessaire de procéder au remplacement du lave-vaisselle défectueux du pavillon Roodebeek ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Considérant que le montant de ce marché s'élève à 3.800 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant qu'il y a lieu d'inscrire la dépense à l'article 10400/744-98 du budget extraordinaire de l'exercice 2017 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec la firme DIAMOND, chaussée de Vilvorde 92 à 1120 Bruxelles (Neder-Over-Heembeek), pour le remplacement du lave-vaisselle de la cuisine du pavillon Roodebeek, conformément à son offre du 23/10/2017, et ce en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016, 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017 et 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'inscrire la dépense estimée à 3.800 EUR TVAC à l'article 10400/744-98/16427 du budget extraordinaire de l'exercice 2017 ;
- de prélever les fonds nécessaires au paiement de cette dépense sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.  
 #018/22.01.2018/A/0030#

-----

4.28. Hôtel communal – Cuisine – Lave-vaisselle professionnel – Acquisition.  
Gemeentehuis – Keuken – Professionele vaatwasmachine – Aankoop.

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande de la division Bâtiments, il s'avère nécessaire de remplacer le lave-vaisselle professionnel de la cuisine de l'hôtel communal ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 28/12/2017 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande de la division Bâtiments, il s'avère nécessaire de remplacer le lave-vaisselle professionnel de la cuisine de l'hôtel communal ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant de ce marché s'élève à 2.550 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché à faible montant ;

Considérant qu'il y a lieu d'imputer la dépense à l'article 10400/744-98 du budget extraordinaire de l'exercice 2017 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec la firme DIAMOND, chaussée de Vilvorde 92 à 1120 Bruxelles (Neder-Over-Heembeek), pour le remplacement du lave-vaisselle de la cuisine de l'hôtel communal défectueux, aux conditions de son offre du 21/12/2017, et ce en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016, 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017 et 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver la dépense estimée à 2.550 EUR TVAC, inscrite à l'article 10400/744-98/16627 du budget extraordinaire de l'exercice 2017 ;
- de prélever les fonds nécessaires au paiement de cette dépense sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

#018/22.01.2018/A/0031#

-----

4.29. Service Prévention – Vélos électriques (4) – Acquisition.  
Dienst Preventie – Elektrische fietsen (4) – Aankoop.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de pourvoir le service Prévention de 4 vélos électriques ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 07/12/2017 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de pourvoir le service Prévention de 4 vélos électriques ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 12.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les opérateurs économiques suivants ont été choisis afin de prendre part à la procédure négociée :

- BESTBIKE, avenue Charles Thielemans 27 à 1150 Woluwe-Saint-Pierre,
- SEA SPEED SA, rue Saint-Lambert 111 en c/c,
- EDDY SPORT SPRL, avenue Georges Henri 476 en c/c ;

Considérant que 2 offres sont parvenues à l'administration :

- BESTBIKE, avenue Charles Thielemans 27 à 1150 Woluwe-Saint-Pierre : 10.195,99 EUR TVAC,
- SEA SPEED SA, rue Saint-Lambert 111 en c/c : 9.396 EUR TVAC ;

Considérant que l'offre de la firme BESTBIKE propose des vélos plus légers et des accessoires en plus ;

Considérant qu'il est proposé, tenant compte des éléments précités, d'attribuer ce marché au soumissionnaire ayant remis l'offre la plus intéressante pour l'administration, soit BESTBIKE, avenue Charles Thielemans 27 à 1150 Woluwe-Saint-Pierre, pour le montant d'offre contrôlé de 10.195,99 EUR TVAC ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu au budget extraordinaire de l'exercice 2017, à l'article 30000/743-51 et sera financé par un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales ;

Considérant qu'il est proposé d'engager un montant de 11.000 EUR ;



Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE, sous réserve de l'approbation de la modification budgétaire n°6 du budget extraordinaire de l'exercice 2017 par l'autorité de tutelle :

- d'approuver le montant estimé à 12.000 EUR du marché de faible montant relatif à l'achat de vélos électriques pour le service Prévention ;
- de considérer les offres de BESTBIKE et SEA SPEED SA comme complètes et régulières ;
- d'attribuer ce marché au soumissionnaire ayant remis l'offre la plus intéressante pour l'administration, soit BESTBIKE, avenue Charles Thielemans 27 à 1150 Woluwe-Saint-Pierre, pour le montant d'offre contrôlé de 10.195,99 EUR TVAC ;
- d'approuver le paiement suivant les dispositions prévues dans l'offre et par le crédit prévu au budget extraordinaire de l'exercice 2017, à l'article 30000/743-51 sur lequel un montant de 11.000 EUR sera engagé.

Cette dépense sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors d'une prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

#018/22.01.2018/A/0032#

-----

4.30. Service Stratégie et mobilité – Vélo électrique – Acquisition.  
Dienst Strategie en mobiliteit – Elektrische fiets – Aankoop.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère opportun d'acquérir un vélo électrique pour la division Stratégie et mobilité ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 21/12/2017 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère opportun d'acquérir un vélo électrique pour la division Stratégie et Mobilité ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 2.500 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les opérateurs économiques suivants ont été choisis afin de prendre part à ce marché :

- SEA SPEED SA, rue Saint-Lambert 111 en c/c,
- BESTBIKE, avenue Charles Thielemans 27 à 1150 Woluwe-Saint-Pierre ;

Considérant que 2 offres sont parvenues à l'administration :

- SEA SPEED SA, rue Saint-Lambert 111 en c/c : 2.499 EUR TVAC,
- BESTBIKE, avenue Charles Thielemans 27 à 1150 Woluwe-Saint-Pierre : 2.549 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé, tenant compte des éléments précités, d'attribuer ce marché au soumissionnaire ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse, soit SEA SPEED SA, rue Saint-Lambert 111 en c/c, pour le montant d'offre contrôlé de 2.499 EUR TVAC ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu au budget extraordinaire de l'exercice 2017, à l'article 13600/743-51 et qu'il sera financé par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire ;

Considérant qu'il est proposé d'engager un montant de 2.500 EUR ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver le montant estimé de 2.500 EUR du marché « Achat d'un vélo à assistance électrique » ;
- de considérer les offres de SEA SPEED SA et BESTBIKE comme complètes et régulières ;
- d'attribuer ce marché de faible montant au soumissionnaire ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse, soit SEA SPEED SA, rue Saint-Lambert 111 en c/c, pour le montant d'offre contrôlé de 2.499 EUR TVAC ;
- d'approuver le paiement suivant les dispositions prévues dans l'offre et par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2017, à l'article 13600/743-51/16575 sur lequel un montant de 2.500 EUR est engagé.

Cette dépense sera couverte par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

#018/22.01.2018/A/0033#

-----

5. Crèche La Charmille – Construction – Dépense supplémentaire – Approbation.  
Kinderdagverblijf “La Charmille” – Bouw – Bijkomende uitgave – Goedkeuring.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de construire la crèche La Charmille ;

Considérant qu'il convient d'engager un montant total de 3.000.000 EUR suite à l'attribution du marché à la firme THIRAN ;

Considérant qu'un montant de 2.700.000 EUR est engagé en faveur de cette firme au budget extraordinaire de l'exercice 2017 ;

Considérant que le budget de l'exercice 2018 a été voté en séance du 11/12/2017 ;

Considérant qu'un montant de 300.000 EUR est prévu à l'article 84400/722-60 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 28/12/2017 ;

DECIDE

- d'admettre la dépense de 300.000 EUR à l'article 84400/722-60 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 pour la construction de la crèche La Charmille.

Cette dépense sera financée par un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

#018/22.01.2018/A/0034#

-----

6. Bruxelles Environnement – Achat de matériel d'affichage et d'enregistrement des niveaux sonores – Adhésion à la centrale d'achat – Approbation.  
Leefmilieu Brussel – Aankoop van materiaal voor weergave en opname van het geluidsniveau – Toetreding tot de aankoopcentrale – Goedkeuring.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère opportun d'adhérer à la centrale d'achat de Bruxelles Environnement pour l'acquisition de matériel d'affichage et d'enregistrement des niveaux sonores pour équiper les lieux dont la commune est gestionnaire et où sont organisés des événements diffusant du son amplifié ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région bruxelloise du 26/01/2017 relatif aux conditions de diffusion du son amplifié dans les établissements ouverts au public ;

Considérant que l'article 2, 6° de la loi du 17/06/2016 permet à une centrale d'achat, pouvoir adjudicateur, de passer des marchés de travaux, de fournitures et de services destinés à des pouvoirs adjudicateurs ;

Considérant que l'article 47 § 2 de la loi du 17/06/2016 prévoit qu'un pouvoir adjudicateur recourant à une centrale d'achat est dispensé d'organiser lui-même une procédure de passation ;

Considérant qu'une telle centrale d'achat va être mise en place par Bruxelles Environnement en ce qui concerne l'achat de matériel d'affichage et d'enregistrement des niveaux sonores ;

Considérant que la commune de Woluwe-Saint-Lambert a intérêt à recourir à cette centrale d'achat afin d'obtenir des prix concurrentiels pour ce matériel ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 14/12/2017 ;

DECIDE :

- d'adhérer à la centrale d'achat de Bruxelles Environnement pour l'acquisition de matériel d'affichage et d'enregistrement des niveaux sonores afin d'équiper les lieux dont la commune est gestionnaire et où sont organisés des événements diffusant du son amplifié;

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

#018/22.01.2018/A/0035#

-----

DE RAAD,

Overwegende dat het nodig blijkt toe te treden tot de aankoopcentrale van Leefmilieu Brussel voor de aankoop van materiaal voor weergave en opname van het geluidsniveau voor de uitrusting van de plaatsen waarvan de gemeente beheerder is en waar er versterkt geluid wordt weergegeven;

Gelet op de wet van 17/06/2016 betreffende de overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gelet op het besluit van de Brusselse Regering van 26/01/2017 tot vaststelling van de voorwaarden voor het verspreiden van versterkt geluid in voor publiek toegankelijke inrichtingen;

Overwegende dat artikel 2, 6° van de wet van 17/06/2016 een aankoopcentrale, aanbestedende overheid, toelaat opdrachten te plaatsen met betrekking tot werken, leveringen en diensten die bestemd zijn voor aanbestedende overheden;

Gelet op artikel 47 § 2 van de wet van 17/06/2016 waarin wordt bepaald dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een aankoopcentrale vrijgesteld is van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Overwegende dat Leefmilieu Brussel een dergelijke aankoopcentrale zal oprichten voor de aankoop van materiaal voor weergave en opname van het geluidsniveau;

Gelet op het belang voor Sint-Lambrechts-Woluwe om een beroep te doen op die aankoopcentrale teneinde concurrentiële prijzen te bekomen voor dit materiaal;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 14/12/2017;

## BESLIST:

- toe te treden tot de opdrachtcentrale van Leefmilieu Brussel voor de aankoop van materiaal voor weergave en opname van het geluidsniveau voor de uitrusting van de plaatsen waarvan de gemeente beheerder is en waar er versterkt geluid wordt weergegeven.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

#018/22.01.2018/A/0035#

-----

7. Coordination en matière de chantiers temporaires et mobiles – Engagement supplémentaire – Modification du programme d'investissements – Dépense – Approbation.  
Coördinatie van tijdelijke en mobiele bouwplaatsen – Bijkomende aanwending – Wijziging van het investeringsprogramma – Uitgave – Goedkeuring.

## LE CONSEIL,

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 21/12/2017 approuvant une dépense et un engagement de 2.407 EUR TVAC dans le cadre de la coordination en matière de chantiers temporaires et mobiles du marché « Ecoles provisoires Parc Schuman et La Charmille – Achat de classes provisoires » et proposant de modifier le programme des investissements en ce sens ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 21/12/2017 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Vu la désignation de la firme C.R.E.A., allée du Bois de Bercuit 75 à 1390 Grez-Doiceau, pour la coordination en matière de chantiers temporaires et mobiles en 2016 ;

Vu sa décision du 07/07/2016 engageant un montant de 13.500 EUR TVAC en faveur de la firme C.R.E.A. dans le cadre de la coordination du marché « Ecoles provisoires Parc Schuman et La Charmille - Achats de classes modulaires » ;

Considérant que l'engagement initial est épuisé et qu'il s'indique d'engager un montant complémentaire de 2.407 EUR TVAC ;

Considérant que les crédits nécessaires sont disponibles à l'article 72200/725-60 du budget extraordinaire 2017 ;

Considérant qu'il s'avère nécessaire de modifier l'intitulé du programme des investissements ;

## DECIDE :

- d'approuver et d'engager un montant complémentaire de 2.407 EUR TVAC en faveur de la firme C.R.E.A., allée du Bois de Bercuit 75 à 1390 Grez-Doiceau, à l'article 72200/725-60/16543 du budget extraordinaire de l'exercice 2017 ;
- de proposer au Conseil communal de modifier le programme des investissements avec pour intitulé « Coordination en matière de chantiers temporaires et mobiles ».

Cette dépense sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour approbation de la modification du programme des investissements, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

et

DECIDE :

- de modifier l'intitulé du programme des investissements mentionné à l'article 72200/725-60 du budget extraordinaire 2017 avec pour intitulé « Coordination en matière de chantiers temporaires et mobiles ».

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.  
#018/22.01.2018/A/0036#

-----

8. Salles communales – Contrat de location et conditions générales – Approbation.  
Gemeentezalen – Huurovereenkomst en algemene gebruiksvoorwaarden – Goedkeuring.

LE CONSEIL,

Considérant que la commune est propriétaire de salles diverses ;

Considérant que ces salles sont louées conformément aux conditions fixées par le Conseil communal en séance du 23/05/2016 ;

Considérant qu'il y a lieu de mettre à jour ces conditions d'occupation ;

Vu les articles 117 et 232 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 11/01/2018 ;

DECIDE d'approuver le contrat de location-type et les conditions générales repris ci-dessous :

<p><b>Conditions générales d'occupation des salles communales</b></p>
-----------------------------------------------------------------------

**Article 1**

Les présentes conditions générales sont applicables aux locations de courte durée des salles communales suivantes :

MÉTAIRIE VAN MEYEL

Petite salle

- Capacité : 25 personnes

Grande salle

- Capacité : 40 personnes

HÔTEL COMMUNAL

Cafétérie

- Capacité : 40 personnes

Salle de conférence

- Capacité : 150 personnes

- Supports techniques disponibles :

- o Sonorisation fixe
- o Jeu d'orgue électrique
- o Appareil de projection

### WOLUBILIS

#### A311

- Capacité : 100 personnes

### PAVILLON ROODEBEEK

- Capacité : 80 personnes assises ou 100 personnes debout

### MAISON DES ASSOCIATIONS

- Capacité : 60 personnes

Les salles pourront être louées pour y organiser des réunions, colloques, formations, conférences, réceptions, repas et soirées. Cette liste est non exhaustive.

Chaque demande de location devra faire mention d'un descriptif de l'évènement prévu.

### **Article 2**

Toute personne physique ou morale de droit privé ou de droit public, tout groupement ou association de fait peut occuper tout ou partie des locaux visés à l'article 1 moyennant l'autorisation préalable du Collège des bourgmestre et échevins et à la condition de la signature du contrat-type d'occupation. A défaut de réception par l'administration des versements visés à l'article 12 avant la date de la location, l'accès aux salles pourra être refusé. L'autorisation ne pourra être accordée qu'un an au plus tôt avant la date d'occupation demandée.

Le Collège peut refuser les demandes d'occupation en raison de la nature des activités ou de l'objet social du demandeur si ceux-ci sont contraires aux principes démocratiques, à la loi tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie et/ou au respect des principes inscrits dans les conventions internationales ou européennes protectrices des droits humains et des droits des minorités.

### **Article 3**

La personne physique qui introduit une demande d'occupation à titre personnel assumera toutes les responsabilités résultant de l'occupation des locaux (par exemple : dégradations aux locaux, vol d'effets personnels...).

La personne physique qui introduit une demande au nom d'une association dépourvue de personnalité juridique s'engage également à titre personnel et assumera toutes les responsabilités résultant de l'occupation.

La personne physique qui introduit une demande au nom d'une personne morale de droit privé ou de droit public engage la responsabilité de cette personne morale.

La commune doit être informée, lors de la demande de réservation, de l'identité de l'occupant réel (par exemple en cas d'intervention d'un organisateur évènementiel).

### **Article 4**

§ 1. L'occupant est obligatoirement couvert par la police d'assurance « RC – Occupations des locaux » souscrite par la commune.

Cette assurance garantit la responsabilité civile pouvant être mise à charge de l'occupant du chef de dommages causés aux tiers, au bâtiment occupé et au contenu mis à sa disposition, à la suite d'un accident et résultant de l'organisation de l'évènement prévu.

Le paiement de la prime due par la commune est à charge de l'occupant. La prime est calculée sur la base des jours d'occupation effective, aux conditions de la police d'assurance.

Les dommages résultant de l'eau, d'incendie et d'explosion sont exclus de ladite assurance.

§ 2. La commune a souscrit une assurance « RC objective » ainsi qu'une assurance incendie et périls connexes.

L'occupant bénéficie d'un abandon de recours via le contrat d'assurance « Incendie et périls connexes ».

§ 3. L'occupant peut obtenir une attestation d'assurance sur simple demande.

#### **Article 5**

§ 1. La commune ne peut être tenue responsable des vols, pertes et dégradations aux objets introduits par l'occupant dans les lieux. En aucun cas la commune ne peut être considérée comme dépositaire desdits objets.

§ 2. L'occupant ne peut réclamer à la commune aucune indemnité en cas d'annulation ou d'interruption de la location lorsque celle-ci résulte de circonstances indépendantes de la volonté de la commune.

#### **Article 6**

L'occupant est tenu d'utiliser les lieux en bon père de famille et conformément au descriptif de l'évènement repris dans la demande de location et accepté par le Collège des bourgmestre et échevins.

Les locaux sont strictement non-fumeurs.

Il lui est également interdit de sous-louer les lieux pris en location ou de céder son droit d'occupation.

Par ailleurs, l'occupant veille à respecter la capacité maximale de la/des salle(s).

A défaut de respect de ces dispositions, un délégué de la commune est autorisé à prendre toute mesure qu'il jugerait nécessaire pour les faire respecter.

#### **Article 7**

Les lieux sont réputés être loués en bon état et devront être rendus comme tels.

Un état des lieux d'entrée et un état des lieux de sortie seront établis contradictoirement entre la commune représentée par son délégué et l'occupant. Aucune occupation par le demandeur ne sera autorisée avant l'établissement de l'état des lieux d'entrée.

#### **Article 8**

Les accès aux locaux et les couloirs de circulation doivent en toutes circonstances être dégagés. Il est interdit d'utiliser du matériel susceptible de provoquer un incendie ou tout autre dégât.

#### **Article 9**

L'autorisation d'occupation délivrée en application du présent règlement ne dispense pas l'occupant de se conformer aux lois et règlements existants, notamment en matière de lutte contre le bruit, de droits d'auteur, de droits voisins au droit d'auteur, de taxes sur les spectacles et divertissements, de protection contre l'incendie..., cette énumération n'étant pas exhaustive.

L'occupant est tenu au respect strict des normes imposées par la Région bruxelloise en matière de son amplifié. Il doit s'assurer que la personne qui s'occupe de la diffusion du son amplifié ait accès en continu aux appareils mesurant les niveaux sonores diffusés dans la salle et respecte les niveaux sonores autorisés. Si des tickets et/ou affiches sont édités dans le cadre de l'évènement organisé, l'occupant est tenu d'y indiquer le niveau sonore qui y sera diffusé.

Les salles communales s'inscrivent dans la catégorie 2 : diffusion du son amplifié jusqu'à un niveau de 95 dB et 110 dB calculés sur une durée de 15 minutes.

#### **Article 10**

Les tarifs d'occupation des salles visées à l'article 1 du présent règlement sont arrêtés comme indiqués dans les tableaux repris en annexe.

Une réduction de 20 % s'applique aux occupants suivants :

- personnes inscrites ou mentionnées dans les registres de la population de la commune de Woluwe-Saint-Lambert ;
- personnes morales de droit privé ou de droit public sans but lucratif dont le siège social est établi sur le territoire de la commune de Woluwe-Saint-Lambert.



Ces tarifs s'entendent hors TVA.

Ils n'incluent pas le montant de la prime d'assurance visée à l'article 4 de la présente convention. Par contre, ils incluent le nettoyage.

Pour chaque autorisation délivrée, une garantie de 275 EUR devra être constituée conformément aux dispositions de l'article 12 ci-après. Elle sera remboursée à l'occupant après exécution de toutes ses obligations. Le cas échéant, la commune pourra prélever sur cette somme les frais de réparation et de remise en état consécutifs à l'occupation, sans préjudice d'une indemnisation pour un montant supérieur. Le cas échéant, la garantie sera restituée au plus tôt 8 jours et au plus tard 30 jours après l'état des lieux de sortie.

#### **Article 11**

Au cas où l'occupant contreviendrait à l'une ou l'autre disposition du présent règlement, le Collège des bourgmestre et échevins pourra refuser toute occupation ultérieure, sans préjudice de réclamer la réparation des dommages résultant de la violation du présent règlement.

#### **Article 12**

Le tarif de la location, de la prime d'assurance et la garantie devront être versés au compte IBAN BE09 0000 0257 6257 de l'administration communale, dans un délai fixé par l'administration communale. A défaut, l'accès à la salle pourra être refusé.

#### **Article 13**

En cas de renonciation à la réservation :

- plus de 30 jours calendrier avant la date d'occupation : 15 % (avec un minimum de 25 EUR) du tarif de la location (hors réduction éventuelle) resteront acquis à la commune, sauf justification acceptée par le Collège des bourgmestre et échevins ;
- entre 30 jours calendrier et 15 jours calendrier avant la date d'occupation : 25 % (avec un minimum de 50 EUR) du tarif de la location (hors réduction éventuelle) resteront acquis à la commune, sauf justification acceptée par le Collège des bourgmestre et échevins ;
- moins de 15 jours calendrier avant la date d'occupation : 50 % (avec un minimum de 100 EUR) du tarif de la location (hors réduction éventuelle) resteront acquis à la commune, sauf justification acceptée par le Collège des bourgmestre et échevins.

#### **Article 14**

Les personnes physiques ou morales de droit privé ou de droit public ou associations de fait qui poursuivent des buts humanitaires, philanthropiques ou sociaux et qui en font la demande peuvent être exonérées totalement ou partiellement des divers frais de location, sur décision du Collège des bourgmestre et échevins.

#### **Article 15**

Le Collège des bourgmestre et échevins tranchera tout cas non prévu par les présentes conditions générales.

Il peut, par ailleurs, fixer des conditions supplémentaires s'il l'estime nécessaire en raison de la nature des activités prévues par le demandeur.

#### **Article 16**

Le droit belge est d'application et les tribunaux de Bruxelles sont seuls compétents.

#### **Annexe 1 : TABLEAU DES TARIFS POUR OCCUPATIONS PONCTUELLES**

<b>MÉTAIRIE VAN MEYEL</b>			Soirée du lundi au jeudi (18h->)	Soirée vendredi, samedi et jour férié (18h->)	Week-end (samedi 18h- dimanche 18h)
Petite salle			50	50	-
Grande salle			110	190	385

<b>HÔTEL COMMUNAL</b>	Journée du lundi au jeudi (08h-18h)	Journée vendredi, samedi et jour férié (08h-18h)	Soirée du lundi au jeudi (18h->)	Soirée vendredi, samedi et jour férié (18h->)	Week-end (vendredi 18h-dimanche 18h)
Caféterie	55	60	55	60	120
Salle de conférence	125	150	125	150	300
<b>Matériel :</b>					
Sonorisation fixe	+ 35				
Jeu d'orgue électrique	+ 35				
Appareil de projection	+ 35				
<b>WOLUBILIS</b>	Journée du lundi au vendredi (08h-18h)	Journée samedi, dimanche et jour férié (08h-18h)	Soirée du lundi au jeudi (18h->)	Soirée vendredi, samedi, dimanche et jour férié (18h->)	Week-end (vendredi 18h-dimanche 18h)
A311	80	110	90	120	280
<b>PAVILLON ROODEBEEK</b>	Journée du lundi au vendredi (14h30-17h30)	Journée samedi, dimanche et jour férié (08h-18h)	Soirée du lundi au jeudi (18h->)	Soirée vendredi, samedi, dimanche et jour férié (18h->)	Week-end (vendredi 18h-dimanche 18h)
	60	155	60	155	310
<b>MAISON DES ASSOCIATIONS</b>	4 heures entre 08h et 23h				
	60				

## Annexe 2 : TABLEAU DES TARIFS POUR OCCUPATIONS MULTIPLES

<b>MÉTAIRIE VAN MEYEL</b>	Une occupation hebdomadaire, hors congés scolaires, pendant un an	Une occupation mensuelle, hors congés scolaires, pendant un an
	820	165
<b>HÔTEL COMMUNAL ET WOLUBILIS</b>	Réduction pour des cycles de minimum 3 séances	
	50 % par rapport aux tarifs du tableau 1	
<b>PAVILLON ROODEBEEK</b>	Une occupation hebdomadaire (jours ouvrables) pendant un an	Une occupation mensuelle (jours ouvrables) pendant un an
	820	165
<b>MAISON DES ASSOCIATIONS</b>	Une occupation hebdomadaire (jours ouvrables) pendant un an	Une occupation mensuelle (jours ouvrables) pendant un an
	750	150

<b>Contrat de location d'une salle communale</b>
--------------------------------------------------

**ENTRE :**

La commune de Woluwe-Saint-Lambert, représentée par le Collège des bourgmestre et échevins en la personne de ..... et M. Patrick Lambert, secrétaire communal, en exécution de la délibération du Conseil communal du 22/01/2018,

Ci-après dénommée « la commune »

**ET :**

Monsieur – Madame - la SA - la SPRL – autre

.....  
.....

résidant à (ou dont le siège social est établi à)

.....  
.....  
.....

identifié(e) à la Banque-Carrefour des Entreprises sous le numéro

.....

éventuellement : représenté(e) ici par

.....  
.....

Numéro de téléphone :

.....

Courriel :

.....

Ci-après dénommé(e) « l'occupant »

**IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT:**

**Article 1**

La commune met à la disposition de l'occupant

la/les salle(s) suivante(s) .....

située(s) ....., 1200 Woluwe-Saint-Lambert

le(s) ..... (dates) de ..... (heure) à ..... (heure)

afin d'y organiser.....

**Article 2**

L'occupant paie à la commune un loyer d'un montant de ..... EUR

en conformité avec les grilles tarifaires (voir annexes 1 et 2). Le tarif en application correspond aux critères suivants :

Durée : .....

Période : .....

Statut de l'occupant: .....

Prime d'assurance : .....

.....

Garantie : .....

Ce loyer inclut (biffer ce qui doit l'être):

- l'utilisation et la jouissance de la salle (y compris chauffage, électricité, eau et autres fournitures analogues), des installations sanitaires, de l'installation d'éclairage ;
- l'utilisation de la cuisine et des locaux de service ;
- l'utilisation des installations techniques suivantes : .....

.....

**Article 3**

Cette location est accordée et acceptée par les parties moyennant l'application et le respect des conditions générales d'occupation des salles communales approuvées par le Conseil communal en séance du 22/01/2018 et faisant partie intégrante de la présente convention. L'occupant reconnaît en avoir pris connaissance.

Par ailleurs, le Collège des bourgmestre et échevins, en séance du .././....., a imposé les conditions supplémentaires suivantes :

.....  
 .....  
 .....

Chaque signataire reconnaît avoir reçu un exemplaire du présent contrat.

Pour l'occupant,

Pour la commune,

Le Secrétaire communal,

Le ...

Patrick LAMBERT

.....

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.  
 #018/22.01.2018/A/0037#

-----

DE RAAD,

Overwegende dat de gemeente eigenaar is van verschillende zalen;

Overwegende dat deze zalen verhuurd worden volgens de voorwaarden die door de Gemeenteraad werden vastgesteld in zitting van 23/05/2016;

Overwegende dat het aangewezen is om deze gebruiksvoorwaarden aan te passen;

Gelet op artikelen 117 en 232 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 11/01/2018;

BESLIST de typegebruiksovereenkomst en onderstaande algemene voorwaarden goed te keuren:

<b>Algemene gebruiksvoorwaarden van de gemeentezalen</b>
----------------------------------------------------------

**Artikel 1**

Deze algemene voorwaarden zijn van toepassing op de kortetermijnverhuur van de gemeentezalen:

MEIERIJ VAN MEYEL

Kleine zaal

- Capaciteit: 25 personen

Grote zaal

- Capaciteit: 40 personen

GEMEENTEHUISCafeteria

- Capaciteit: 40 personen

Conferentiezaal

- Capaciteit: 150 personen
- Beschikbare technische ondersteuning:
  - o Vaste geluidsinstallatie
  - o Elektrisch orgel
  - o Projector

WOLUBILISA311

- Capaciteit: 100 personen

PAVILJOEN ROODEBEEK

- Capaciteit: 80 zitplaatsen of 100 staanplaatsen

HUIS VAN VERENIGINGEN

- Capaciteit: 60 personen

De zalen kunnen worden gehuurd voor de organisatie van vergaderingen, colloquia, opleidingen, conferenties, recepties, maaltijden of feestavonden. Deze lijst is niet exhaustief.

Bij elke huuraanvraag moet een beschrijving van het voorziene evenement worden gevoegd.

**Artikel 2**

Iedere natuurlijke persoon of privaatrechtelijke of publiekrechtelijke rechtspersoon, elke groepering of feitelijke vereniging mag de onder artikel 1 vermelde lokalen geheel of gedeeltelijk gebruiken met de voorafgaande toelating van het College van burgemeester en schepenen en op voorwaarde dat er een typecontract voor het gebruik van de ruimtes getekend wordt. Wanneer het bestuur de overschrijvingen vermeld in artikel 12 niet ontvangen heeft voor de datum van de huur van de ruimtes, kan de toegang tot de zalen geweigerd worden. De toelating zal slechts mogen worden verleend één jaar ten vroegste voor de gevraagde gebruiksdatum.

Het College mag de gebruiksaanvragen weigeren op basis van de aard van de activiteiten of het maatschappelijke doel van de aanvrager, indien deze strijdig zijn met de democratische beginselen, met de wet tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en/of met de naleving van de beginselen voorzien in de internationale of Europese verdragen ter bescherming van de mensenrechten en van de rechten van de minderheden.

**Artikel 3**

De natuurlijke personen die in eigen naam een gebruiksaanvraag indienen, dragen alle verantwoordelijkheid voortvloeiend uit het gebruik van de lokalen (bv. schade aan de lokalen, diefstal van persoonlijke bezittingen...).

De natuurlijke personen die een aanvraag indienen in naam van een vereniging zonder rechtspersoonlijkheid, verbinden zich eveneens ten persoonlijke titel en dragen alle verantwoordelijkheid voortvloeiend uit het gebruik van de lokalen.

De natuurlijke personen die een aanvraag indienen in naam van een privaatrechtelijke of publiekrechtelijke rechtspersoon, binden deze rechtspersoon.

Bij de aanvraag voor reservatie moet de gemeente op de hoogte worden gebracht van de identiteit van de effectieve gebruiker (bv. ingeval er een eventorganisator tussenkomt).

**Artikel 4**

§ 1. De gebruiker is verplicht gedekt door de verzekeringspolis "BA – Gebruik van de lokalen" die door de gemeente is afgesloten.

Deze verzekering dekt de burgerlijke aansprakelijkheid die ten laste kan worden gelegd van de gebruiker in hoofde van schade berokkend aan derden, aan het gehuurde pand en aan de ter beschikking gestelde inhoud, als gevolg van een ongeval en als gevolg van de organisatie van het voorziene event.

De betaling van de door de gemeente verschuldigde premie valt ten laste van de gebruiker. De premie wordt berekend op basis van het aantal dagen effectief gebruik en volgens de voorwaarden van de verzekeringspolis.

De schade die het gevolg is van water, brand en ontploffing is uitgesloten van die verzekering.

§ 2. De gemeente heeft een verzekering "Objectieve BA" alsook een verzekering "Brand en aanverwante risico's" afgesloten.

De gebruiker geniet van een afstand van verhaal via de verzekeringsovereenkomst "Brand en aanverwante risico's".

§ 3. De bezetter kan op eenvoudige aanvraag een verzekeringsattest krijgen.

### **Artikel 5**

§ 1. De gemeente kan niet aansprakelijk worden gesteld voor diefstal, verlies en schade aan voorwerpen die de gebruiker in de lokalen binnenbrengt. De gemeente kan in geen enkel geval worden beschouwd als bewaarder van voormelde voorwerpen.

§ 2. De bezetter kan geen enkele schadevergoeding van de gemeente eisen wanneer de huur geannuleerd of onderbroken wordt wegens omstandigheden die los staan van de wil van de gemeente.

### **Artikel 6**

De gebruiker moet de lokalen gebruiken als goede huisvader en in overeenstemming met de beschrijving vermeld in de huuraanvraag, zoals aanvaard door het College van burgemeester en schepenen.

Er geldt een strikt rookverbod in de lokalen.

Het is eveneens verboden om de lokalen onder te verhuren of het gebruiksrecht ervan af te staan.

Bovendien zal de bezetter erover waken dat de maximumcapaciteit van de za(a)l(en) niet overschreden wordt.

Wanneer deze richtlijnen niet nageleefd worden, is een afgevaardigde van de gemeente bevoegd om alle maatregelen te nemen die hij nodig acht om ervoor te zorgen dat ze nageleefd worden.

### **Artikel 7**

De lokalen worden geacht in goede staat te zijn verhuurd en moeten als dusdanig worden terugbezorgd.

Er zal bij het betrekken en het verlaten van de lokalen telkens een tegensprekelijke plaatsbeschrijving worden opgesteld door de gemeente, vertegenwoordigd door haar vertegenwoordiger, en de gebruiker. Er zal geen enkel gebruik door de aanvrager worden toegestaan zonder voorafgaande plaatsbeschrijving.

### **Artikel 8**

De toegangen tot de lokalen en de gangen moeten in alle omstandigheden vrij blijven. Het is verboden materieel en stoffen te gebruiken die brand of gelijk welke andere schade kunnen veroorzaken.

### **Artikel 9**

De in toepassing van dit reglement verleende toelating tot gebruik ontslaat de gebruiker er niet van om de bestaande wetten en reglementen na te leven, o.a. betreffende geluidshinder, auteursrechten, naburige rechten van het auteursrecht, belasting op vertoningen en vermakelijkheden, brandbeveiliging..., waarbij deze opsomming niet limitatief is.

De gebruiker wordt eraan gehouden de normen van het Brussels Gewest met betrekking tot versterkte geluiden strikt na te leven. Hij moet zich ervan verzekeren dat de persoon die zich bezighoudt met de verspreiding van het versterkte geluid voortdurend toegang heeft tot de apparaten die de geluidsniveaus meten die in de zaal uitgezonden worden en dat deze persoon de toegestane geluidsniveaus naleeft. Indien er in het kader van het georganiseerde evenement tickets en/of affiches worden uitgegeven, wordt de gebruiker eraan gehouden er het geluidsniveau op te vermelden dat er zal gelden.

De gemeentezalen vallen onder categorie 2: verspreiding van versterkt geluid tot op een niveau van 95 dB en 110dB berekend op een tijdsspanne van 15 minuten.

### **Artikel 10**

De gebruikstarieven van de onder artikel 1 van dit reglement vermelde lokalen zijn vastgesteld zoals voorzien in bijgevoegde tabellen.

Er geldt een korting van 20 % voor de volgende gebruikers:

- personen ingeschreven of vermeld in de bevolkingsregisters van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe;
- privaatrechtelijke of publiekrechtelijke rechtspersonen zonder winsttoegemerkte naam waarvan de maatschappelijke zetel op het grondgebied van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe gevestigd is.

Deze tarieven gelden exclusief btw.

In deze tarieven is het bedrag van de verzekeringspremie, waarvan sprake in artikel 4 van deze overeenkomst, niet inbegrepen. Ze omvatten echter wel het poetsen.

Bij elke uitgereikte toestemming moet er een waarborg van 275 EUR worden betaald in overeenstemming met de bepalingen van artikel 12 hierna. Die waarborg zal aan de gebruiker worden terugbetaald na uitvoering van al zijn verplichtingen. Desgevallend kan de gemeente van dat bedrag kosten aftrekken voor herstellingen die het gevolg zijn van het gebruik, onverminderd de mogelijkheid om een grotere schadevergoeding te eisen. De waarborg zal worden terugbetaald niet eerder dan 8 dagen en niet later dan 30 dagen na de plaatsbeschrijving bij einde gebruik.

### **Artikel 11**

Ingeval de gebruiker zich niet schikt naar een of andere bepaling van dit reglement, kan het College van burgemeester en schepenen elk toekomstig gebruik weigeren, onverminderd het recht de herstelling te eisen van de schade voortvloeiend uit de overtreding van dit reglement.

### **Artikel 12**

Het tarief voor de huur, de verzekeringspremie en de waarborg moeten worden gestort op het rekeningnummer IBAN BE09 0000 0257 6257 van het gemeentebestuur, binnen de door het gemeentebestuur bepaalde termijn. Bij gebrek daaraan kan de toegang tot de zaal worden geweigerd.

### **Artikel 13**

Indien de reservering opgezegd wordt:

- meer dan 30 kalenderdagen voor de datum van gebruik: is men 15 % (met een minimum van 25 EUR) van het verhuurtarief (exclusief eventuele korting) aan de gemeente verschuldigd, behoudens een rechtvaardiging die het College van burgemeester en schepenen aanvaardt;
- tussen 30 kalenderdagen en 15 kalenderdagen voor de datum van gebruik: is men 25 % (met een minimum van 50 EUR) van het verhuurtarief (exclusief eventuele korting) aan de gemeente verschuldigd, behoudens een rechtvaardiging die het College van burgemeester en schepenen aanvaardt;
- minder dan 15 kalenderdagen voor de datum van gebruik: is men 50 % (met een minimum van 100 EUR) van het verhuurtarief (exclusief eventuele korting) aan de gemeente verschuldigd, behoudens een rechtvaardiging die het College van burgemeester en schepenen aanvaardt.

**Artikel 14**

Het College van burgemeester en schepenen mag een volledige of gedeeltelijke vrijstelling van de diverse gebruikskosten verlenen aan natuurlijke of private of publieke rechtspersonen of feitelijke verenigingen die humanitaire, weldadigheids- of sociale doeleinden nastreven en die erom vragen.

**Artikel 15**

Het College van burgemeester en schepenen beslist over elk geval dat niet in deze algemene voorwaarden is voorzien.

Het College kan bovendien aanvullende voorwaarden bepalen als het deze nodig acht in het licht van de aard van de door de aanvrager voorziene activiteiten.

**Artikel 16**

Het Belgisch recht is van toepassing en alleen de Brusselse rechtbanken zijn bevoegd.

**Bijlage 1: TARIFERINGSTABEL VOOR EENMALIG GEBRUIK**

<b>MEIERIJ VAN MEYEL</b>			Avond van maandag t/m donderdag (18u->)	Avond vrijdag, zaterdag en feestdag (18u->)	Weekend (zaterdag 18u-zondag 18u)
Kleine zaal			50	50	-
Grote zaal			110	190	385
<b>GEMEENTEHUIS</b>	Dag van maandag t/m donderdag (08u-18u)	Dag vrijdag, zaterdag en feestdag (08u-18u)	Avond van maandag t/m donderdag (18u->)	Avond vrijdag, zaterdag en feestdag (18u->)	Weekend (vrijdag 18u-zondag 18u)
Cafeteria	55	60	55	60	120
Conferentiezaal	125	150	125	150	300
<b>Materiaal:</b>					
Vaste geluidsinstallatie	+ 35				
Elektrisch orgel	+ 35				
Projector	+ 35				
<b>WOLUBILIS</b>	Dag van maandag t/m vrijdag (08u-18u)	Dag zaterdag, zondag en feestdag (08u-18u)	Avond van maandag t/m donderdag (18u->)	Avond vrijdag, zaterdag, zondag en feestdag (18u->)	Weekend (vrijdag 18u-zondag 18u)
A311	80	110	90	120	280
<b>PAVILJOEN ROODEBEEK</b>	Dag van maandag t/m vrijdag (14u30-17u30)	Dag zaterdag, zondag en feestdag (08u-18u)	Avond van maandag t/m donderdag (18u->)	Avond vrijdag, zaterdag, zondag en feestdag (18u->)	Weekend (vrijdag 18u-zondag 18u)
	60	155	60	155	310
<b>HUIS VAN VERENIGINGEN</b>	4 uur tussen 08u en 23u				
	60				

**Bijlage 2: TARIFERINGSTABEL VOOR VEELVULDIG GEBRUIK**

<b>MEIERIJ VAN MEYEL</b>	Een wekelijkse bezetting, buiten de schoolvakanties, gedurende een jaar	Een maandelijkse bezetting, buiten de schoolvakanties, gedurende een jaar
	820	165



<b>GEMEENTEHUIS EN WOLUBILIS</b>	Korting voor cyclussen van minimaal 3 zittingen	
	50 % t.o.v. de tarieven in tabel 1	
<b>PAVILJOEN ROODEBEEK</b>	Een wekelijkse bezetting (werkdagen) gedurende een jaar	Een maandelijkse bezetting (werkdagen) gedurende een jaar
	820	165
<b>HUIS VAN VERENIGINGEN</b>	Een wekelijkse bezetting (werkdagen) gedurende een jaar	Een maandelijkse bezetting (werkdagen) gedurende een jaar
	750	150

**Overeenkomst voor de huur van een gemeentesaal**

**TUSSEN:**

De gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, vertegenwoordigd door haar College van burgemeester en schepenen, in naam waarvan ..... en de heer Patrick LAMBERT, gemeentesecretaris, optreden, in uitvoering van de beslissing van de Gemeenteraad van 22/01/2018,

Hierna "de gemeente" genoemd;

**EN:**

de heer – mevrouw – de nv – de bvba – andere

.....  
 .....

met woonplaats of met maatschappelijke zetel in

.....  
 .....

geïdentificeerd bij de Kruispuntbank van Ondernemingen onder het nummer

.....

eventueel: hierin vertegenwoordigd door

.....  
 .....

Telefoonnummer:

.....

E-mailadres:

.....

Hierna "de gebruiker" genoemd,

**WERD HET VOLGENDE VERKLAARD EN OVEREENGEKOMEN:****Artikel 1**

De gemeente stelt ter beschikking van de gebruiker

de zaal/zalen ....., 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe

gelegen ....., 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe

op..... (data) van ..... (uur) tot ..... (uur) met het oog

op de organisatie van:.....

**Artikel 2**

De gebruiker betaalt aan de gemeente een huurprijs van ..... EUR  
in overeenstemming met de tarifieringstabellen (zie bijlagen 1 en 2). Het toegepaste tarief komt  
overeen met de volgende criteria:

Duur: .....

Periode: .....

Status van de gebruiker: .....

Verzekeringspremie: .....

Waarborg: .....

Deze huurprijs omvat (schrappen wat niet van toepassing is):

- het gebruik en het genot van de zaal (inclusief verwarming, elektriciteit, water en andere analoge leveringen), van de sanitaire installaties, van de verlichtingsinstallatie;
- het gebruik van de keuken en van de dienstlokalen;
- het gebruik van de volgende technische installaties: .....

**Artikel 3**

Deze verhuur wordt toegestaan en aanvaard door de partijen middels toepassing en naleving van de algemene voorwaarden voor het gebruik van de gemeentezalen goedgekeurd door de Gemeenteraad op de vergadering van 22/01/2018 en die integraal deel uitmaken van deze overeenkomst. De gebruiker erkent er kennis van te hebben genomen.

Bovendien heeft het College van burgemeester en schepenen op de vergadering van .././....., de volgende bijkomende voorwaarden opgelegd:

.....  
.....  
.....

Iedere ondertekenaar erkend een exemplaar gekregen te hebben.

Voor de gebruiker,

Voor de gemeente,

De Gemeentesecretaris, De ...

Patrick LAMBERT ..... .....

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

#018/22.01.2018/A/0037#

-----

9. Stade Fallon – Piste d’athlétisme – Réaménagement complet – Etude technique – Dépense – Information.  
Fallonstadion – Atletiekbaan – Volledige heraanleg – Technische studie – Uitgave – Informatie.

LE CONSEIL,

Considérant qu’il s’avère nécessaire d’effectuer une étude géotechnique de la piste d’athlétisme du stade Fallon dans le cadre du réaménagement complet de celle-ci prévu en 2018 ;

Vu l’article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 11/01/2018 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant que des crédits de 1.200.000 EUR ont été votés par le Conseil communal en séance du 11/12/2017 pour le réaménagement de la piste d’athlétisme du stade Fallon ;

Considérant qu’il s’avère nécessaire d’effectuer une étude géotechnique de cette piste au préalable afin de s’assurer du bon déroulement du chantier et de garantir une durabilité et une stabilité accrue des travaux à entreprendre ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics, notamment l’article 92 (la dépense à approuver HTVA n’atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l’information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l’arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d’exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l’arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s’élève à 10.000 EUR TVAC ;

Considérant qu’il s’agit d’un marché de faible montant ;

Considérant que les opérateurs économiques suivants ont été consultés dans le cadre de ce marché :

- ERCAT, Technologiepark 907 à 9052 Gent,
- DGSG - LABOcontrol, chaussée de Louvain 947 à 1140 Evere ;

Considérant que l’offre de la firme DGSG (8.893,50 EUR TVAC) est la plus intéressante puisque la plus complète au niveau de services proposés ;

Considérant qu’il convient, tenant compte des éléments précités, d’attribuer ce marché au soumissionnaire ayant remis l’offre la plus intéressante, à savoir DGSG - LABOcontrol, chaussée de Louvain 947 à 1140 Evere, pour le montant d’offre contrôlé de 8.893,50 EUR TVAC ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu au budget extraordinaire de l’exercice 2018, à l’article 76410/725-60, sous réserve d’approbation dudit budget par l’autorité de tutelle ;

Considérant qu'il convient de solliciter des subsides pour ce marché auprès du service compétent du Service Public Régional de Bruxelles (SPRB) et que le solde sera financé par un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales ;

Considérant qu'il est proposé d'engager un montant de 10.000 EUR ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE, sous réserve d'approbation du budget de l'exercice 2018 par l'autorité de tutelle :

- d'approuver le montant estimé de 10.000 EUR du marché « Stade Fallon - Piste d'athlétisme - Etude géotechnique » ;
- de considérer les offres d'ERCAT et de DGSG comme complètes et régulières ;
- d'attribuer ce marché de faible montant au soumissionnaire ayant remis l'offre la plus intéressante, soit DGSG - LABOcontrol, chaussée de Louvain 947 à 1140 Evere, pour le montant d'offre contrôlé de 8.893,50 EUR TVAC ;
- d'engager une dépense de 10.000 EUR TVAC ;
- d'approuver le paiement suivant les dispositions prévues dans l'offre et par le crédit prévu au budget extraordinaire de l'exercice 2018, à l'article 76410/725-60 ;
- de solliciter des subsides pour ce marché auprès du service compétent du Service Public Régional de Bruxelles (SPRB) ;
- d'envoyer la présente délibération à l'autorité subsidiante.

Cette dépense sera couverte au moyen de subsides et d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

#018/22.01.2018/A/0038#

-----

10. Parcelle 3DIV D 9S31 – Vente – Approbation.  
Perceel 3DIV D 9S31 – Verkoop – Goedkeuring.

Ce point est retiré de l'ordre du jour.  
Dit punt wordt van de dagorde ingetrokken.

#018/22.01.2018/A/0039#

-----

11. Potagers urbains – Abris de jardins – Acquisition – Dépense – Information.  
Stadsmoestuinen – Tuinhuisjes – Aankoop – Uitgave – Inlichting.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir 3 abris de jardin pour les potagers urbains de la commune ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 14/12/2017 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir 3 abris de jardin pour les potagers urbains de la commune ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000,00 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 5.000 EUR (21 % TVAC) ;

Considérant que les opérateurs économiques suivants ont été choisis afin de prendre part à la procédure négociée :

- DEMONCEAU, rue du Vicinal 7 à 4432 Alleur,
- DECOCHALET, rue de Moncheret 80 à 6280 Gerpennes,
- ALDIMA, chemin Bernard Croix 45 à 1325 Chaumont-Gistoux,
- CONCEPT ABRI, rue Marie Joyle 12 à 7021 Havre ;

Considérant que 4 offres sont parvenues :

- DEMONCEAU, rue du Vicinal 7 à 4432 Alleur (3.894,00 EUR TVAC),
- DECOCHALET, rue de Moncheret 80 à 6280 Gerpennes (3.987,00 EUR TVAC),
- ALDIMA, chemin Bernard Croix 45 à 1325 Chaumont-Gistoux (7.040,39 EUR TVAC),
- CONCEPT ABRI, rue Marie Joyle 12 à 7021 Havre (5.966,99 EUR TVAC) ;

Considérant qu'il est proposé, tenant compte des éléments précités, d'attribuer ce marché au soumissionnaire ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse, soit DEMONCEAU, rue du Vicinal 7 à 4432 Alleur, pour le montant d'offre contrôlé de 3.894 EUR TVAC ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 76600/741-52 du budget extraordinaire de l'exercice 2017 et qu'il sera financé par un emprunt à contracter auprès du Fonds régional de Refinancement des Trésoreries communales ;

Considérant qu'il est proposé d'engager un montant de 4.200 EUR TVAC ;

Vu la nouvelle loi communale notamment les articles 234 al. 3 et 236 ;

DECIDE :

- de marquer son accord sur l'acquisition de 3 abris de jardin en bois pour les potagers urbains auprès du soumissionnaire ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse, soit DEMONCEAU, rue du Vicinal 7 à 4432 Alleur, pour un montant d'offre contrôlé de 3.894 EUR TVAC ;
- d'engager un montant de 4.200 EUR TVAC ;
- d'approuver le crédit permettant cette dépense inscrit à l'article 76600/741-52/16064 du budget extraordinaire 2017 et de le financer par un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente délibération sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.  
#018/22.01.2018/A/0040#

-----

12. Points soumis pour dépense et information :  
Punten voorgelegd ter uitgave en informatie:

- 12.1. Acquisition de 17 tableaux interactifs (TBI) pour les écoles – Convention centrale d'achat de GIAL.  
Aanschaf van 17 interactieve borden (IB) voor de scholen – Conventie met de aankoopcentrale GIAL.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il est nécessaire de doter les écoles communales de 17 tableaux interactifs ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 14/12/2017 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il est nécessaire de doter les écoles communales de 17 tableaux interactifs ;

Vu la loi du 15/06/2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment les articles 2, 4° et 15 ;

Vu la convention approuvée par le Conseil communal en séance du 17/10/2011, permettant l'acquisition de fournitures informatiques par la centrale de marchés GIAL ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 70.100 EUR TVAC ;

Considérant que la dépense est prévue au budget extraordinaire de l'exercice 2017, à l'article 72200/742-53 ;

Considérant qu'il est proposé d'engager un montant de 70.100 EUR TVAC ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'acquérir, via la centrale de marchés GIAL, 17 tableaux interactifs auprès de la société DEFILANGUES, Zoning Industriel, 4e rue 31 à 6040 Jumet, aux conditions de son offre du 27/11/2017, et ce en application du marché conclu par la centrale de marchés GIAL ;
- d'approuver la dépense globale de 70.100 EUR TVAC, inscrite à l'article 72200/742-53/16145 du budget extraordinaire de l'exercice 2017.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente délibération sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.  
#018/22.01.2018/A/0041#

-----

12.2. Acquisition de 17 portables pour piloter les tableaux interactifs (TBI) des écoles – Accord-cadre CIRB.  
Aanschaf van 17 laptops voor het sturen van de interactieve borden (IB) van de scholen – Raamakkoord CIBG.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il est nécessaire de doter les écoles communales de portables afin de piloter les 17 tableaux interactifs ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 14/12/2017 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il est nécessaire de doter les écoles communales de portables afin de piloter les 17 tableaux interactifs ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment les articles 2-7<sup>b</sup>) et 47 § 1-1<sup>o</sup> ;

Vu l'accord-cadre avec le CIRB qui a été entériné en séance du Collège du 26/10/2017 ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 18.800 EUR TVAC ;

Considérant que la dépense est prévue au budget extraordinaire de l'exercice 2017, à l'article 72200/742-53 ;

Considérant qu'il est proposé d'engager un montant de 18.800 EUR TVAC ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'acquérir 17 portables pour piloter les 17 tableaux interactifs, en application de l'accord-cadre avec le CIRB, auprès la firme Econocom Products & Solutions Belux (SA), place du Champ de Mars 5 bte 14 à 1050 Ixelles (TVA BE 0426.851.567), aux conditions du Ecatalogue du 07/12/2017 ;
- d'approuver la dépense globale de 18.800 EUR TVAC, inscrite à l'article 72200/742-53/16146 du budget extraordinaire de l'exercice 2017.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente délibération sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.  
#018/22.01.2018/A/0042#

-----

12.3. Acquisition de 60 postes téléphoniques et de 60 licences net.Desktop.  
Aankoop van 60 telefoontoestellen en 60 licencies net.Desktop.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il est nécessaire d'acquérir 60 postes téléphoniques et 60 licences net.Desktop afin d'uniformiser le réseau téléphonique ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 14/12/2017 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il est nécessaire d'acquérir 60 postes téléphoniques et 60 licences net.Desktop afin d'uniformiser le réseau téléphonique ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Considérant que trois opérateurs économiques ont été consultés ;

Considérant que la firme FUZER SA, chaussée de Bruxelles 408 à 1300 Wavre, propose l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Considérant que la dépense est prévue au budget extraordinaire de l'exercice 2017, à l'article 13200/742-53 ;

Considérant qu'il est proposé d'engager un montant de 8.700 EUR ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver un marché de faible montant pour l'acquisition de 52 téléphones type Polycom IP331, 3 téléphones Polycom vx400, 5 téléphones dect voip ainsi que 60 licences net.Desktop, auprès de la firme FUZER SA, chaussée de Bruxelles 408 à 1300 Wavre ;
- d'approuver la dépense globale de 8.700 EUR inscrite à l'article 13200/742-54/16144 du budget extraordinaire de l'exercice 2017.

Cette dépense sera couverte par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »



L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.  
#018/22.01.2018/A/0043#

-----

12.4. Mise à jour des licences serveur + acquisition des licences Office 2016 – Convention centrale d'achat de GIAL.  
Update van de licenties voor servers + aanschaf licenties Office 2016 – Overeenkomst aankoopcentrale GIAL.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il est nécessaire de mettre les licences à jour dans le cadre de la préparation du GDPR ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 21/12/2017 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il est nécessaire de mettre les licences à jour dans le cadre de la préparation du GDPR ;

Vu la loi du 15/06/2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment les articles 2-4° et 15 ;

Vu la convention approuvée par le Conseil communal en séance du 17/10/2011, permettant l'acquisition de fournitures informatiques par la centrale de marchés GIAL ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 72.750 EUR TVAC ;

Considérant que la dépense est prévue au budget extraordinaire de l'exercice 2017, à l'article 13900/742-53 ;

Considérant qu'il est proposé d'engager un montant de 72.750 EUR TVAC ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'acquérir des licences Microsoft par la centrale de marchés GIAL, auprès de l'adjudicataire COMPAREX SOFTWARE BELGIUM, Buro & Design Center, Esplanade 1 Suite 315 Box 3 à 1020 Bruxelles (Laeken) (TVA BE 0479.447.829), aux conditions de son offre du 08/12/2017, en application du marché conclu par la centrale de marchés GIAL ;
- d'approuver la dépense globale de 72.750 EUR TVAC, inscrite à l'article 13900/742-53/16429 du budget extraordinaire de l'exercice 2017.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.  
#018/22.01.2018/A/0044#

-----

12.5. Achat de 10 imprimantes.  
Aankoop van 10 printers.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il est nécessaire de faire l'acquisition de 10 imprimantes pour le renouvellement du parc informatique communal ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 07/12/2017 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il est nécessaire de faire l'acquisition de 10 imprimantes pour le renouvellement du parc informatique communal ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Considérant que trois opérateurs économiques ont été consultés ;

Considérant que la firme PC-MACLOG SPRL, rue Léon Gramme 25 à 1350 Marilles, propose l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Considérant que la dépense est prévue au budget extraordinaire de l'exercice 2017, à l'article 13900/742-53 ;

Considérant qu'il est proposé d'engager un montant de 2.060 EUR ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver l'achat de 10 imprimantes, pour un montant de 2.052,88 EUR TVAC, auprès de la firme PC-MACLOG SPRL, rue Léon Gramme 25 à 1350 Marilles ;
- d'approuver le paiement par le crédit inscrit à l'article 13900/742-53/15514 du budget extraordinaire de l'exercice 2017, sur lequel un montant de 2.060 EUR est engagé.

Cette dépense sera couverte par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors d'une prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.  
#018/22.01.2018/A/0045#

-----

13. Caisse communale – Procès-verbal de vérification du 4<sup>e</sup> trimestre 2017 – Communication.  
Gemeentekas – Proces-verbaal van verificatie van het 4e trimester 2017 – Mededeling.

LE CONSEIL,

Vu le procès-verbal de vérification de l'encaisse du receveur communal du 4<sup>e</sup> trimestre 2017 établi le 27/12/2017 par le receveur communal ;

Vu l'article 131 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 11/01/2018 ;

PREND CONNAISSANCE du procès-verbal de vérification de l'encaisse du receveur communal pour le 4<sup>e</sup> trimestre 2017.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.  
#018/22.01.2018/A/0046#

-----

DE RAAD,

Gelet op het proces-verbaal van verificatie van de kas van de gemeenteontvanger van het 4e trimester 2017 opgesteld op 27/12/2017 door de gemeenteontvanger;

Gelet op artikel 131 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 11/01/2018;

NEEMT KENNIS van het proces-verbaal van verificatie van de kas van de gemeenteontvanger voor het 4e trimester 2017.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.  
#018/22.01.2018/A/0046#

-----

14. Points soumis pour dépense et information :  
Punten voorgelegd ter uitgave en informatie:

14.1. Réfection des trottoirs – Avenant n°1 – Engagement de crédits pour la coordination sécurité.  
Herstellen van voetpaden – Aanhangsel nr. 1 – Aanwending van kredieten voor veiligheidscoördinatie.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'approuver l'avenant n°1 du marché « ID1202 – Réfection des trottoirs » en vue d'engager 6.650 EUR TVAC pour permettre l'exercice de la mission de la coordination sécurité ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 21/12/2017 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Vu sa décision du 05/10/2017 relative à l'attribution du marché « ID1202 - Réfection des trottoirs » à EUROVIA BELGIUM, allée Hof ter Vleest 1 à 1070 Anderlecht, aux conditions mentionnées dans l'offre de ce candidat (le montant de commande est limité à 597.650 EUR TVAC) ;

Vu la loi du 15/06/2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 15/07/2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 37 ;

Considérant que l'exécution du marché doit répondre aux conditions fixées par le cahier spécial des charges n°2017-1202 ;

Vu la motivation du présent avenant :

Considérant que pour le marché « ID1202 - Réfection des trottoirs », l'estimation du marché s'élevait à 591.000 EUR TVAC pour les travaux et à 9.000 EUR TVAC pour la coordination sécurité ;

Considérant qu'EUROVIA BELGIUM, allée Hof ter Vleest 1 à 1070 Anderlecht, a remis l'offre régulière la plus basse pour un montant de 597.620,69 EUR TVAC ;

Vu la décision d'attribution du 05/10/2017 à la firme EUROVIA BELGIUM pour un montant maximum de commande de 597.650 EUR TVAC ;

Considérant qu'il a été proposé de porter l'engagement initial du montant des travaux de 591.000 EUR à 597.650 EUR TVAC pour permettre l'attribution du 05/10/2017 ;

Considérant qu'il a été proposé de réduire l'engagement initial du montant de la coordination sécurité de 9.000 EUR à 2.350 EUR TVAC pour permettre l'attribution du 05/10/2017 ;

Considérant qu'il a été proposé d'inscrire les crédits supplémentaires de 6.650 EUR TVAC nécessaires à l'exercice de la mission de coordination sécurité par modification budgétaire à l'article 42130/735-60 du budget extraordinaire 2017 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver l'avenant 1 afin de porter l'engagement pour la coordination sécurité de 2.350 EUR TVAC à 9.000 EUR TVAC, soit un engagement supplémentaire de 6.650 EUR TVAC à l'article 42130/735-60/16248 du budget extraordinaire 2017 ;
- de couvrir cette dépense par un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional de Refinancement des Trésoreries Communales. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

#018/22.01.2018/A/0047#

-----

14.2. Chemin du Struykbeken – Parking du stade Fallon – Rapport d'incidence environnementale et étude appropriée d'incidence sur le réseau Natura 2000 – Désignation d'un bureau d'étude.  
Struykbekenweg – Parkeerplaats Fallonstadion – Milieueffectenrapport en een beoordeling over de gevolgen voor het Natura 2000-netwerk – Aanwijzing van een studie bureau.

LE CONSEIL,

Vu la demande de permis mixte, introduite le 13/11/2014 par la commune, pour la régularisation et l'aménagement d'un parking de 169 places sur le chemin du Struykbeken ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 28/12/2017 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Vu la demande de permis mixte, introduite le 13/11/2014 par la commune, pour la régularisation et l'aménagement d'un parking de 169 places sur le chemin du Struykbeken ;

Considérant que cet espace se situe à l'intersection de différentes zones règlementées, à savoir une zone de sport de plein air au PRAS, une zone d'intérêt culturel, historique, esthétique ou d'embellissement (ZICHEE) et une zone partiellement classée comme site à la fois au patrimoine et dans le réseau Natura 2000 ;

Considérant que Bruxelles Environnement a déclaré la demande de permis incomplète parce qu'il ne contient ni une évaluation appropriée d'incidences sur le réseau Natura 2000, à réaliser par un bureau agréé, ni un rapport d'incidence environnementale (projet de plus de 51 places) ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant que 4 bureaux d'étude agréés ont été invités à remettre prix pour l'élaboration de ces documents, à savoir :

- AGORA ETUDES, rue Montagne aux Anges 26 à 1081 Koekelberg,
- POTVIN Serge, rue Révioux 56 à 6210 Rèves,
- ARIES CONSULTANTS, rue Royale 55 à 1000 Bruxelles,
- TRACTEBEL ENGINEERING, boulevard de Mercktem 60 à 5000 Namur ;

Considérant que les offres suivantes ont été reçues :

- AGORA ETUDES : 10.738,75 EUR TVAC ;
- POTVIN Serge : 8.082,80 EUR TVAC ;
- ARIES CONSULTANTS : version « simple » : 16.745,55 EUR TVAC et version « accompagnée » : 29.650,20 EUR TVAC ;

Considérant que le bureau ARIES CONSULTANTS a remis une offre double parce qu'il estime que la demande de permis n'a presque aucune chance d'être acceptée si tous les intervenants ne sont pas consultés préalablement et qu'il préconise donc de créer et de piloter un « comité d'accompagnement » préalable à l'élaboration des documents ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu au budget extraordinaire de l'exercice 2017, à l'article 93000/747-60 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- de considérer les offres des bureaux d'études AGORA ETUDES, POTVIN Serge et ARIES CONSULTANTS comme complètes et régulières ;
- d'attribuer ce marché au soumissionnaire ayant remis l'offre la moins chère, soit POTVIN Serge, rue Révioux 56 à 6210 Rèves, pour le montant de 8.082,80 EUR TVAC ;
- d'approuver la dépense de 8.082,80 EUR TVAC, à inscrire à l'article 93000/747-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2017.

Cette dépense sera financée par un emprunt à contracter auprès du Fond Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

#018/22.01.2018/A/0048#

-----

**INTERPELLATIONS** (Section 4 – art. 7 – sous-section 1) :

**INTERPELLATIES** (Afdeling 4 – art. 7 – onderafdeling 1):

15. Passages pour piétons en 3D. (Mme BETTE)  
Zebepad in 3D. (Mw. BETTE)

Mme BETTE signale que la commune de Schaerbeek a installé un passage piéton en 3D comme cela se fait aussi en France, en Islande et en Inde. Elle ajoute qu'il y a également un projet d'installation d'un tel dispositif à Mons. Elle fait remarquer que ces passages sont plus chers qu'un passage piéton traditionnel mais bien moins chers qu'un coussin berlinois. Elle demande si l'on pourrait envisager d'en installer à Woluwe-Saint-Lambert, dans un premier temps à titre expérimental. Elle précise que la problématique à Schaerbeek portait sur la couleur choisie qui n'était pas de bonne qualité.

M. JAQUEMYSNS répond que l'on a connaissance de l'expérience menée à Schaerbeek et qu'on en attend le retour car elle est actuellement en phase de test, d'expérimentation mais qu'à Woluwe-Saint-Lambert, une autre démarche est mise en œuvre en matière de sécurisation : on tente de perpendiculariser le plus possible les traversées piétonnes afin d'en réduire la durée et, à proximité des écoles, on installe plutôt des zones 30 avec des dispositifs physiques de ralentissement de la vitesse. Il fait remarquer que ce type de passage en 3D peut donner une fausse impression de sécurité au piéton qui traverse et qu'avec la diminution de l'effet de surprise pour les automobilistes, une habitude se crée et la vitesse risque l'aller en augmentant. Il ajoute que les services poursuivent les contacts avec la commune de Schaerbeek et essayeront d'avoir un retour de l'expérience mais que ce n'est pas une priorité pour Woluwe-Saint-Lambert car l'approche y est différente. Il signale que l'on fait également renforcer l'éclairage public en collaboration avec SIBELGA de manière à ce que les piétons soient mieux visibles des automobilistes.

Mme BETTE confirme que les passages piétons devraient être mieux éclairés. Elle précise que l'idéal en matière d'éclairage est un éclairage similaire à celui de l'avenue de Broqueville.

M. JAQUEMYSNS acquiesce et s'engage à persévérer dans la demande de renforcement de l'éclairage public.

#018/22.01.2018/A/0049#

-----

Mw. BETTE wijst erop dat de gemeente Schaarbeek een 3D-zebrapad heeft geïnstalleerd, net zoals dat ook bestaat in Frankrijk, IJsland en India. Ze voegt eraan toe dat er ook plannen bestaan om een dergelijke voorziening te installeren in Bergen. Ze merkt op dat deze zebrapaden duurder zijn dan een traditioneel zebrapad, maar minder duur dan een verkeerskussen. Ze vraagt of het mogelijk is om er een te plaatsen in Sint-Lambrechts-Woluwe, in het begin als experiment. Ze verduidelijkt dat het probleem in Schaarbeek te maken had met de gekozen kleur die niet van goede kwaliteit was.

Dhr. JAQUEMYSNS antwoordt dat men op de hoogte is van de ervaring in Schaarbeek en dat men wacht op feedback omdat dit nog in de test- en experimentele fase zit, maar dat in Sint-Lambrechts-Woluwe een andere methode toegepast wordt bij wijze van beveiliging: er wordt geprobeerd om de oversteekplaatsen voor voetgangers zoveel mogelijk te perpendiculariseren om de duur ervan te verminderen, en dat men in de buurt van scholen eerder zones 30 zal inrichten met fysieke middelen om de snelheid af te remmen. Hij merkt op dat dit type van 3D-zebrapad een verkeerde indruk van veiligheid kan geven voor de voetganger die oversteekt en dat er met de vermindering van het verrassingseffect voor de automobilisten, mogelijk een gewoonte wordt gecreëerd en de snelheid opnieuw de hoogte ingaat. Hij voegt eraan toe dat de diensten in contact blijven met de gemeente Schaarbeek en proberen om feedback te krijgen over hun ervaring, maar dat dit voor Sint-Lambrechts-Woluwe geen prioriteit is door de andere aanpak. Hij wijst erop dat ook de openbare verlichting verbeterd zal worden in samenwerking met SIBELGA zodat de voetgangers beter zichtbaar zijn voor de automobilisten.

Mw. BETTE bevestigt dat de zebrapaden beter verlicht zouden moeten worden. Zij verduidelijkt dat het ideaal zou zijn om een verlichting te hebben zoals die in de de Broquevillelaan.

Dhr. JAQUEMYS stemt in en verbindt zich ertoe om door te zetten wat de vraag naar meer openbare verlichting betreft.

#018/22.01.2018/A/0049#

-----

Mme DE VALKENEER entre en séance.

Mw. DE VALKENEER komt de vergaderzaal binnen.

-----

16. Respect du code de la route par les cyclistes. (Mme BETTE)  
Naleving van de verkeersregels voor fietsers. (Mw. BETTE)

Mme BETTE signale qu'elle voit souvent des cyclistes roulant sur les trottoirs à vive allure, des cyclistes insuffisamment éclairés à la tombée de la nuit, des cyclistes qui brûlent les feux rouges lorsque le panneau les y autorisant n'existe pas et que donc, malgré les conseils déjà parus dans le Wolu info, trop d'imprudences sont observées. Elle constate que l'on est de plus en plus répressif envers les automobilistes qui ne respectent pas le code de la route. Elle demande si on ne devrait pas l'être aussi envers les cyclistes qui se croient parfois tout permis, qui mettent des personnes en danger et qui se mettent eux-mêmes en danger.

M. MAINGAIN répond qu'on a la chance d'avoir à la tête de la zone de police Montgomery un officier qui a une longue expérience en matière de sécurité routière. Il donne lecture de la réponse de M. JONNIAUX :

« La problématique avancée est en effet une problématique existante et grandissante partout en Région bruxelloise, notamment suite à la forte augmentation effective du nombre de cyclistes circulant sur nos chaussées (plus de 50 % ces dernières années).

Cette situation étant connue, lors de la rédaction du nouveau plan zonal de sécurité, et plus particulièrement du plan d'action sécurité routière, deux thèmes de contrôle ont été ajoutés :

- Patrouilles préventives - vérification équipement lumineux des cyclistes et respect du Code de la route par les cyclistes ;
- Patrouilles de verbalisation - vérification équipement lumineux des cyclistes et respect du Code de la route par les cyclistes.

L'ordre de service prévoit près de 100 heures de contrôles par année par thème. »

Il ajoute que les résultats de ces actions seront connus dans quelques mois.

#018/22.01.2018/A/0050#

-----

Mw. BETTE wijst erop dat ze vaak fietsers ziet die erg snel over de trottoirs fietsen, fietsers die bij valavond onvoldoende verlicht zijn, fietsers die door het rode licht gaan ook als er geen bord is dat daarvoor toestemming geeft, en dat er dus ondanks alle adviezen die al verschenen in de Wolu info, het rijgedrag nog veel te vaak onvoorzichtig is. Ze stelt vast dat er meer en meer repressief wordt opgetreden tegen automobilisten die het verkeersreglement niet naleven. Ze vraagt of dit ook niet moet gebeuren tegenover de fietsers die vaak denken dat ze alles mogen, en zo anderen maar ook zichzelf in gevaar brengen.

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat men geluk heeft dat aan het hoofd van de politiezone Montgomery een officier staat met een lange staat van dienst inzake verkeersveiligheid. Hij leest het antwoord van dhr. JONNIAUX:

“De al ver gevorderde problemen hebben te maken met een al bestaand probleem dat toeneemt in het hele Brusselse Gewest, meer bepaald naar aanleiding van de sterke stijging van het aantal fietsers op onze wegen (meer dan 50 % in de laatste jaren).



Aangezien deze situatie gekend is, werden bij het opstellen van het nieuw zonaal veiligheidsplan, en meer bepaald het actieplan verkeersveiligheid, twee controletema's toegevoegd:

- Preventieve patrouilles - controle van de fietslichten en naleving van het verkeersreglement door de fietsers;
- Verbaliserende patrouilles - controle van de fietslichten en naleving van het verkeersreglement door de fietsers.

De ordedienst voorziet goed 100 uren controle per jaar per thema.”

Hij voegt eraan toe dat de resultaten van deze acties binnen enkele maanden gekend zullen zijn.

#018/22.01.2018/A/0050#

-----

MM. LEMAIRE et de MAERE d'AERTRYCKE quittent la séance.

De heren LEMAIRE en de MAERE d'AERTRYCKE verlaten de vergaderzaal.

-----

17. Installation de bornes de réparation de vélos sur notre commune. (M. DEVILLE)  
Plaatsing van fietsherstellingspaaltjes in onze gemeente. (dhr. DEVILLE)

M. DEVILLE signale qu'actuellement, il voit fleurir sur la commune de Schaerbeek des bornes de réparation pour les vélos comprenant une pompe et divers outils de base pour entretenir son vélo. Il souhaiterait savoir si on pourrait étudier la possibilité d'en installer à des endroits clés et visibles comme à côté des stations Villo ou simplement à côté des box vélos installés sur la commune.

M. JAQUEMYNS répond que l'installation de bornes de réparation pour vélos mérite effectivement l'attention de la commune et que Bruxelles Mobilité a lancé des offres de subsides à cet effet. Il précise que la commune a renoncé à une demande de subsides et que les services recherchent les endroits les plus à même d'accueillir ce type de dispositif (par exemple, à proximité des Ateliers de la rue Voot). Il fait remarquer qu'il faut choisir des endroits où le contrôle social puisse s'exercer. Il espère obtenir la promesse de subsides et, pour autant que ce soit le cas, prévoira le placement de ce type de dispositif à un ou plusieurs endroits.

M. DEVILLE demande si, même sans subsides, on pourrait envisager d'en installer quelques-unes, comprenant non seulement une pompe mais aussi quelques outils.

M. JAQUEMYNS répond que ce qu'on envisage est effectivement plus qu'une simple pompe.

#018/22.01.2018/A/0051#

-----

Dhr. DEVILLE wijst erop dat hij op dit ogenblik ziet dat er in de gemeente Schaarbeek overal fietsherstellingspaaltjes opduiken met een pomp en verschillende basistools voor het onderhoud van de fiets. Hij wil weten of er kan bekeken worden of het mogelijk is om er ook te plaatsen op belangrijke en zichtbare plaatsen, zoals naast de Villo-stations of gewoon naast de fietsboxen, geplaatst in de gemeente.

Dhr. JAQUEMYNS antwoordt dat het plaatsen van fietsherstellingspaaltjes inderdaad de aandacht van de gemeente verdient en dat Brussel Mobiliteit daartoe subsidieoffertes heeft uitgeschreven. Hij verduidelijkt dat de gemeente een subsidieaanvraag heeft ingediend en dat de diensten op zoek zijn naar de meest geschikte plaatsen voor dit soort voorzieningen (bijvoorbeeld in de buurt van "Les Ateliers de la rue Voot"). Hij merkt op dat er plaatsen gekozen moeten worden waar er ook sociale controle uitgeoefend kan worden. Hij hoopt de toezegging van de subsidies te ontvangen en als dit het geval is, voorziet hij de plaatsing van dit soort voorzieningen op een of meer plaatsen.

Dhr. DEVILLE vraagt of men er zelfs zonder subsidies enkele kan plaatsen, met niet alleen een pomp maar ook wat gereedschap.

Dhr. JAQUEMYNS antwoordt dat wat men van plan is inderdaad meer is dan alleen maar een pomp.  
#018/22.01.2018/A/0051#

-----

M. BOTT entre en séance et MM. LEMAIRE et de MAERE d'AERTRYCKE rentrent en séance tandis que M. THAYER la quitte.

Dhr. BOTT komt de vergaderzaal binnen en de heren LEMAIRE en de MAERE d'AERTRYCKE komen de vergaderzaal terug binnen terwijl dhr. THAYER ze verlaat.

-----

18. Programme « Mon air, mon école » de Greenpeace. (M. DEVILLE)  
Programma "Mijn lucht, mijn school" van Greenpeace. (dhr. DEVILLE)

M. DEVILLE fait remarquer que la mauvaise qualité de l'air dégrade la santé de nos enfants. Il signale qu'afin de pousser plus loin l'analyse et remettre le sujet sur la table, Greenpeace organise un exercice de mesure à grande échelle de la qualité de l'air dans les écoles, « Mon air, mon école », un projet réunissant plus de 250 écoles réparties dans toute la Belgique, désireuses d'améliorer la qualité de leur air. Il a appris, après le dépôt de son interpellation, que l'information selon laquelle l'école Parc Schuman y participait était erronée. Il est d'avis qu'il s'agit d'une étude très importante qui permettra de savoir dans quelle mesure nous sommes impactés par la pollution environnante. Il espère que cela donnera plus que jamais l'envie d'y remédier. Il précise qu'en complément, Greenpeace donne un dossier pédagogique intitulé « LA POLLUTION DE L'AIR » qui va aider à expliquer aux enfants de 9 à 11 ans, d'une manière compréhensible, le problème invisible de la pollution de l'air et qui, de plus, fournit des outils pour les inciter à réfléchir à leur propre impact sur la qualité de l'air et aux solutions disponibles. Il ajoute que ce programme peut également servir à motiver les enfants pour qu'ils prennent des initiatives afin de lutter contre la pollution de l'air et de provoquer un indispensable changement de comportement. Il précise que ce programme se compose de quatre leçons accompagnées d'expériences, de jeux et de travaux pratiques. La commune de Woluwe-Saint-Lambert n'étant pas en reste quand il s'agit de solidarité internationale, il aimerait aujourd'hui qu'elle fasse un don à Greenpeace afin de financer son projet.

M. MATGEN remercie M. DEVILLE pour son interpellation concernant la campagne de Greenpeace menée dans les écoles au sujet de la qualité de l'air. Il signale que le service Développement Durable de la commune n'était pas informé de l'existence de cette campagne et qu'il l'a appris par la presse une fois la campagne de mesures de la qualité de l'air déjà lancée. Il confirme qu'environ 250 écoles ont pris part à ce projet en Belgique mais qu'à Woluwe-Saint-Lambert, seule l'Ecole européenne a participé à cette campagne, d'après ce qu'on peut voir en consultant le site internet de Greenpeace, et l'information concernant la participation de l'école Parc Schuman était une erreur. Il ajoute que, suite au dépôt de l'interpellation de M. DEVILLE dans le courant du mois de décembre, le service s'est renseigné auprès de Greenpeace afin d'obtenir des informations au sujet des modalités de participation à cette campagne et Greenpeace a confirmé que le projet était clôturé et qu'ils étaient en train d'analyser les résultats. Il précise que les analyses ont eu lieu du 13 novembre au 12 décembre et que Greenpeace a annoncé qu'il n'était pas prévu de réitérer l'expérience mais le service demandera toutefois à Greenpeace de lui communiquer les résultats de cette étude une fois que celle-ci sera bouclée. Il fait remarquer que la démarche de Greenpeace n'est pas anodine puisque cette organisation dénonce la pollution de l'air en Belgique et a d'ailleurs introduit des actions en justice contre les différentes autorités régionales pour les contraindre à renforcer les mesures visant à lutter contre cette problématique. Il explique que généralement, lorsque la commune est informée de ce genre d'initiatives, si celles-ci contribuent à sensibiliser les jeunes à l'importance de la préservation de l'environnement, au respect de la nature, ou encore au développement durable de la commune, le service Développement Durable transmet systématiquement l'information aux directions des écoles afin que celles-ci puissent, si elles le souhaitent, prendre part au projet et un budget est, le cas échéant, alloué par le service Développement Durable afin de financer celui-ci (ex. : des ateliers d'alimentation saine et de saison, l'achat de nichoirs, l'achat de gourdes, des ateliers d'apiculture...).

Il signale que le réseau Idée est, par exemple, une bonne source d'informations pour prendre connaissance des projets existants.

#018/22.01.2018/A/0052#

-----

Dhr. DEVILLE merkt op dat de gezondheid van onze kinderen wordt geschaad door de slechte luchtkwaliteit. Hij wijst erop dat voor een betere analyse en om het onderwerp terug op tafel te leggen Greenpeace een meetoefening op grote schaal organiseert voor de luchtkwaliteit in de scholen, "Mijn lucht, mijn school", een project waaraan meer dan 250 scholen over heel België deelnemen die de kwaliteit van hun lucht willen verbeteren. Hij heeft na indiening van zijn interpellatie vernomen dat de informatie volgens welke de school Parc Schuman daaraan zou deelnemen, fout is. Hij is van mening dat dit een zeer belangrijke studie is die moet toelaten te weten in welke mate wij de gevolgen dragen van de milieuvervuiling. Hij hoopt dat dit meer dan ooit zal aanzetten om er iets aan te doen. Hij verduidelijkt dat Greenpeace daarnaast een pedagogisch dossier geeft met als titel "DE LUCHTVERVUILING" dat moet helpen om aan kinderen van 9 tot 11 jaar op een begrijpelijke manier het onzichtbare probleem van luchtvervuiling uit te leggen, en dat bovendien tools bevat die aanzetten tot reflectie over de eigen impact op de luchtkwaliteit en de beschikbare oplossingen. Hij voegt eraan toe dat dit programma ook kan helpen om de kinderen te motiveren om initiatieven te nemen in de strijd tegen de luchtvervuiling en om een zo broodnodige gedragsverandering tot stand te brengen. Hij verduidelijkt dat dit programma bestaat uit vier lessen met ervaringsproeven, spellen en praktische taken. Aangezien de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe niet achter wil blijven op het gebied van internationale solidariteit, wenst hij dat ze vandaag al een schenking doet aan Greenpeace om dit project te financieren.

Dhr. MATGEN dankt dhr. DEVILLE voor zijn interpellatie met betrekking tot de campagne van Greenpeace inzake luchtkwaliteit die wordt gevoerd in de scholen. Hij wijst erop dat de dienst Duurzame Ontwikkeling van de gemeente niet op de hoogte was van het bestaan van deze campagne en dat hij dit in de pers heeft vernomen nadat de meetcampagne voor de luchtkwaliteit al gestart was. Hij bevestigt dat er ongeveer 250 scholen in heel België deel hebben genomen aan dit project maar dat in Sint-Lambrechts-Woluwe alleen de Europese school heeft deelgenomen aan deze campagne, volgens wat we kunnen zien op de website van Greenpeace, en de informatie over de deelname van de school Parc Schuman was fout. Hij voegt eraan toe dat na de interpellatie van dhr. DEVILLE in de loop van de maand december de dienst inlichtingen heeft ingewonnen bij Greenpeace om informatie te krijgen over de deelnemingsmodaliteiten voor deze campagne en Greenpeace bevestigde dat het project afgesloten was en ze bezig waren om de resultaten te analyseren. Hij verduidelijkt dat de analyses plaats vonden van 13 november tot 12 december en dat Greenpeace heeft aangekondigd dat er geen herhaling voorzien is, maar de dienst zal toch aan Greenpeace vragen om de resultaten van deze studie mee te delen van zodra deze gekend zijn. Hij merkt op dat de methode van Greenpeace niet onbelangrijk is omdat deze organisatie de luchtvervuiling in België aanklaagt en trouwens al juridische stappen heeft ondernomen tegen de verschillende regionale overheden om hen ervan te overtuigen om de maatregelen in de strijd tegen deze problemen te versterken. Hij legt uit dat wanneer de gemeente op de hoogte wordt gesteld van dit soort initiatieven en deze ertoe bijdragen de jongeren te sensibiliseren voor het belang van milieubescherming, respect voor de natuur of duurzame ontwikkeling van de gemeente, de dienst Duurzame Ontwikkeling deze informatie in het algemeen systematisch doorspeelt aan de scholen zodat deze indien gewenst deel kunnen nemen aan het project en in voorkomend geval wordt een budget toegekend door de dienst Duurzame Ontwikkeling om dit te financieren (bijv.: workshops gezonde en seizoensgebonden voeding, de aankoop van nestkastjes, de aankoop van kalebassen, workshops bijenteelt...). Hij wijst erop dat het netwerk Idée bijvoorbeeld een goede bron van informatie is om meer te weten over de bestaande projecten.

#018/22.01.2018/A/0052#

-----

19. Zijn er jeugdbendes in onze gemeente? (dhr. DE SMUL)  
Y a-t-il des gangs de jeunes dans notre commune ? (M. DE SMUL)

Dhr. DE SMUL wil weten of er jeugdbendes actief zijn in de gemeente en of de politie in voorkomend geval deze jongeren kent, of ze aangepakt en gevolgd worden en of de ouders betrokken worden bij hun heropvoeding.

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat de informatie over stadsbendes in de juridische betekenis van het woord, dat wil zeggen georganiseerd om laakbare daden te stellen op strafrechtelijk vlak, juridische informatie is en dus vertrouwelijk, en dat deze niet meegedeeld mag worden door de politiediensten zonder de toestemming van het Parket van Brussel. Hij wijst erop dat deze stadsbendes van nabij gevolgd worden in nauwe samenwerking met het Parket en de politiediensten en dat er ter zake een goede uitwisseling van informatie is tussen de 6 zones en tussen de zones en de federale politie. Hij voegt eraan toe dat er binnen de politiezone en meer bepaald binnen de lokale dienst voor recherche, een afdeling bestaat die belast is met stadsbendes of groepen jongeren die problemen veroorzaken op het grondgebied van de 3 gemeenten, en dat deze afdeling over een zeer degelijke kennis beschikt van deze jongeren en regelmatig bijdraagt tot hun identificatie in het geval van strafbare feiten. Hij verduidelijkt dat er telkens wanneer er een strafbaar feit wordt vastgesteld, een PV wordt opgesteld en doorgestuurd naar het Parket, en dat wanneer de daders minderjarigen zijn, de politie ook systematisch de ouders oproept. Hij voegt eraan toe dat ten opzichte van deze groepen probleemjongeren de politie nauw samenwerkt met de preventiediensten van de 3 gemeenten.  
 #018/22.01.2018/A/0053#

-----

M. DE SMUL souhaiterait savoir s'il y a des bandes de jeunes qui sont actives dans la commune et, le cas échéant, si la police connaît ces jeunes, s'ils sont pris en charge et suivis et si les parents sont associés à leur réintégration.

M. MAINGAIN répond que les informations concernant les bandes urbaines au sens judiciaire du terme, c'est-à-dire organisées pour commettre des actes répréhensibles sur le plan pénal, sont des informations judiciaires et donc confidentielles qui ne peuvent être communiquées par les services de police sans l'accord du Parquet de Bruxelles. Il signale que ces bandes urbaines font l'objet d'un suivi important en étroite collaboration entre le Parquet et les services de police et qu'il y a un bon échange d'informations entre les 6 zones et entre les zones et la police fédérale en cette matière. Il ajoute qu'au sein de la zone de police, et plus particulièrement du service local de recherche, il existe une section qui est en charge des bandes urbaines ou des groupes de jeunes qui causent des problèmes sur le territoire des 3 communes et que cette section a une très bonne connaissance de ces jeunes et contribue régulièrement à leur identification lorsque des infractions sont commises. Il précise qu'à chaque fois qu'une infraction est constatée, un PV est rédigé et transmis au Parquet et que, lorsque les auteurs sont mineurs, la police convoque systématiquement les parents. Il ajoute que, vis-à-vis des groupes de jeunes problématiques, la police travaille en étroite collaboration avec les services de prévention des 3 communes.  
 #018/22.01.2018/A/0053#

-----

M. THAYER rentre en séance.  
 Dhr. THAYER komt de vergaderzaal terug binnen.

-----

20. Rellen in Brussel in november, is er nu een beter plan voor aan te pakken indien nodig, nu de feestdagen er aankomen en volgende maanden en jaren? (dhr. DE SMUL)  
Émeutes à Bruxelles en novembre, y a-t-il un meilleur plan pour gérer la situation si nécessaire, vu que les vacances approchent ainsi que pour les prochains mois et années ? (M. DE SMUL)

Dhr. DE SMUL vraagt of er nu een beter plan bestaat om rellen aan te pakken, zoals die plaatsvonden in Brussel in november, voor de volgende maanden en de volgende jaren en of er nu een betere samenwerking is met de 6 politiezones in het geval er weer dergelijke rellen zouden gebeuren in het Brussels Gewest. Hij herinnert eraan dat er 3 ernstige rellen waren tijdens welke heel wat winkels werden geplunderd en de politie werd aangevallen. Hij merkt op dat de burgemeester van Sint-Lambrechts-Woluwe net als de 18 andere burgemeesters een zware verantwoordelijkheid draagt op het vlak van de samenwerking met de 6 politiezones. Hij vraagt dus aan de burgemeester hoe hij dit probleem in verband met jeugdbendes gaat aanpakken en hoe hij de ouders van deze relschoppers die vele winkels kapotslaan en plunderen, en schade toebrengen aan de economie van het Brussels Gewest, daarbij gaat betrekken. Hij vraagt of er een plan is voor het goede verloop van deze samenwerking van de 6 politiezones als er opnieuw rellen zouden uitbreken in de toekomst. Hij herinnert eraan dat de hele wereld de beelden van de vernielde winkels en van de politie die veel te laat ter plaatse kwam, heeft gezien. Hij wil duidelijke informatie want alleen een harde aanpak door de politie kan deze jeugdbendes die schade toebrengen aan de reputatie van Brussel en aan onze economie stoppen, en als dit niet op een correcte manier wordt aangepakt zullen ook de economie en het toerisme in Brussel sterk achteruit gaan. Hij wenst dat de handelaars beter beschermd worden en dat deze rellen op een daadkrachtige manier worden aangepakt met en door de politie.

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat de feiten al een tijd geleden gebeurden en dat de gebeurtenissen van 11 november niet plaatsvonden in Sint-Lambrechts-Woluwe maar op het grondgebied van de stad Brussel. Hij merkt op dat er niet is vastgesteld dat er nalatigheden in termen van voorbereiding zijn gebeurd en dat er ook geen aanwijzingen zijn die toelaten om te voorzien wat er die avond is gebeurd. Hij is van mening dat het verzamelen en analyseren van informatie op de sociale netwerken dient te gebeuren op het niveau van de federale politie. Hij wijst erop dat alleen de politiezone Brussel Hoofdstad Elsene permanent kan beschikken over een peloton van 40 agenten voor de ordehandhaving, terwijl de federale politie slechts een half-peloton voor het hele land heeft dat 24 op 24 inzetbaar is. Hij vestigt de aandacht op het feit dat in tegenstelling tot wat het ministerie van binnenlandse zaken zei, de capaciteit voor het mobiliseren van de Brusselse politiezones realistisch was voor een niet te voorziene gebeurtenis, de andere 5 zones mobiliseerden 95 agenten als bijkomende versterking, waaronder 20 personen voor alleen de politiezone Montgomery. Hij verduidelijkt evenwel dat de korpchef van Brussel Hoofdstad Elsene heeft erkend dat er een gebrek aan coördinatie was omdat er die avond een enkele officier beschikbaar was die zowel zijn eigen peloton moest leiden als de versterkingen uit zijn zone en uit de andere politiezones. De zone Brussel Hoofdstad Elsene had trouwens tijd nodig om zijn hogere officieren te mobiliseren waaronder de directeur operaties, aangezien de officier die hoogste in rang was, niet direct bereikt kon worden en zijn tweede officier ook niet. Hij leidt daaruit af dat de beschikbaarheid van hogere officieren ongetwijfeld versterkt moet worden. Hij voegt eraan toe dat het protocol van akkoord nr. 19 de commandoketen voor de operaties in verband met ordehandhaving voorziet. De 6 politiezones hebben ook gezorgd voor de standaarduitrusting van het personeel dat voor deze operaties wordt aangesteld. De politiezone Montgomery is in staat om op elk ogenblik tot 120 personeelsleden te detacheren voorzien van alle materiaal (helmen, maskers en schilden...). Het protocol van akkoord voorziet de mobilisatie van 14 pelotons (= 40 agenten), of 560 agenten voor de 6 politiezones in het geval van een gebeurtenis die 72 uur vooraf wordt aangekondigd. Hij merkt op dat de enige zones die in staat zijn om alle manifestaties die worden georganiseerd op initiatief van de gemeenten of het Gewest te omkaderen op basis van alleen hun eigen mensen, de 6 zones van Brussel zijn en dat er alleen een beroep wordt gedaan op de gehypothekerde capaciteit van de andere politiezones voor het organiseren van internationale evenementen, zoals het bezoek van een staatshoofd... Op 11 november was een half peloton van de federale politie beschikbaar, terwijl ze kon ingezet worden in andere gemeenten ver van Brussel, zoals dit het geval was enkele weken voordien in Borgerhout. Het is dus het gebrek aan manschappen bij de federale politie dat men aan de kaak moet stellen en niet de afwezigheid van capaciteit bij de 6 Brusselse zones.

Dhr. DE SMUL herinnert eraan dat de burgemeester van Brussel in Frankrijk was op het ogenblik van de gebeurtenissen en dat er niemand was aangesteld om hem te vervangen. Hij vraagt wie de handelaars kon helpen die zich in de stek gelaten voelden met hun problemen. Hij wil dat men in de Wolu info publiceert op welke manier de politiezones samenwerken.

#018/22.01.2018/A/0054#

-----

M. DE SMUL demande s'il existe maintenant un meilleur plan pour la prise en charge des émeutes telles que celles qui ont eu lieu à Bruxelles en novembre, pour les prochains mois et les prochaines années et s'il y a maintenant une meilleure collaboration avec les 6 zones de police au cas où il y aurait encore de telles émeutes en Région bruxelloise. Il rappelle qu'il y a eu 3 émeutes graves au cours desquelles de nombreux magasins ont été pillés et la police a été attaquée. Il fait remarquer que le bourgmestre de Woluwe-Saint-Lambert, tout comme les 18 autres bourgmestres, a une lourde responsabilité au niveau de la collaboration avec les 6 zones de police. Il demande donc au bourgmestre comment il va gérer ce problème lié aux bandes de jeunes et impliquer les parents de ces auteurs de trouble qui détruisent et pillent de nombreux magasins et nuisent à l'économie de la Région bruxelloise. Il demande s'il y a maintenant un plan pour que cette collaboration des 6 zones de police se déroule mieux si de nouvelles émeutes éclatent à l'avenir. Il rappelle que le monde entier a regardé les images des magasins détruits et de la police qui est arrivée beaucoup trop tard sur les lieux. Il souhaite une information claire car seule une approche forte de la police peut stopper ces bandes de jeunes qui détruisent la réputation de Bruxelles et notre économie et, si on ne gère pas cela correctement, l'économie et le tourisme à Bruxelles vont fortement régresser. Il souhaite que les commerçants soient mieux protégés et qu'il y ait une prise en charge musclée de ces émeutes avec et par la police.

M. MAINGAIN répond que les faits remontent déjà à un certain délai et que les événements du 11 novembre ne se sont pas déroulés à Woluwe-Saint-Lambert mais sur le territoire de la ville de Bruxelles. Il fait remarquer qu'il n'est pas établi qu'il y aurait eu des manquements en termes de préparation ni qu'il y aurait eu des indices permettant de prévoir ce qui s'est passé ce soir-là. Il est d'avis que la récolte et l'analyse d'informations sur les réseaux sociaux devrait se faire au niveau de la police fédérale. Il signale que la zone de police Bruxelles Capitale Ixelles est la seule à disposer en permanence d'un peloton de 40 personnes pour le maintien de l'ordre tandis que la police fédérale n'a qu'un demi-peloton 24 heures sur 24 pour tout le pays. Il attire l'attention sur le fait que, contrairement à ce qu'a dit le ministre de l'Intérieur, la capacité à se mobiliser des zones de police bruxelloises a été réelle pour un événement non prévisible, les 5 autres zones ayant mobilisé 95 personnes en renfort supplémentaire, dont 20 personnes pour la seule zone de police Montgomery. Il précise néanmoins que le chef de corps de Bruxelles Capitale Ixelles a reconnu qu'il y avait eu un manque de coordination car, en soirée, il y avait un seul officier disponible qui a dû diriger à la fois son peloton, les renforts venant de sa zone et des autres zones de police. En effet, la zone de Bruxelles Capitale Ixelles a mis du temps à mobiliser ses officiers supérieurs dont le directeur des opérations, l'officier le plus haut gradé n'étant pas directement joignable et son second non plus. Il en déduit qu'il y aurait sans doute lieu de renforcer les disponibilités des officiers supérieurs. Il ajoute que le protocole d'accord n° 19 prévoit la chaîne de commandement pour les opérations de maintien de l'ordre. Les 6 zones de police ont également veillé à l'équipement standard du personnel affecté à ces opérations. La zone de police Montgomery est capable de détacher à tout moment jusqu'à 120 membres du personnel équipés de tout le matériel (casques, masques et boucliers...). Le protocole d'accord prévoit la mobilisation de 14 pelotons (= 40 personnes), soit 560 personnes pour les 6 zones de police en cas d'événement annoncé 72 heures à l'avance. Il fait remarquer que les seules zones qui sont capables d'encadrer toutes les manifestations organisées à l'initiative des communes ou de la Région au départ de leurs seuls effectifs sont les 6 zones de Bruxelles et que l'on ne fait appel à la capacité hypothéquée des autres zones de police que pour des organisations d'événements internationaux tels que la visite d'un chef d'Etat... Le 11 novembre, le demi-peloton de la police fédérale était disponible alors qu'il aurait pu être affecté à intervenir dans d'autres communes éloignées de Bruxelles comme ce fut le cas à Borgerhout quelques semaines plus tôt. C'est donc l'insuffisance des effectifs de la police fédérale qu'il faut dénoncer et non l'absence de capacités des 6 zones bruxelloises.

M. DE SMUL rappelle que le bourgmestre de Bruxelles était en France lors des événements et n'avait désigné personne pour le remplacer. Il demande qui pouvait aider les commerçants qui se sont retrouvés seuls avec leurs problèmes. Il souhaiterait que l'on publie dans le Wolu info comment les zones de police collaborent.

#018/22.01.2018/A/0054#

-----

Mme DRION du CHAPOIS et M. DEREPEPE quittent la séance.

Mw. DRION du CHAPOIS en dhr. DEREPEPE verlaten de vergaderzaal.

-----

21. Politique de logement du Collège – Point de la situation. (M. IDE)  
Huisvestingsbeleid van het College – Stand van zaken. (dhr.IDE)

La législature communale entrant dans la dernière ligne droite et le moment étant donc venu de faire un dernier bilan de l'action du Collège, M. IDE demande où on en est à propos des projets suivants :

1. Projet Brel : état de la situation : des permis ont-ils été délivrés ? Où en est le dialogue avec la Région ?
  2. Projet du Fonds du Logement à l'angle Vandervelde – Chapelle-aux-Champs : quel est l'état de la situation ?
  3. Partenariat avec l'UCL avenue Chapelle-aux-Champs : où en est le montage juridique qui pourrait débloquer la situation ?
  4. Bassin d'orage : où en est la demande de permis de lotir ?
  5. Coin Neerveld : un projet est-il préparé pour le moment où le terrain sera à nouveau disponible ? Dans sa note de politique générale à mi-parcours, le Collège déclare renoncer au projet initial. Que prévoit-il à la place pour atteindre ses objectifs de construction de logements publics ?
  6. Observatoire du logement : quel est en pourcentage la partie du territoire communal qui est déjà terminée ? Qu'est ce qui aura été réalisé en pourcentage fin 2018 depuis le début de la législature en 2012 ?
  7. Allocation loyer : quel est l'état de la situation ? Dans sa note de politique générale à mi-parcours, le Collège déclare déléguer cette mission au CPAS. Quel est le bilan actuel ? Combien de ménages ont-ils pu en bénéficier en 2016 et 2017 ?
  8. Projet de régie foncière communale : quel est l'état de la situation ? La décision de l'installer a été prise fin 2016 et on est en 2018 !
  9. SCLM : le Collège ne devrait-il pas faire passer cette société coopérative dans le giron de la commune plutôt que de la garder avec son statut actuel ? Ne considère-t-il pas que maintenir une personne à mi-temps pour y exercer une tâche somme toute légère est trop coûteux eu égard à la situation financière de la commune ?
  10. Guichet conseil : dans sa note de politique générale à mi-mandat, le Collège déclare mener à bien sa création en 2016. Où en est-on ? Il n'y en a pas de trace sur le site de la commune.
  11. Dans sa note de politique générale à mi-parcours, le Collège déclare envisager un projet de logements moyens rue de l'Activité. Où en est-on ?
  12. Dans sa note de politique générale à mi-parcours, le Collège déclare envisager un projet de logement moyen dans le quartier Andromède. Où en est le montage juridique promis en 2016 ?
  13. Dans sa note de politique générale à mi-parcours, le Collège déclare envisager un programme d'investissement de logement moyens et d'équipement collectifs place Saint-Lambert / rue Voot. Ce programme devait être présenté dans le courant de l'année 2017. Où en sommes-nous ?
- Il demande en outre au Collège combien de logements publics communaux ont été terminés depuis 2012 et combien de nouveaux logements publics communaux ont vu leur chantier physiquement commencé depuis 2012.

M. MAINGAIN répond que la politique du logement dans la commune est ambitieuse et prioritaire pour le Collège mais n'est pas simple à mener car elle a un coût budgétaire que l'on souhaite limiter.

Il précise qu'il n'a jamais été dit que l'on allait allouer des budgets à la création de logements mais bien que l'on allait envisager des partenariats pour augmenter cette offre de logements. Il se réjouit du changement de majorité régionale qui permet d'avoir un interlocuteur à l'écoute. Il fait le point sur les différents projets en cours :

- Jacques Brel : comme tout projet mal engagé au départ, il était voué à l'échec. Il a été conçu en dépit du bon sens du point de vue architectural et urbanistique et sans concertation avec les autorités communales ni avec les habitants. Le premier permis d'environnement et le permis d'urbanisme ont été annulés par le Conseil d'Etat. A nouveau, par arrêt du 31/10/2017, le Conseil d'Etat a annulé la décision du fonctionnaire délégué qui avait délivré le permis d'urbanisme le 28/08/2015 visant à construire 108 logements et à aménager un parking sous-terrain sur le terrain situé avenue Jacques Brel, sur la base du premier moyen de recours invoqué, à savoir l'atteinte à l'intérieur de l'îlot et à la qualité paysagère en intérieur d'îlot. On a perdu beaucoup de temps à cause des choix imposés par la ministre précédente et on espère maintenant repartir sur de bonnes bases, le partenariat avec la Région s'étant nettement amélioré.
- Il y a un projet d'investissement de 43 logements financé par le Fonds du Logement à l'entrée de l'avenue des Pléiades (ancien immeuble de bureaux).
- Une autre excellente opération finalisée est l'échange Vandervelde/STAAR. En échange de l'immeuble STAAR qui servira de bâtiment administratif pour la commune, celle-ci met à disposition un terrain qui va permettre la construction de logements moyens. Le Fonds du Logement va introduire une demande de permis pour des logements.
- Partenariat avec l'UCL avenue Chapelle-aux-Champs : il s'agit d'un dossier techniquement très lourd. Une réflexion est menée avec l'UCL pour envisager de clarifier la situation juridique des biens. Une des propositions est que la commune reçoive en pleine propriété l'ensemble du terrain « Vallon ». En contrepartie, on envisagerait de céder une partie de l'assiette du domaine public pour un projet de développement de logements par l'UCL dans le haut de l'avenue Hippocrate (parking), l'UCL souhaitant rapprocher son personnel pour réduire les problèmes de mobilité. Il y a près de 40.000 personnes qui entrent chaque jour sur le campus universitaire et une réflexion sur la possibilité de logements sur le site s'avère donc utile.
- La commune a la chance d'avoir un certain nombre de terrains en réserve foncière mais la volonté du Collège est de calmer le tempo des constructions conformément à la demande des habitants. Il a donc été décidé de ne pas développer de projet immobilier sur le terrain Neerveld. La priorité est de rénover, réhabiliter le patrimoine communal existant. On applique notamment la stratégie visant à obtenir que les charges d'urbanisme de certains projets immobiliers soient affectées à la construction ou à la rénovation de logements (ex. : rénovation du bâtiment de la poste, avenue Georges Henri 319, place Saint-Lambert). Alors que les promoteurs préfèrent généralement affecter ces charges d'urbanisme à des voiries ou espaces verts proches qui donnent une plus-value à leur projet, le choix du Collège est de donner une priorité au logement moyen.
- Régie communale : la pré-étude réalisée révèle que l'intérêt porte essentiellement sur le patrimoine sportif et culturel mais la gestion des logements communaux par la Régie n'apporte pas d'avantages.
- Rue de l'Activité : il y a maintenant un accord avec la Région après un blocage avec le gouvernement précédent. L'option retenue est de démolir et reconstruire car les bâtiments sont obsolètes. Il y avait un projet trop dense de logements. Il fallait une volumétrie en rapport avec l'environnement immédiat. La commune voulait que l'intérieur d'îlot soit préservé et que ce bâti respire (donc pas une longue barre continue !). Il fallait en outre une capacité de parking en souterrain et la commune était prête à contribuer au financement de ce parking. Finalement, la Région a accepté que le maître de l'ouvrage soit l'Habitation Moderne, à la satisfaction des habitants, et celle-ci a désigné le bureau d'études.
- Andromède : la SLRB n'a pas accepté que le terrain soit rétrocédé à la commune. Un des problèmes est le manque de salles disponibles pour accueillir les 16-30 ans. On voulait créer là un ensemble de services d'accueil, ce qui permettrait de libérer de grands appartements de l'Habitation Moderne occupés par des services, et construire un étage de logements moyens pour développer la mixité dans le quartier. La SLRB a considéré que ce terrain devait être affecté exclusivement à un programme de logements sociaux et non à des équipements collectifs. On va continuer à tenter de convaincre la SLRB.



Mme NAHUM ajoute que la commune est propriétaire d'un certain nombre de logements sociaux et moyens qui doivent être rénovés régulièrement (par exemple, dans la rue Saint-Lambert, chaque fois qu'un logement est vide, on entame une rénovation profonde). Elle donne les précisions suivantes au sujet de l'important programme de rénovation du logement :

- La librairie chaussée de Roodebeek a fait l'objet d'une rénovation et on y a créé un logement social.
- La commune a exercé son droit de préemption pour l'épicerie avenue Georges Henri 265 qui a été rénovée avec la création à l'étage d'un appartement 1 chambre et d'un duplex 3 chambres.
- Rue Saint-Lambert 94 : le permis a été demandé.
- Rue Saint-Lambert 46 et 96 : la rénovation va commencer.
- Rue Saint-Lambert 42 : le bien a été libéré fin 2017 et l'étude est en cours.
- Avenue Georges Henri 319 : un subside a été obtenu pour créer, au-dessus du commerce, un logement 5 chambres à condition qu'il soit géré par l' AIS. Celle-ci gère plus de 300 logements dont  $\pm$  les 2/3 sont situés à Woluwe-Saint-Lambert.
- Depuis 2012, divers rafraichissements de logements ont été réalisés (rue Saint-Lambert 50, 92, 118.7, 118.10, 118.14, Petite rue Kelle... la liste est longue).

En ce qui concerne le Guichet Logement, elle annonce qu'il ouvrira ses portes avant la fin du 1<sup>er</sup> trimestre 2018 et que deux fascicules ont été réalisés par le service des propriétés communales mais doivent encore être traités par l'infographiste pour la présentation avant d'être mis en ligne sur le site de la commune. Concernant le bassin d'orage, elle explique que cela n'a pas été facile, qu'il a fallu plus de 4 ans de négociations mais que la commune a finalement obtenu la pleine propriété l'année dernière et la demande de permis de lotir est en cours. Elle précise que, si ce permis n'est pas obtenu dans un certain délai, on ira en justice. Quant à l'Observatoire du logement, elle signale que l'on avance de façon régulière, que l'on s'est attaqué d'abord à la partie du bâti ancien de la commune et que la vérification porte sur l'identification du nom sur la sonnette et la boîte aux lettres et l'inscription dans le registre de la population. Elle précise que s'il n'y a pas d'inscription dans le registre de la population, on demande une enquête de police et que si le commerce ou la société ne figure pas dans la liste des sociétés, le service des classes moyennes en est informé.

M. LIENART ajoute que 74,7 % des logements à Woluwe-Saint-Lambert sont identifiés quant à leur occupation réelle. Il apporte quelques précisions au sujet de la SCLM :

Celle-ci a été créée le 07/12/2011 avec comme actionnaires l'Habitation Moderne et la commune ayant chacune 49,9 % des actions. Les logements de la SCLM sont propriété de l'Habitation Moderne. La convention entre l'Habitation Moderne et la SCLM est une convention de 27 ans qui peut à tout moment être interrompue à la demande de la SLRB. La location a finalement pu démarrer fin 2012, ceci après approbation de la SLRB et du gouvernement de la Région bruxelloise. Les charges de personnel représentent un coût de 16.135,49 EUR, soit 4,81 % des recettes locatives qui s'élèvent à 334.972,96 EUR. Une agence privée s'occupant de la gestion d'un immeuble demande environ 8 %.

Mme HENRY donne l'état de la situation concernant l'allocation loyer :

Lorsque celle-ci a été mise en place, il n'y avait aucune indication quant à la catégorie de bénéficiaires. 20.000 EUR par an ont été prévus au budget. Il a fallu mettre des balises pour être le plus équitable possible. L'allocation est accordée le temps nécessaire pour permettre aux familles de trouver un logement plus adapté à leurs revenus. Les critères fixés sont les suivants :

- être sur la liste d'attente de logement social ;
- bénéficier d'un revenu d'intégration ;
- avoir un loyer dont le montant est supérieur aux 2/3 de ses ressources totales.

Le budget n'a pas été épuisé. Il a été constaté que les critères étaient trop stricts. Ils seront revus, comme prévu, après un an. L'allocation est accordée pour une période de 3 mois et renouvelable une fois. On a aidé plusieurs familles. Il s'agit d'une nouvelle mesure et le service social doit s'y adapter mais le CPAS essaie de la promouvoir dès qu'il y a moyen.

M. de HARENNE demande quel type de bâtiment est envisagé sur le bassin d'orage.

M. MAINGAIN répond qu'il n'y a pas encore d'auteur de projet mais qu'une réflexion urbanistique est menée : le Collège est soucieux de ne pas densifier et il ne peut être construit que sur pilotis, ce qui implique que l'emprise constructive sera assez limitée et ne portera pas sur la totalité de la parcelle.

Il prévoit donc soit quelques unités de logement (maisons unifamiliales), soit quelques petits immeubles à appartements (maximum 2 étages).

M. LEMAIRE s'étonne du fait que, malgré que le bras de fer ait été gagné face à la Région pour le bassin d'orage, la possibilité d'aller en recours soit évoquée. Il demande si c'est bien dans ce dossier-là.

Mme NAHUM répond que c'est bien le cas car on attend le permis de lotir.

M. LEMAIRE fait remarquer que le dossier de l'avenue Jacques Brel prend énormément de temps. Il reconnaît que l'on ne peut que s'incliner devant le fait que la plaignante ait obtenu gain de cause. Il rappelle néanmoins que le projet de construire à cet endroit des logements sociaux demeure intact. La proportion de locataires/propriétaires dans la commune étant estimée à 70/30, il se dit persuadé qu'il y a plus de 30 % de propriétaires à Woluwe-Saint-Lambert.

M. LIENART répond qu'il y a 30 % de logements qui sont occupés par leur propriétaire.

M. LEMAIRE ajoute que la SCLM a pris un retard assez considérable et qu'actuellement, il n'est pas possible de rapatrier la gestion à l'Habitation Moderne. Quant à l'allocation loyer, il rappelle que tous les partis politiques avaient marqué leur accord sur la formule mais il est également d'avis que l'on est trop sévère et que, vu le manque de succès, il faudra revoir cela.

Hormis la création de 43 logements aux Pléiades (mais on en perd 100 à Brel) et 73 logements du Fonds du Logement (et non de la commune) près du Mykonos et le bon fonctionnement de l' AIS, M. IDE ne partage pas l'enthousiasme par rapport à la politique du logement de la commune. Il fait remarquer qu'il n'a pas reçu de réponse aux deux dernières questions et qu'il n'y a aucun logement construit mais uniquement des dossiers en cours. Il considère donc que le bilan est très mitigé.

M. MAINGAIN répond que, pendant 10 ans, le précédent ministre régional du logement (ECOLO) n'a fait avancer aucun dossier pour Woluwe-Saint-Lambert et a notamment bloqué le dossier du bassin d'orage par chantage. Il ajoute que le dossier Jacques Brel s'est cassé la figure sur le plan juridique. Il fait remarquer que maintenant, la commune développe plusieurs dossiers avec une écoute légitime de la part de la Région et que de nombreux dossiers se débloquent. Il rappelle que ce sont les opérateurs régionaux qui doivent investir sur le territoire de la commune.

M. IDE demande de relire la note de politique générale pour voir tout ce qu'on avait l'intention de faire et que l'on n'a pas réussi.

#018/22.01.2018/A/0055#

-----

Aangezien de gemeentelijke legislatuur in de laatste rechte lijn zit en het dus het moment is om een laatste balans op te stellen over de actie van het College, vraagt dhr. IDE hoever het staat met de volgende projecten:

1. Project Brel: stand van zaken: werden er vergunningen afgeleverd? Hoever staat het met de dialoog met het Gewest?
2. Project van het Woningfonds op de hoek Vandervelde – Veldkapel: wat is de stand van zaken?
3. Partnerschap met de UCL Veldkapellaan: hoe staat het met de juridische opbouw die mogelijk de situatie kan deblokken?
4. Stormbekken: hoever staat het met de verkavelingsvergunning?
5. Wijk Neerveld: is er een project voorbereid voor het ogenblik dat de grond opnieuw beschikbaar wordt? In zijn algemene beleidsnota halfweg de legislatuur verklaart het College af te zien van het oorspronkelijke project. Wat is er in de plaats voorzien om toch de doelstellingen inzake het bouwen van sociale woningen te bereiken?
6. Overzicht van de huisvesting: welk is in procenten het deel van het gemeentelijke grondgebied dat al afgewerkt is? Wat zou er tegen eind 2018 in procenten gerealiseerd zijn sinds de aanvang van de legislatuur in 2012?

7. Huurtoelage: wat is de stand van zaken? In zijn algemene beleidsnota halfweg de legislatuur verklaart het College deze opdracht toe te vertrouwen aan het OCMW. Wat is de huidige balans? Hoeveel huishoudens hebben hiervan kunnen profiteren in 2016 en 2017?
8. Project inzake de gemeentelijke grondregie: wat is de stand van zaken? De beslissing hiertoe werd genomen eind 2016 en we zijn nu in 2018!
9. SCLM: moet het College deze coöperatieve vennootschap niet opnemen in de schoot van de gemeente in de plaats van het actuele statuut ervan te behouden? Is het niet van mening dat iemand halftijds aanhouden voor een heel lichte taak te duur is gezien de financiële situatie van de gemeente?
10. Adviesloket: in zijn algemene beleidsnota halfweg de legislatuur verklaart het College dat dit goed verloopt sinds de oprichting ervan in 2016. Hoeveel staan we ermee? Er is geen enkel spoor van op de website van de gemeente.
11. In zijn algemene beleidsnota halfweg de legislatuur verklaart het College een project te plannen voor middelgrote woningen in de Werkzaamheidstraat. Hoeveel staan we ermee?
12. In zijn algemene beleidsnota halfweg de legislatuur verklaart het College een project te plannen voor middelgrote woningen in de wijk Andromeda. Hoe staat het met de juridische opbouw die in 2016 werd beloofd?
13. In zijn algemene beleidsnota halfweg de legislatuur verklaart het College een investeringsprogramma te plannen voor middelgrote woningen en de collectieve voorzieningen op het Sint-Lambertusplein/Vootstraat. Dit programma had voorgesteld moeten worden in de loop van 2017. Hoeveel staan we ermee?

Hij vraagt het College onder andere hoeveel gemeentelijke sociale woningen werden afgewerkt sinds 2012 en voor hoeveel nieuwe gemeentelijke woningen de bouw ook effectief werd gestart sinds 2012.

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat de gemeente een ambitieus huisvestingsbeleid heeft dat prioritair is voor het College maar niet eenvoudig te voeren gezien de budgettaire kostprijs die men wil beperken. Hij verduidelijkt dat er nooit gezegd is dat men budgetten ging toekennen voor het bouwen van woningen, maar dat men van plan was om partnerschappen aan te gaan om het woningaanbod uit te breiden. Hij verheugt zich op de verandering van de gewestelijke meerderheid die toelaat een gesprekspartner in te zetten. Hij geeft de stand van zaken voor de verschillende lopende projecten:

- Jacques Brel: net als elk project dat een slechte start kent, was ook dit tot mislukken gedoemd. Het werd ontworpen in weerwil van het gezond verstand vanuit architecturaal en stedenbouwkundig oogpunt en zonder enig overleg met de gemeenteoverheid noch met de inwoners. De eerste milieuvergunning en de stedenbouwkundige vergunning werden geannuleerd door de Raad van State. Bij arrest van 31/10/2017 annuleerde de Raad van State alweer de beslissing van de afgevaardigde functionaris die de stedenbouwkundige vergunning had afgeleverd op 28/08/2015 voor de bouw van 108 woningen en het inrichten van een ondergrondse parking op de grond aan de Jacques Brelaan, op basis van het eerste middel tot beroep dat werd aangetekend, te weten de aanslag op het binnenste van de huizinggroep en de landschappelijke kwaliteit daarvan. Er is veel tijd verloren gegaan omwille van de keuzes die door de vorige minister opgelegd werden en men hoopt nu opnieuw te kunnen beginnen op een goede basis aangezien het partnerschap met het Gewest aanzienlijk is verbeterd.
- Er is een investeringsproject voor 43 woningen aan het begin van de Plejadenlaan (voormalig kantoorgebouw) dat gefinancierd wordt door het Woningfonds.
- Een andere afgeronde uitstekende operatie is de ruil Vandervelde/STAAR. In ruil voor het STAAR-gebouw dat dienst zal doen als administratief gebouw voor de gemeente, stelt deze een grond ter beschikking voor de bouw van middelgrote woningen. Het Woningfonds zal een vergunningsaanvraag indienen voor woningen.
- Partnerschap met het UCL Veldkapellaan: dit is een technisch zeer moeilijk dossier. Er wordt samen met het UCL nagedacht om de juridische toestand van de onroerende goederen te verduidelijken. Een van de voorstellen is dat de gemeente de hele grond "Vallon" in volledige eigendom krijgt. Als tegenprestatie kan mogelijk een deel van het bezwaard perceel van het publiek domein worden overgedragen voor een ontwikkelingsproject voor woningen door de UCL in het bovenste deel van de Hippocrateslaan (parking), het UCL wenst zijn personeelsleden dichterbij de buurt te hebben om de mobiliteitsproblemen te verminderen. Er zijn bijna 40.000 mensen die elke dag op de universitaire campus binnenkomen en het is dus nuttig om na te denken over de mogelijkheid van woningen ter plaatse.

- De gemeente heeft het geluk een bepaald aantal gronden in reserve te hebben, maar de wil van het College is het bouwtempo te verminderen zoals de inwoners dat vragen. Er werd dus besloten om geen onroerendgoedproject uit te werken voor de grond Neerveld. Er wordt prioriteit gegeven aan renovatie, herstel van het bestaande gemeentelijk erfgoed. Daarbij wordt meer bepaald de strategie gehanteerd om de stedelijke opdrachten van bepaalde onroerendgoedprojecten toe te wijzen aan de bouw of de renovatie van woningen (bijv.: renovatie van het postgebouw Georges Henrilaan 319, Sint-Lambertusplein). Terwijl de promotoren er in het algemeen de voorkeur aan geven om deze stedelijke opdrachten toe te wijzen aan wegen of groene ruimtes in de buurt die een meerwaarde geven aan hun project, kiest het College om een prioriteit te geven aan middelgrote woningen.
- Gemeentelijke regie: de uitgevoerde voorstudie toont aan dat het belang vooral ligt bij het sportief en cultureel erfgoed, maar het beheer van de gemeentelijke woningen door de Regie brengt geen voordelen met zich mee.
- Werkzaamheidstraat: er is op dit ogenblik een akkoord met het Gewest na een blokkering door de vorige regering. De optie die in aanmerking komt is afbreken of heropbouwen want de gebouwen zijn verouderd. Het was een project met te veel woningen. Er was een volume nodig dat meer in verhouding was tot de onmiddellijke omgeving. De gemeente wilde dat het binnenste van de huizengroep behouden zou blijven zodat dit gebouw kon ademen (dus geen lange aaneengesloten rij!). Er was onder andere ook nood aan een ondergrondse parking en de gemeente wilde bijdragen aan de financiering van deze parking. Uiteindelijk heeft het Gewest de Moderne Woning aanvaard als bouwheer, tot tevredenheid van de inwoners, en deze organisatie heeft een studie bureau aangesteld.
- Andromeda: de BGHM aanvaarde niet dat de grond opnieuw aan de gemeente wordt afgestaan. Een van de problemen is het gebrek aan beschikbare zalen voor de opvang van 16-30-jarigen. Men wilde daar een geheel van onthaaldiensten organiseren om de grote appartementen van de Moderne Woning, ingenomen door diensten, vrij te maken en een verdieping te voorzien met middelgrote woningen om de mix in de wijk verder te ontplooien. De BGHM was van mening dat deze grond uitsluitend bestemd kon worden voor een programma van sociale woningen en niet voor collectieve voorzieningen. We blijven proberen om de BGHM te overtuigen.

Mw. NAHUM voegt eraan toe dat de gemeente eigenaar is van een aantal sociale en middelgrote woningen die regelmatig gerenoveerd moeten worden (bijvoorbeeld in de Sint-Lambertusstraat, telkens wanneer een woning vrij komt, gaat men over tot een grondige renovatie). Ze geeft de volgende verduidelijkingen aangaande het belangrijke woningrenovatieprogramma:

- De boekhandel Roodebeeksteenweg werd gerenoveerd en er werd een sociale woning van gemaakt.
- De gemeente heeft haar recht op voorkoop uitgeoefend voor de kruidenierswinkel Georges Henrilaan 265 die gerenoveerd werd met een verdieping met een eenkamerappartement en een duplex met 3 kamers.
- Sint-Lambertusstraat 94: de vergunning is aangevraagd.
- Sint-Lambertusstraat 46 en 96: de renovatie gaat beginnen.
- Sint-Lambertusstraat 42: de woning kwam eind 2017 vrij en er is een studie bezig.
- Georges Henrilaan 319: er werd een subsidie bekomen voor het creëren boven de handelszaak van een woning met 5 kamers op voorwaarde dat deze beheerd wordt door het AIS. Dit beheert meer dan 300 woningen waarvan  $\pm$  2/3 gelegen in Sint-Lambrechts-Woluwe.
- Sinds 2012 werden verschillende woningen verfraaid (Sint-Lambertusstraat 50, 92, 118.7, 118.10, 118.14, Kleine Kellestraat... de lijst is lang).

Met betrekking tot het Huisvestingsloket kondigt ze aan dat dit einde van het 1e kwartaal 2018 zijn deuren zal openen en dat er twee infobladen werden opgesteld door de dienst gemeentelijke eigendommen, maar dat de presentatie nog bewerkt moet worden door de computergraficus voor deze online gezet kan worden op de website van de gemeente. Met betrekking tot het stormbekken, legt ze uit dat dit niet gemakkelijk is geweest, dat er meer dan 4 jaar onderhandelingen nodig waren maar dat de gemeente uiteindelijk vorig jaar de volledige eigendom heeft verworven en de vergunningsaanvraag voor de verkaveling is lopende. Ze verduidelijkt dat als deze vergunning niet wordt afgeleverd binnen een zekere termijn, er juridische stappen worden ondernomen.

Met betrekking tot het Huisvestingsobservatorium wijst ze erop dat er regelmatige vooruitgang wordt geboekt, dat men eerst het deel van de oude gebouwen van de gemeente heeft aangepakt en dat de controle betrekking heeft op de identificatie van de naam op de bel en de brievenbus en de inschrijving in het bevolkingsregister. Ze verduidelijkt dat als er geen inschrijving in het bevolkingsregister is, er een politieonderzoek wordt aangevraagd en als de handelszaak of het bedrijf niet voorkomt in de lijst van ondernemingen, dan wordt de dienst Middenstand geïnformeerd.

Dhr. LIENART voegt eraan toe dat 74,7 % van de woningen in Sint-Lambrechts-Woluwe geïdentificeerd zijn voor wat hun werkelijke bezetting betreft. Hij geeft enkele verduidelijkingen voor het SCLM-project:

Dit werd opgericht op 07/12/2011 met als aandeelhouders de Moderne Woning en de gemeente met elk 49,9 % van de aandelen. De woningen van SCLM zijn eigendom van de Moderne Woning. De overeenkomst tussen de Moderne Woning en SCLM is een overeenkomst van 27 jaar die op elk ogenblik verbroken kan worden op vraag van de BGHM. De verhuring kon uiteindelijk beginnen eind 2012, na goedkeuring door de BGHM en de regering van het Brussels Gewest. De personeelsslsten vertegenwoordigen een kost van 16.135,49 EUR, of 4,81 % van de huurinkomsten die 334.972,96 EUR bedragen. Een privéagentschap dat zich bezighoudt met het beheer van een gebouw vraagt ongeveer 8 %.

Mw. HENRY geeft de stand van zaken over de huurtoelage:

Er was van in het begin geen enkele aanwijzing betreffende de categorie begunstigden. In het budget werd 20.000 EUR per jaar voorzien. Er dienden bakens gezet om zo rechtvaardig mogelijk te zijn. De toelage wordt toegekend voor de nodige tijd om gezinnen toe te laten een woning te vinden die is aangepast aan hun inkomsten. Daarbij gelden de volgende criteria:

- op de wachtlijst voor een sociale woning staan;
- genieten van een leefloon;
- een huur betalen die meer bedraagt dan 2/3 van de totale inkomsten.

Het budget is niet uitgeput. We zijn dus tot de vaststelling gekomen dat de criteria te streng waren. Ze zullen zoals gepland na een jaar herzien worden. De toewijzing gebeurt voor een periode van 3 maanden en kan een maal hernieuwd worden. Zo werden enkele gezinnen geholpen. Het gaat om een nieuwe maatregel en de sociale dienst moet zich aanpassen maar het OCMW probeert dit te stimuleren van zodra er een mogelijkheid is.

Dhr. de HARENNE vraagt welk type gebouw voorzien is op de grond van het stormbekken.

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat er nog geen auteur voor het project is, maar dat er een stedenbouwkundige studie wordt uitgevoerd: daarbij wordt door het College zorg gedragen om geen te dichte bebouwing te krijgen en er kan slechts op heipalen gebouwd worden waardoor de grondinname voor de bouw tamelijk beperkt zal zijn en niet het hele perceel zal ingenomen worden. Hij voorziet dus enkele woonheden (eengezinswoningen), of enkele kleine appartementsgebouwen (maximum 2 verdiepingen).

Dhr. LEMAIRE verbaast zich over het feit dat er sprake is van de mogelijkheid om in beroep te gaan ondanks het feit dat de krachtmeting met het Gewest voor het stormbekken werd gewonnen. Hij vraagt of dit wel goed is voor dit dossier.

Mw. NAHUM antwoordt dat dit inderdaad het geval is omdat men nog wacht op de verkavelingsvergunning.

Dhr. LEMAIRE merkt op dat het dossier van de Jacques Brellaan enorm veel tijd kost. Hij erkent dat we alleen kunnen buigen voor het feit dat de klager de zaak heeft gewonnen. Hij herinnert eraan dat ondanks alles het project om op deze plaats sociale woningen te bouwen, onveranderd blijft. Aangezien de verhouding huurders/eigenaars in de gemeente op 70/30 wordt geschat, zegt hij ervan overtuigd te zijn dat er meer dan 30 % eigenaars zijn in Sint-Lambrechts-Woluwe.

Dhr. LIENART antwoordt dat er 30 % woningen zijn die worden bewoond door hun eigenaar.

Dhr. LEMAIRE voegt eraan toe dat de SCLM aanzienlijke vertraging heeft opgelopen en dat het op dit ogenblik niet mogelijk is om het beheer opnieuw over te dragen aan de Moderne Woning. Wat de huurtoelage betreft, herinnert hij eraan dat alle politieke partijen akkoord waren gegaan met deze formule maar hij is ook van mening dat men te streng is en dat dit gezien het gebrek aan succes herzien moet worden.

Buiten de bouw van 43 woningen op de Plejadenlaan (maar er gaan er 100 verloren op de Brellaan) en 73 woningen van het Woningfonds (en niet van de gemeente) in de buurt van Mykonos en de goede werking van de AIS, is dhr. IDE niet zo enthousiast over het huisvestingsbeleid van de gemeente. Hij merkt op dat hij geen antwoord heeft ontvangen op de twee laatste vragen en dat er geen enkele woning wordt gebouwd, dat er alleen lopende dossiers zijn. Hij vindt de balans maar zeer middelmatig.

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat gedurende 10 jaar de vorige Gewestminister voor huisvesting (ECOLO) in geen enkel dossier voor Sint-Lambrechts-Woluwe vooruitgang boekte en dat meer bepaald het dossier van het stormbekken door chantage geblokkeerd was. Hij voegt eraan toe dat het dossier Jacques Brel stukgelopen is op het juridisch vlak. Hij merkt op dat de gemeente nu verschillende dossiers uitwerkt die gunstig onthaald worden door het Gewest en dat er vele dossiers gedeblokkeerd worden. Hij herinnert eraan dat het de gewestelijke operators zijn die moeten investeren op het grondgebied van de gemeente.

Dhr. IDE vraagt om opnieuw de algemene beleidsnota te lezen om te zien wat men allemaal van plan was te doen en niet heeft gedaan.

#018/22.01.2018/A/0055#

-----

M. DEREPE rentre en séance tandis que Mme DESTRÉE-LAURENT, M. THAYER, Mmes BETTE, VAN GOIDSENHOVEN-BOLLE et M. DELOOZ la quittent.

Dhr. DEREPE komt de vergaderzaal terug binnen terwijl mw. DESTRÉE-LAURENT, dhr. THAYER, mw. BETTE, mw. VAN GOIDSENHOVEN-BOLLE en dhr. DELOOZ ze verlaten.

-----

22. Opening van het Sint-Lambertusplein. (dhr. DE SMUL)  
Ouverture de la place Saint-Lambert. (M. DE SMUL)

Dhr. DE SMUL was aanwezig op de opening van het nieuw gerenoveerde Sint-Lambertusplein en vindt het geslaagd zowel voor de handelaars als voor de inwoners. Toch haalt hij een groot minpunt aan, namelijk de eentalige toespraak in het Frans zowel door de burgemeester als door de schepen. Hij was vergezeld van een aantal Nederlandstaligen die zich ondergewaardeerd en niet welkom voelden met deze eentalige toespraak. Hij merkt op dat er van het personeel wordt gevraagd tweetalig te zijn en dat dit in het kader van de opening ook het geval was want de teksten en affiches waren tweetalig. Hij vraagt de burgemeester en de schepen in naam van de Nederlandstalige gemeenschap om de volgende keer een tweetalige toespraak te houden omdat dat hun taak en verantwoordelijkheid is als leden van het College. Hij rekent op hen in naam van en uit respect voor de Nederlandstalige inwoners om er de volgende keer rekening mee te houden want ze zijn de schepen en de burgemeester van alle inwoners en omdat bovendien de gemeente een Nederlandstalige schepen heeft.

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat hij er alles aan doet om de taalrechten van alle burgers te respecteren. Tijdens deze gebeurtenis kon hij bijna alle aanwezige inwoners (± 400) begroeten. Hij heeft de gewoonte om zich in het Nederlands uit te drukken wanneer zijn gesprekspartner een Nederlandstalige is maar stelt vast dat deze vaak in het Frans voortgaat. Hij merkt evenwel op dat de mandatarissen geen verplichtingen op het gebied van taal hebben en dat wat men verwacht eigenlijk een passieve tweetaligheid is waarbij iedereen een inspanning levert om de andere te begrijpen. Hij wijst erop dat in dit geval de nadruk op het feest lag en dat geen enkele inwoner kritiek noch opmerkingen had over de toespraken.

Dhr. DE SMUL voegt eraan toe dat de betrokken mandatarissen tweetalig zijn, de taal kennen en dat het dus normaal, evident en natuurlijk moet zijn om een tweetalige toespraak te houden. Hij zegt dit in een positieve geest en wil er geen politiek debat van maken.  
#018/22.01.2018/A/0056#

-----

M. DE SMUL était présent à l'ouverture de la place Saint-Lambert fraîchement rénovée et trouve que c'est réussi tant pour les commerçants que pour les habitants. Il relève néanmoins un grand point négatif, à savoir le discours unilingue en français tant de la part du bourgmestre que de l'échevin. Il était accompagné d'un certain nombre de néerlandophones qui se sont sentis vraiment peu considérés et pas les bienvenus avec ce discours unilingue. Il fait remarquer que l'on exige du personnel d'être bilingue et que c'était le cas dans le cadre de l'ouverture de la place où les textes et affiches étaient bilingues. Il demande au bourgmestre et à l'échevin, au nom de la communauté néerlandophone, de faire un discours bilingue la prochaine fois car c'est leur tâche et leur responsabilité en tant que membres du Collège. Il compte sur eux, au nom et par respect des habitants néerlandophones, pour en tenir compte la prochaine fois car ils sont échevin et bourgmestre de tous les habitants et qu'en outre, la commune dispose d'un échevin néerlandophone.

M. MAINGAIN répond qu'il est très soucieux de respecter les droits linguistiques de tous les citoyens. Lors de cet événement, il a eu le plaisir de saluer quasi la totalité des habitants présents (± 400). Il a l'habitude de s'exprimer en néerlandais quand il sait que son interlocuteur est d'expression néerlandaise mais constate que celui-ci poursuit très souvent en français. Il fait remarquer cependant qu'il n'y a pas d'obligation linguistique dans le chef des mandataires et que ce que l'on attend est un bilinguisme passif dans le cadre duquel chacun fait l'effort de comprendre l'autre. Il signale qu'en l'occurrence, l'esprit était à la fête et qu'aucun habitant n'a formulé de critique ni d'observation concernant les prises de parole.

M. DE SMUL ajoute que les mandataires concernés sont bilingues, connaissent la langue et que cela devrait donc être normal, évident, naturel... de faire un discours bilingue. Il exprime cela dans un esprit positif et ne souhaite pas en faire un débat politique.  
#018/22.01.2018/A/0056#

-----

Mmes DESTRÉE-LAURENT, BETTE, DRION du CHAPOIS et M. DELOOZ rentrent en séance tandis que M. LEMAIRE la quitte.

Mw. DESTRÉE-LAURENT, mw. BETTE, mw. DRION du CHAPOIS en dhr. DELOOZ komen de vergaderzaal terug binnen terwijl dhr. LEMAIRE ze verlaat.

-----

23. Critères de sélection pour le poste de directeur technique à pourvoir. (M. VAN DER AUWERA)  
Selectiecriteria voor de toekomstige betrekking van technisch directeur. (dhr. VAN DER AUWERA)

M. VAN DER AUWERA interpelle le Collège en ces termes concernant les critères de sélection pour le poste de directeur technique à pourvoir :

« En janvier 2016, puis en janvier 2017, j'ai interpellé le Collège à propos du départ prévisible du directeur technique actuel. En 2016, dans sa réponse, le bourgmestre m'avait indiqué qu'il partageait mes préoccupations. Il ne pouvait alors donner d'indication de date mais confirmait que (je cite) l'importance de ce département est lourde à porter pour une seule personne, raison pour laquelle une réflexion était en cours sur sa restructuration. Il confirmait également que, quelle que soit la structure, l'engagement d'un ingénieur (civil) s'imposait. En 2017, dans sa réponse, le bourgmestre m'avait indiqué qu'il y avait un défaut dans la loi sur la prolongation du service des fonctionnaires au-delà de l'âge de la pension et qu'il était impossible de mettre fin à cette prolongation. Il avait fait part au Conseil communal de son intention de faire une interpellation au Parlement fédéral.

Nous voici à nouveau un an plus tard, la date du départ du directeur technique se rapproche inexorablement et je m'interroge sur les progrès réalisés dans ce domaine :

- Avez-vous déterminé les choix organisationnels ?
- Avez-vous déterminé les critères et la procédure de sélection ?
- Prévoyez-vous une période transitoire nécessaire à la mise au courant du candidat retenu, sachant que celui-ci ne sera peut-être pas disponible immédiatement (durée de préavis...) ?
- Une interpellation a-t-elle été faite au Parlement, quand et avec quel résultat ?

Merci de nous éclairer sur ces questions et le planning que vous avez, je n'en doute pas, établi. »

M. MAINGAIN répond qu'il est parfois difficile d'organiser l'efficacité des services en raison de l'imprécision de certaines législations et qu'il est intervenu au Parlement mais n'a jamais pu obtenir de réponse précise quant à ce vide juridique. Il prévoit de revenir à la charge à ce sujet. Il signale que, face à ce vide, on a inscrit dans le règlement de travail l'obligation de quitter l'administration à 70 ans. Il précise que le membre du personnel concerné devra prendre attitude à la fin de cette année civile et que, s'il décide de rester jusqu'à 70 ans, il pourrait encore travailler 2 ou 3 ans. Il ajoute que la réorganisation du département est en cours, que le service Gestion des Ressources Humaines a déjà bien travaillé sur l'organigramme et que cela sera finalisé quand on connaîtra les intentions du directeur actuel.

M. VAN DER AUWERA demande de confirmer qu'il n'y a donc pas de recrutement en cours.

M. MAINGAIN répond qu'effectivement, ce n'est pas encore le cas.

#018/22.01.2018/A/0057#

-----

Dhr. VAN DER AUWERA vraagt het College in deze woorden om opheldering over de selectiecriteria voor de te verkrijgen betrekking van technisch directeur:

“In januari 2016, en daarna in januari 2017 heb ik het College om opheldering gevraagd over het geplande vertrek van de huidige technisch directeur. In 2016 gaf de burgemeester in zijn antwoord aan dat hij mijn bezorgdheid deelde. Hij kon toen nog geen datum opgeven maar bevestigde dat (ik citeer) het belang van deze afdeling zwaar om dragen is voor een enkele persoon, daarom werd er gedacht aan een herstructurering van deze afdeling. Hij bevestigde ook dat ongeacht de structuur er een (burgerlijk) ingenieur aangeworven diende te worden. In 2017 gaf de burgemeester in zijn antwoord aan dat er een fout zat in de wet over de verlenging van de dienst van functionarissen na de pensioenleeftijd en dat het onmogelijk was om aan deze verlenging een einde te stellen. Hij had de Gemeenteraad meegedeeld dat hij van plan was om daaromtrent te interpelleren in het Federaal Parlement. Wij zijn nu opnieuw een jaar later, de datum waarop de technisch directeur vertrekt nadert onherroepelijk en ik stel me vragen omtrent de vooruitgang die in dit dossier is gemaakt:

- Hebt u de organisatorische keuzes vastgelegd?
- Hebt u de selectiecriteria en –procedures vastgelegd?
- Voorziet u een vereiste overgangperiode om de weerhouden kandidaat in te werken, wetende dat deze wellicht niet onmiddellijk beschikbaar is (duur van de vooropzegging...)?
- Is er inderdaad een interpellatie gebeurd in het Parlement, wanneer en wat was het resultaat daarvan?

Met dank om duidelijkheid te geven over deze vragen en de planning die u ongetwijfeld hebt opgesteld”.

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat het soms moeilijk is om efficiënte diensten te organiseren door de onduidelijkheden van bepaalde wetgevingen en dat hij is tussengekomen in het Parlement maar nooit een duidelijk antwoord heeft gekregen omtrent dit juridisch vacuüm. Hij voorziet dat hij op dit onderwerp zal terugkomen. Hij wijst erop dat, gezien dit vacuüm, men in het arbeidsreglement de verplichting heeft opgenomen om de administratie te verlaten op 70 jaar. Hij verduidelijkt dat het betrokken personeelslid op het einde van het burgerlijk jaar moet beslissen of hij blijft tot 70 jaar, in welk geval hij nog 2 tot 3 jaar kan werken. Hij voegt eraan toe dat de afdeling gereorganiseerd wordt, dat de dienst Human Resources Management al behoorlijk heeft gewerkt aan het organigram en dat dit afgerond moet zijn wanneer de intenties van de huidige directeur gekend zijn.



Dhr. VAN DER AUWERA vraagt om te bevestigen dat er op dit ogenblik geen aanwerving bezig is.

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat dit inderdaad nog niet het geval is.

#018/22.01.2018/A/0057#

-----

MM. THAYER et LEMAIRE rentrent en séance.

De heren THAYER en LEMAIRE komen de vergaderzaal terug binnen.

-----

24. Rénovation des abords du Château Malou, conformité des pierres naturelles aux exigences du cahier spécial des charges. (M. VAN DER AUWERA)  
Renovatie van de omgeving van het Maloukasteel. Voldoen de natuurstenen aan de vereisten van het bestek? (dhr. VAN DER AUWERA)

M. VAN DER AUWERA interpelle le Collège en ces termes concernant la rénovation des abords du Château Malou et la conformité des pierres naturelles aux exigences du cahier des charges :

« Le 23 octobre 2017, j'ai interpellé le Collège à propos de la présence de palettes de pierres chinoises sur le chantier et l'utilisation probable de pierres non conformes au cahier des charges. Après avoir initialement déclaré dans la presse quelques jours avant le Conseil qu'il disposait de preuves sous forme de « bons de commande » sur l'origine belge des pierres utilisées, le bourgmestre avait reconnu lors du Conseil communal qu'il pouvait y avoir eu fraude sur le certificat d'origine des pierres utilisées sur le chantier. Lors du Conseil, il avait également annoncé qu'une mission d'enquête serait diligentée par le service avec mission d'éclaircir cette question.

- 1) Nous voici 3 mois plus tard et je souhaiterais savoir si (a) une enquête a été menée et (b) quelles sont les conclusions de cette enquête ?
- 2) Sachant que le prétendu « Certificat d'origine » émanait des Carrières du Hainaut, un contact a-t-il été pris avec les Carrières du Hainaut par le service et, si oui, quelles en ont été les suites ? Par ailleurs, j'ai obtenu la visite sur place d'un spécialiste des Carrières du Hainaut le 14 décembre. A cette occasion, il m'a été précisé que pour les marchés publics, cette firme était habituellement capable de répondre à toute exigence d'obtention d'attestation d'origine pour des factures émanant de leur société liées à des chantiers spécifiques. Concrètement, ils peuvent assurer la traçabilité des matériaux depuis la carrière jusqu'à l'utilisateur en passant par le revendeur.
- 3) Une telle attestation a-t-elle été demandée pour les fournitures du Château Malou ?
- 4) Quelles sont ou seront les suites de cette affaire ? »

M. MAINGAIN reprend l'historique du dossier. Il confirme que les services ont reçu le 19 octobre un premier certificat attestant l'origine des pierres, à savoir une carrière du Hainaut. Il explique qu'il y a un bureau d'étude chargé du suivi du chantier et que l'on a veillé à interroger ce bureau à la suite du constat de M. VAN DER AUWERA. Au lendemain de la séance du Conseil, soit le 24 octobre, la commune a écrit à la firme et au bureau d'architectes. Il donne lecture de ces courriers. Il annonce que le bureau d'architectes a reconnu le 6 décembre que la pierre placée n'était pas celle pour laquelle l'attestation du 19 octobre a été produite, tandis que la firme n'a quant à elle pas répondu. Il signale que le bureau d'architectes a été mis en demeure d'assurer sa mission de surveillance par courrier du 4 janvier dont il donne lecture : « Complémentairement à notre courrier du 24 octobre dernier, nous revenons à vous afin de vérifier le suivi de votre mission en ce qui concerne l'exécution par la société X des obligations qui lui incombent conformément au cahier spécial des charges la liant contractuellement à la commune.

Nous vous invitons à nous confirmer dans les plus brefs délais que la pierre bleue des bordures telle que placée par la firme X est en tous points conforme au cahier spécial des charges.

A cette fin, la firme X nous a fourni par courriel du 19 octobre dernier les fiches techniques et attestations relatives à la pierre bleue commercialisée par la firme Y.

Nous vous prions de nous confirmer que c'est bien cette pierre bleue qui a été placée. A défaut, nous vous enjoignons d'exercer votre mission de contrôle.

Nous vous remercions de réserver à cette affaire le bénéfice de l'urgence. »

Il précise qu'à ce jour, la commune n'a pas encore reçu de réponse et que si on n'en reçoit pas avant le 31 janvier, la commune envisage d'assigner la firme et le bureau d'architectes en justice.  
#018/22.01.2018/A/0058#

-----

Dhr. VAN DER AUWERA vraagt het College in deze woorden om opheldering over de renovatie van de omgeving van het Maloukasteel en of de natuurstenen wel voldoen aan de vereisten van het bestek:

“Op 23 oktober 2017 heb ik het College om opheldering gevraagd over de aanwezige paletten Chinese stenen op de werf en het mogelijk gebruik van deze stenen die niet in overeenstemming zijn met het bestek. Nadat hij eerst in de pers enkele dagen voor de Raad had verklaard dat hij over bewijzen beschikte in de vorm van “bestelbonnen” over de Belgische oorsprong van de gebruikte stenen, erkende de burgemeester tijdens de Gemeenteraad dat er misschien sprake kon zijn van fraude met betrekking tot het certificaat van herkomst van de stenen die op de werf werden gebruikt. Tijdens de Raad had hij ook aangekondigd dat er een onderzoek gestart was door de dienst om deze vraag op te helderen.

- 1) We zijn nu 3 maanden later en ik wil weten of (a) er een onderzoek is uitgevoerd en (b) wat de conclusies van dit onderzoek zijn?
- 2) Wetende dat het bedoelde “Certificaat van herkomst” afkomstig was van de “Carrières du Hainaut”, heeft de dienst contact opgenomen met de “Carrières du Hainaut” en indien ja, wat was daar het gevolg van? Bovendien heb ik ter plaatse op 14 december bezoek gehad van een specialist van de “Carrières du Hainaut”. Bij die gelegenheid verduidelijkte hij dat voor openbare contracten de firma gewoonlijk in staat is om te voldoen aan alle vereisten voor het verkrijgen van een certificaat van herkomst voor facturen uitgaande van hun verbonden ondernemingen op specifieke werven. Concreet betekent dit dat ze de traceerbaarheid van de materialen kunnen garanderen vanaf de steengroeve tot bij de gebruiker via de verkoper.
- 3) Werd er een dergelijk certificaat aangevraagd voor de leveranciers van het Maloukasteel?
- 4) Welk gevolg wordt er aan deze zaak gegeven?”

Dhr. MAINGAIN overloopt de geschiedenis van het dossier. Hij bevestigt dat de diensten op 19 oktober een eerste certificaat dat de oorsprong van de stenen attesteert, namelijk een steengroeve in Henegouwen, hebben ontvangen. Hij legt uit dat een studiebureau belast was met de opvolging van de werf en dat men dit bureau heeft ondervraagd naar aanleiding van de vaststelling van dhr. VAN DER AUWERA. De dag na de zitting van de Raad, dat wil zeggen op 24 oktober, heeft de gemeente de firma en het architectenbureau aangeschreven. Hij leest deze brieven. Hij kondigt aan dat het architectenbureau op 6 december heeft toegegeven dat de steen niet die was waarvoor het certificaat van 19 oktober was afgeleverd, de firma van haar kant heeft niet geantwoord. Hij wijst erop dat het architectenbureau per brief van 4 januari in gebreke werd gesteld met betrekking tot zijn opdracht van toezicht, ook deze brief leest hij voor: “In aanvulling van onze brief van 24 oktober laatstleden, komen we bij u terug om de opvolging van uw opdracht te verifiëren met betrekking tot de uitvoering door de firma X van haar verplichtingen in overeenstemming met het bestek waardoor ze contractueel gebonden is aan de gemeente.

Wij vragen u om ons zo snel mogelijk te bevestigen dat de blauwe steen voor de rand, zoals geplaatst door de firma X, op alle punten conform is met het bestek.

Daartoe heeft de firma X ons per brief van 19 oktober laatstleden de fiches en certificaten bezorgd met betrekking tot de blauwe steen die wordt verkocht door de firma Y.

Wij vragen u te bevestigen dat het wel degelijk deze blauwe steen is die werd geplaatst. Indien u niet kan bevestigen, gelasten wij u om uw controleopdracht uit te voeren.

Wij danken u om deze zaak met alle vereiste spoed te behandelen.”

Hij verduidelijkt dat de gemeente tot op vandaag nog geen antwoord heeft ontvangen en dat als er voor 31 januari geen antwoord is ontvangen, de gemeente de mogelijkheid overweegt om de firma en het architectenbureau voor de rechter te dagen.

#018/22.01.2018/A/0058#

-----

25. Simplification et amélioration du processus de renouvellement des cartes de riverain.  
 (Mme VAN GOIDSENHOVEN-BOLLE)  
Vereenvoudiging en verbetering van het proces voor de vernieuwing van de bewonerskaarten.  
 (Mw. VAN GOIDSENHOVEN-BOLLE)

Mme VAN GOIDSENHOVEN-BOLLE interpelle le Collège en ces termes concernant le renouvellement des cartes de riverain :

- « Le renouvellement des cartes de riverain ne semble pas avoir été aisé cette année :
- De nombreux habitants se sont plaints des files interminables en fin d'année au guichet de délivrance des cartes de riverain.
  - La délivrance de la carte de riverain via le guichet électronique ne semble pas efficace. A titre personnel, après avoir effectué le paiement le 20 décembre, je n'ai à ce jour pas encore reçu la carte de riverain. Au vu des informations publiées dans le Wolu info du mois de janvier quant aux mises à jour à effectuer pour accéder au programme de lecture de la carte d'identité, j'en déduis que des habitants ont dû se plaindre auprès des services communaux et n'ont pas pu commander leur carte via internet.

Pourquoi cette situation, qui était pourtant prévisible, n'a-t-elle pas pu être anticipée ?

Par ailleurs, vu le nombre de cartes à renouveler chaque année, le guichet électronique ne devrait-il pas être davantage promu, clarifié et simplifié ? Les informations fournies doivent être claires et structurées (comment procéder ?, à partir de quand la carte de riverain peut-elle être renouvelée ?, documents requis, tarifs, délais, où stationner avec sa carte de stationnement ?, FAQs...), ce qui n'est pas le cas sur le site de la commune.

Quelle est la proportion de cartes délivrées via le guichet électronique ? La commune ne devrait-elle pas suivre l'exemple des communes de Schaerbeek et Evere qui ont dématérialisé la carte de riverain ? »

M. MAINGAIN répond qu'il s'agit d'une opération lourde qui n'est pas simple pour les habitants et qui sera annuelle. Il signale que des opérations d'information sont menées sur le site, dans le Wolu info et de manière individualisée, par exemple sous forme d'avis sur le pare-brise des véhicules dont la validité de la carte est écoulée. Il explique que, pour sécuriser l'opération, il fallait utiliser sa carte d'identité et que beaucoup de citoyens n'ont pas de lecteur de carte ou ont oublié leur code PIN et que, par ailleurs, la plateforme a été renforcée en termes de sécurité et il faut avoir mis les programmes de son logiciel à jour pour y avoir accès. Il précise ce type d'explication a été donnée tant au guichet que par téléphone par les agents du service du stationnement mais également par les collègues du service informatique et les gardiens de la paix. Quant à la proportion de cartes délivrées via le guichet électronique, il répond que ± 2.500 cartes ont été délivrées en ligne contre ± 4.000 au guichet. Il ajoute que les effectifs ont été augmentés dès le départ mais qu'il y a malgré tout eu affluence au guichet, notamment des personnes âgées et que le guichet est resté ouvert entre Noël et Nouvel An pour absorber le retard. Il fait remarquer que les effectifs ont encore été renforcés après Nouvel An et que les queues ont fortement diminué à ce moment-là. Il rappelle que les explications sont disponibles sur le site et que l'on a donné un délai supplémentaire jusqu'au 28 février. Il considère que la dématérialisation des cartes est une idée intéressante mais qui nécessite du personnel supplémentaire car le scannage est source d'erreurs et il faut parfois réencoder. Il hésite donc à adopter cette formule. Il précise que la commune de Schaerbeek a confié cela à une société privée, ce qui engendre un coût en termes de marché public. Quant au problème de la lecture du code en communication structurée, il explique que le nouveau programme informatique Inforius ne fait pas le lien automatiquement et qu'il doit donc être effectué manuellement.

Mme VAN GOIDSENHOVEN-BOLLE demande si l'on pourrait envisager de prévenir les gens car ils sont habitués à recevoir des rappels et n'ont pas d'automatisme. Elle demande également si on ne pourrait pas étaler ce processus de renouvellement.

M. LIENART répond qu'on a les adresses e-mail des gens et qu'on pourra les prévenir individuellement.

M. MAINGAIN ajoute que l'information est publiée dans le Wolu info de novembre mais que les gens attendent souvent la dernière minute et ont plus de disponibilités en fin d'année, ce qui explique la concentration à cette période. Il fait remarquer que l'envoi d'un courrier à tous représenterait un coût postal important.

Mme VAN GOIDSENHOVEN-BOLLE signale que le site de la ville de Bruxelles est très bien fait. Elle souhaite que l'on améliore la communication.

#018/22.01.2018/A/0059#

-----

Mw. VAN GOIDSENHOVEN-BOLLE vraagt het College in deze woorden om opheldering met betrekking tot de vernieuwing van de bewonerskaarten:

"De vernieuwing van de bewonerskaarten schijnt niet echt gemakkelijk te zijn verlopen dit jaar:

- Vele inwoners hebben geklaagd over de ellenlange files op het einde van het jaar aan het loket dat de bewonerskaarten aflevert.
- Ook het verkrijgen van de bewonerskaart via het elektronisch loket verloopt niet efficiënt. Wat mij persoonlijk betreft, ik heb op 20 december de betaling uitgevoerd, maar tot op vandaag heb ik nog altijd geen bewonerskaart ontvangen. In het licht van de informatie, gepubliceerd in de Wolu info van januari met betrekking tot het updaten om toegang te krijgen tot het programma voor het lezen van de identiteitskaart, stel ik vast dat bewoners klacht hebben ingediend bij de gemeentelijke diensten en hun kaart niet via internet hebben kunnen bestellen.

Waarom heeft men deze situatie die toch te voorzien was, niet zien aankomen?

Zou bovendien het elektronisch loket niet beter ontwikkeld, verduidelijkt en vereenvoudigd moeten worden gezien het aantal kaarten dat elk jaar vernieuwd moet worden? De verstrekte informatie moet duidelijk en gestructureerd zijn (wat te doen?, vanaf wanneer kan de bewonerskaart vernieuwd worden?, vereiste documenten, tarieven, termijnen, waar parkeren met de parkeerkaart?, FAQ's...), wat niet het geval is op de website van de gemeente.

Hoeveel kaarten worden er afgeleverd via het elektronisch loket? Moet de gemeente niet het voorbeeld volgen van de gemeenten Schaarbeek en Evere die de bewonerskaart immaterieel hebben gemaakt?"

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat dit een veeleisende en jaarlijks terugkerende operatie is die niet eenvoudig is voor de bewoners. Hij wijst erop dat er informatie wordt gegeven op de website, in de Wolu info en ook op individuele manier, bijvoorbeeld in de vorm van berichten onder de ruitenwissers van voertuigen waarvan de kaart verlopen is. Hij legt uit dat om dit veilig te laten verlopen, de identiteitskaart gebruikt zou moeten worden en dat veel burgers geen kaartlezer hebben of hun PIN-code vergeten zijn en dat trouwens het platform al meer beveiligd is, en men de programma's van zijn software moet hebben geüpdatet om toegang te krijgen. Hij verduidelijkt dat deze uitleg ook wordt gegeven aan het loket en via de telefoon, door de agenten van de dienst Gereguleerd parkeren, maar ook door de collega's van de dienst Informatica en de gemeenschapswachten. Wat de verhouding kaarten via het elektronische loket betreft, antwoordt hij dat  $\pm 2.500$  kaarten online werden afgeleverd, tegen  $\pm 4.000$  aan het loket. Hij voegt eraan toe dat de personeelsbezetting van bij het begin verhoogd werd maar dat er ondanks dat toch een toevloed was aan het loket, meer bepaald van oudere mensen en dat het loket geopend is gebleven tussen Kerstmis en Nieuwjaar om de achterstand in te halen. Hij merkt op dat de personeelsbezetting weer werd verhoogd na Nieuwjaar en dat de rijen op dat ogenblik sterk zijn afgenomen. Hij herinnert eraan dat de uitleg beschikbaar is op de website en dat er een bijkomende termijn is gegeven tot 28 februari. Hij is van mening dat het immaterieel maken van de kaarten een interessante piste is, maar daarvoor is weer meer personeel nodig omdat er tijdens het scannen vaak fouten gebeuren en alles soms opnieuw moet worden ingegeven. Hij aarzelt dus om deze formule toe te passen. Hij verduidelijkt dat de gemeente Schaarbeek dit heeft toevertrouwd aan een privébedrijf wat dan weer leidt tot kosten in verband met een overheidsopdracht. Met betrekking tot het probleem met het lezen van de code in een gestructureerde mededeling, legt hij uit dat het nieuwe computerprogramma Inforius niet automatisch de link legt en dit dus handmatig moet worden gedaan.

Mw. VAN GOIDSENHOVEN-BOLLE vraagt of het mogelijk is om de mensen te verwittigen want ze zijn gewoon om herinneringen te ontvangen en het is voor hen geen automatisme. Ze vraagt ook of het niet mogelijk is om dit vernieuwingsproces te spreiden.

Dhr. LIENART antwoordt dat men de e-mailadressen van de mensen heeft en dat men hen individueel zou kunnen verwittigen.

Dhr. MAINGAIN voegt eraan toe dat de informatie gepubliceerd wordt in de Wolu info van november maar dat de mensen vaak tot het allerlaatste moment wachten omdat ze vaak meer tijd hebben op het einde van het jaar, wat de concentratie in deze periode verklaart. Hij merkt op dat aan iedereen een brief sturen een grote kost qua postzegels zou vormen.

Mw. VAN GOIDSENHOVEN-BOLLE wijst erop dat de website van de stad Brussel zeer goed is. Ze wil dat de communicatie verbeterd wordt.

#018/22.01.2018/A/0059#

-----

26. Publicité sauvage dans l'espace public. (M. DELOOZ)  
Ongeoorloofde reclame in de openbare ruimte. (dhr. DELOOZ)

M. DELOOZ interpelle le Collège en ces termes concernant la multiplication des publicités sauvages dans l'espace public :

« Il y a quelques mois de cela, j'ai déjà interpellé le Collège concernant l'apparition de publicités à même le sol sur les trottoirs. Si les publicités concernées avaient été réalisées au moyen d'un pochoir et d'un karcher « délavant » le sol, de nouvelles publicités sont apparues fin octobre sur les trottoirs de l'avenue Georges Henri, cette fois-ci peintes à même le sol, pour une chaîne de restauration rapide présente dans l'avenue. Ne conviendrait-il pas, face à la multiplication de ce genre de procédés, d'effectuer un rappel général, à l'attention de l'ensemble des commerçants, de ce qui est permis ou non en matière d'affichage commercial dans l'espace public ? Cela me semble d'autant plus nécessaire que dans d'autres communes bruxelloises, le même phénomène de la présence, de plus en plus marquée, de la publicité dans l'espace public a été constaté avec par exemple à Ixelles, la projection sauvage récente de publicité sur la façade de l'église Sainte-Croix, place Flagey. Quelle est la position du Collège en la matière ? »

M. JAQUEMYNS répond qu'en matière d'urbanisme :

- le règlement communal sur les bâtisses ne prévoit aucune disposition en la matière ;
- il faut se pencher sur le titre VI du RRU qui ne prévoit rien en ce qui concerne ce genre de publicité en domaine public ;
- le seul dispositif pour lequel une réglementation est prévue (au RRU) est le chevalet qui est un dispositif temporaire autorisé en espace public ;
- l'arrêté de minime importance du 13/11/2008 prévoit également que « pour autant qu'ils n'impliquent aucune dérogation à un PPAS, à un règlement d'urbanisme ou à un permis de lotir, le placement en voirie de chevalets est dispensé de permis ».

Il en conclut qu'on ne parle donc pas de système de pochoir ni de publicité graphée sur les trottoirs. Il précise que l'administration n'a pas reçu de demande pour l'apposition de publicité sur les trottoirs et n'a dès lors délivré aucune autorisation à ce magasin. Il ajoute qu'en collaboration avec le service de Mme NAHUM, une information spécifique sera envoyée aux commerçants pour éviter une publicité qui pourrait à terme dégrader la qualité de l'espace public.

M. DELOOZ en déduit qu'on ne peut donc que sensibiliser les commerçants.

M. JAQUEMYNS répond qu'actuellement, il en est ainsi mais que des modifications de la réglementation urbanistique pourraient apporter une solution.

M. THAYER précise que le nouveau CoBAT prévoit la suppression des RCU et qu'il ne pourra donc y avoir que des règlements locaux et une modification du RRU pour régler le problème. Il signale que la commune de Woluwe-Saint-Lambert est connue comme étant la plus restrictive en matière de publicité dans l'espace public et interdit notamment la publicité en zone résidentielle. Il espère que la modification du RRU prendra en compte ce type de publicité intempestive.

#018/22.01.2018/A/0060#

-----

Dhr. DELOOZ vraagt het College in deze woorden om opheldering over de vele ongeoorloofde reclame in de openbare ruimte:

“Enkele maanden geleden al heb ik het College om opheldering gevraagd over het verschijnen van reclame, zelfs op de grond van de trottoirs. Deze reclame was aangebracht met een sjabloon en een hogedrukspuit die de bodem “doordrenkt”, maar eind oktober verscheen er nieuwe reclame op de trottoirs van de Georges Henrilaan, dit keer zelfs op de grond geschilderd, voor een keten van fastfoodrestaurants in de laan. Moeten we niet, nu we geconfronteerd worden met deze veelgebruikte methode, een algemene oproep doen aan alle handelaars over wat wel en niet kan inzake handelsreclame in de openbare ruimte? Dit lijkt me zelfs nog meer nodig nu ook in andere Brusselse gemeenten hetzelfde markante fenomeen optreedt van reclame in de openbare ruimte, met recentelijk bijvoorbeeld in Elsene het ongeoorloofd projecteren van reclame op de gevel van de Heilig Kruiskerk, Flageyplein. Welk standpunt neemt het College hier in?”

Dhr. JAQUEMYNS antwoordt dat inzake stedenbouw:

- het gemeentereglement m.b.t. gebouwen geen enkele bepaling ter zake bevat;
- men zich moet baseren op deel VI van de GSV waarin niets voorzien is voor dit soort reclame in de openbare ruimte;
- het enige waarvoor een reglementering is voorzien (in de GSV) de schraag is die een tijdelijk voorziening is in de openbare ruimte;
- de minder belangrijke verordening van 13/11/2008 ook voorziet dat “voor zover niet wordt afgeweken van een BBP, een stedenbouwkundig reglement of een verkavelingsvergunning, er voor het plaatsen van schragen op de openbare weg geen vergunning nodig is”.

Hij concludeert daaruit dat er niet gesproken wordt over een systeem met sjablonen noch over reclame aangebracht op de trottoirs. Hij verduidelijkt dat de administratie geen vraag heeft ontvangen voor het aanbrengen van reclame op de trottoirs en dus ook geen enkele toestemming heeft verleend aan deze winkel. Hij voegt eraan toe dat er in samenwerking met de dienst van mw. NAHUM specifieke informatie verstuurd zal worden naar de handelaars om te vermijden dat reclame op termijn de kwaliteit van de openbare ruimte zou aantasten.

Dhr. DELOOZ leidt daaruit af dat men de handelaars alleen maar kan sensibiliseren.

Dhr. JAQUEMYNS antwoordt dat dit op dit ogenblik inderdaad zo is, maar dat wijzigingen aan de stedenbouwkundige reglementering mogelijk een oplossing kunnen bieden.

Dhr. THAYER verduidelijkt dat het nieuwe BWRO voorziet om de GemSV te schrappen en dat we dus alleen nog maar plaatselijke reglementen en een wijziging van de GSV kunnen hebben om het probleem op te lossen. Hij wijst erop dat de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe bekend staat als de meest restrictieve met betrekking tot reclame in de openbare ruimte en meer bepaald reclame verbiedt in residentiële wijken. Hij hoopt dat de wijziging van de GSV rekening zal houden met dit soort ongepaste reclame.

#018/22.01.2018/A/0060#

-----

27. Commémoration du centenaire de l'armistice de la Première Guerre mondiale en 2018 à Woluwe-Saint-Lambert. (M. DELOOZ)  
Herdenking van de honderdste verjaardag van de Wapenstilstand van de Eerste Wereldoorlog in 2018 te Sint-Lambrechts-Woluwe. (dhr. DELOOZ)

M. DELOOZ interpelle le Collège en ces termes concernant la commémoration du centenaire de l'armistice de la Première Guerre mondiale à Woluwe-Saint-Lambert :

« Ce 11 novembre, comme chaque année, les membres du Conseil communal ont rendu hommage aux combattants et victimes, décédées ou marquées à vie durant la Première Guerre mondiale, entre 1914 et 1918. Cette cérémonie associait par ailleurs les habitants de la commune dont les plus jeunes. Associer ces derniers à ce type de manifestation me semble être effectivement essentiel pour un jour qui est devenu au fil du temps, avec la disparition progressive des protagonistes directs, un moment de réflexion sur les ravages de la guerre, l'importance du maintien de la paix et la défense de la liberté. L'année prochaine, le 11 novembre 2018 marquera le centième anniversaire de la fin du premier conflit mondial. Ce moment qui sera à portée fort symbolique et mémorielle devra également l'être sur le plan de la sensibilisation des plus jeunes. Dans ce cadre, les autorités communales entendent-elles organiser une cérémonie ou des activités plus spécifiques à cet anniversaire en associant les citoyens de notre commune et plus particulièrement les plus jeunes via les écoles, mouvements de jeunesse ou des structures encadrantes ? »

M. MAINGAIN répond que la Première Guerre mondiale mérite une attention particulière. Il signale que la commune a répondu à l'appel à projets régional et que le service Planification, Projets, Protection du Patrimoine a monté un programme en collaboration avec les services de la Culture et de la Jeunesse pour lequel des subsides ont été obtenus. Il cite quelques activités organisées dans le cadre de ce programme :

- rédaction de la publication historique « La Première Guerre 1914-1918 à Woluwe-Saint-Lambert » ;
  - organisation par le Musée communal de Woluwe-Saint-Lambert d'un circuit de découverte des lieux emblématiques de la commune liés aux événements qui a eu lieu le samedi 28 juin 2014, date commémorative de l'assassinat à Sarajevo de l'archiduc d'Autriche François-Ferdinand, prince héritier de l'Empire d'Autriche-Hongrie, événement déclencheur du premier conflit mondial ;
  - afin d'étoffer les archives de la Guerre détenues par la commune, appel à la mémoire et aux archives des habitants de la commune via un article dans le Wolu info et le site internet en février 2014 ;
  - spectacle « Exils 1914 » présenté au théâtre Wolubilis le 11 septembre 2015 ;
  - exposition de photographies « Lieux de mémoire 14-18 vus par les écoles » en novembre 2015.
- Il ajoute qu'une BD réalisée par un membre du personnel et relatant, à travers l'histoire d'une famille, comment les habitants de Woluwe-Saint-Lambert ont vécu ce conflit sera offerte à tous les enfants des classes terminales du primaire.

M. IDE demande si on ne pourrait pas en profiter pour installer la plaque commémorative sur la maison d'Henri Lafontaine qui était un grand pacifiste et si on pourrait inclure ce personnage dans la BD.

M. MAINGAIN répond que la plaque est commandée et devrait être installée avant Pâques. En ce qui concerne la BD, il répond qu'une grande autonomie est laissée à l'auteur, moyennant l'intervention d'un comité d'accompagnement pour vérifier la vraisemblance historique des faits. Il fait remarquer que la présence d'Henri Lafontaine à Woluwe est postérieure à la Première Guerre mondiale mais retient l'idée d'exploiter le talent de ce membre du personnel pour réaliser plusieurs BD sur l'histoire de la commune.

#018/22.01.2018/A/0061#

-----

Dhr. DELOOZ vraagt het College in deze woorden om opheldering over de herdenking van de honderdste verjaardag van de wapenstilstand van de Eerste Wereldoorlog in Sint-Lambrechts-Woluwe:

“Op 11 november hebben de leden van de Gemeenteraad net als elk jaar eer betoond aan de soldaten en slachtoffers, overleden of voor het leven getekend, van de Eerste Wereldoorlog, tussen 1914 en 1918. Deze ceremonie bracht trouwens de inwoners van de gemeente bijeen, waaronder ook de allerjongsten. Deze laatste bijeenbrengen voor een dergelijke manifestatie lijkt me inderdaad van essentieel belang voor een dag die in de loop der tijden met het stilaan verdwijnen van de onmiddellijke protagonisten, een ogenblik van reflectie is over de verwoestingen van de oorlog, het belang om de vrede te bewaren en de verdediging van de vrijheid. Volgend jaar herdenken we op 11 november 2018 de honderdste verjaardag van het einde van dit eerste wereldconflict. Dit ogenblik zal een sterke symbolische waarde hebben en we moeten ook de allerjongsten in die zin sensibiliseren. Is de gemeente van plan om in dit kader een ceremonie te organiseren of meer specifieke activiteiten voor deze verjaardag waarbij de inwoners van onze gemeente worden betrokken, en meer bepaald de jongeren via de scholen, jeugdbewegingen of omkaderende structuren?”

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat er bijzondere aandacht besteed zal worden aan de Eerste Wereldoorlog. Hij wijst erop dat de gemeente geantwoord heeft op de oproep van het Gewest en dat de dienst Planning, Projecten, Bescherming van het Patrimonium, in samenwerking met de diensten Cultuur en Jeugd, een programma heeft uitgewerkt waarvoor subsidies werden ontvangen. Hij citeert enkele activiteiten, georganiseerd in het kader van dit programma:

- uitwerken van de historische publicatie “De Eerste Wereldoorlog 1914-1918 in Sint-Lambrechts-Woluwe”;
- organisatie door het gemeentelijk museum van Sint-Lambrechts-Woluwe van een ontdekkingstraject langs symbolische plaatsen in de gemeente die te maken hebben met deze gebeurtenissen. Dit gebeurde op zaterdag 28 juni 2014, de herdenkingsdatum van de moordaanslag in Sarajevo op de aartshertog van Oostenrijk Frans-Ferdinand, erfprins van het Keizerrijk Oostenrijk-Hongarije, de gebeurtenis die het begin van het eerste wereldconflict markeert;
- om de oorlogsarchieven van de gemeente aan te vullen werd een beroep gedaan op het geheugen en de archieven van de inwoners van de gemeente via een artikel in de Wolu info en via de website van de gemeente in februari 2014;
- spektakel “Exils 1914” in het theater Wolubilis op 11 september 2015;
- fototentoonstelling “Lieux de mémoire 14-18 vus par les écoles” in november 2015.

Hij voegt eraan toe dat een stripverhaal, gemaakt door een personeelslid, waarin aan de hand van de geschiedenis van een familie wordt getoond hoe de inwoners van Sint-Lambrechts-Woluwe dit conflict hebben beleefd, aangeboden zal worden aan de leerlingen van de eindexamenklassen van het lager onderwijs.

Dhr. IDE vraagt of men dan geen gebruik kan maken van deze gelegenheid om de gedenkplaat te plaatsen op het huis van Henri Lafontaine die een groot pacifist was en of hij ook opgenomen kan worden in het stripverhaal.

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat de plaat besteld is en voor Pasen zou moeten geplaatst worden. Wat het stripverhaal betreft, antwoordt hij dat er een grote vrijheid is gelaten aan de auteur, en dat slechts een begeleidend comité wordt ingeschakeld om de historische echtheid van de feiten te controleren. Hij merkt op dat de aanwezigheid van Henri Lafontaine in Woluwe van na de Eerste Wereldoorlog dateert, maar hij ziet wel wat in de idee om het talent van dit personeelslid te gebruiken voor andere stripverhalen over de geschiedenis van de gemeente.

#018/22.01.2018/A/0061#

-----

Mme BEGYN quitte la séance.  
Mw. BEGYN verlaat de vergaderzaal.

-----



28. Travaux boulevard Reyers et information aux automobilistes. (Mme VAN GOIDSENHOVEN-BOLLE)  
Werken in de Reyerslaan en informatie aan de automobilisten. (Mw. VAN GOIDSENHOVEN-BOLLE)

Mme VAN GOIDSENHOVEN-BOLLE fait remarquer que la communication s'est améliorée mais que c'était le chaos dans les rues avoisinantes du boulevard Reyers durant les premiers jours de travaux.

M. JAQUEMYNS répond que le ministre SMET est trop rapide dans sa communication. Il explique que depuis le 10 janvier, il y avait des travaux préparatoires en surface qui ont amené la Région à restructurer les flots de circulation en surface et que le week-end des 13 et 14 janvier, les plus gros travaux impactant la mobilité ont été mis en place, suite à quoi, le matin du 15 janvier, d'importantes perturbations ont été constatées dans le quartier. Il signale que, suite à ces constatations, une réunion s'est tenue avec les zones de police et les différents intervenants et que des mesures très concrètes ont été prises pour permettre de fluidifier la circulation : présence de policiers square Levie, stewards à Meiser, marquages au sol renforcés, présignalisation en amont du chantier renforcée avant le tunnel « Boileau »... Il ajoute qu'il a demandé à la Région d'obtenir un plan précis utilisable sur les plateformes numériques concernant la déviation de la phase qui va s'ouvrir et que la Région s'est engagée à le fournir. Il précise qu'il y aura un moment où le tunnel de Montgomery vers la E40 sera fermé mais que la Région promet de toujours permettre un accès à la E40 : lorsqu'on fermera le tunnel, il se fera au départ du quartier Georges Henri. Il fait remarquer que lorsqu'un nouveau schéma de circulation est mis en place, on constate toujours qu'il faut 2 à 3 jours d'adaptation. Il annonce que la fermeture du tunnel est prévue pour fin février ou mars ou peut-être avril mais il ne dispose pas d'informations précises actuellement. Il attire l'attention sur le fait qu'il faut aussi composer avec les sommets européens.

Mme VAN GOIDSENHOVEN-BOLLE demande qui décide de la présence des policiers.

M. JAQUEMYNS répond qu'une réunion se tient ± 1 fois par semaine pour adapter les modalités et que la décision revient aux communes lorsqu'elles sont impactées en matière de mobilité.

M. de HARENNE demande si le chantier va durer un an et si les trajets des bus vont être modifiés.

M. JAQUEMYNS répond que le réaménagement des tunnels va durer un an et que, pour le reste (en surface), le ministre devra s'y atteler par la suite. Concernant les bus, il répond qu'à chaque phase, la STIB devra adapter légèrement leur trajet.

#018/22.01.2018/A/0062#

-----

Mw. VAN GOIDSENHOVEN-BOLLE merkt op dat de communicatie verbeterd is maar dat het de eerste dagen van de werkzaamheden in de straten rond de Reyerslaan complete chaos was.

Dhr. JAQUEMYNS antwoordt dat minister SMET te snel communiceert. Hij legt uit dat er sinds 10 januari bovengrondse voorbereidende werkzaamheden werden uitgevoerd waarvoor het Gewest de verkeersstromen had veranderd en dat de zwaarste werken met een weerslag op de mobiliteit werden uitgevoerd tijdens het weekend van 13 en 14 januari, met grote verkeersellende in de wijk als gevolg op de morgen van 15 januari. Hij wijst erop dat er naar aanleiding van deze vaststellingen een vergadering werd gehouden met de politiezones en de verschillende betrokken partijen en dat er zeer concrete maatregelen werden genomen voor een vlottere verkeersdoorstroming: aanwezigheid van politie op de Levieplein, stewards in Meiser, meer bodemmarkeringen, voorsignalisatie voor de werf en voor de tunnel "Boileau"... Hij voegt eraan toe dat hij het Gewest heeft gevraagd om een precies en bruikbaar plan te krijgen op de digitale platformen met betrekking tot de omleiding die men zal organiseren in deze fase en dat het Gewest heeft beloofd dit te bezorgen. Hij verduidelijkt dat op een bepaald ogenblik de Montgomery-tunnel naar de E40 afgesloten zal worden maar dat het Gewest belooft om altijd een toegang naar de E40 mogelijk te maken: wanneer de tunnel wordt afgesloten, zal dit gebeuren beginnend in de wijk Georges Henri. Hij merkt op dat men bij een nieuw verkeersplan nog altijd vaststelt dat er 2 à 3 dagen van aanpassing nodig zijn.

Hij kondigt aan dat de sluiting van de tunnel voorzien is voor eind februari of maart en mogelijk zelfs april, maar hij heeft op dit ogenblik geen precieze informatie. Hij vestigt de aandacht op het feit dat er ook afgestemd moet worden op de bijeenkomsten van de Europese top.

Mw. VAN GOIDSENHOVEN-BOLLE vraagt wie er beslist over de aanwezigheid van politieagenten.

Dhr. JAQUEMYNS antwoordt dat er ± 1 maal per week een vergadering wordt gehouden om de modaliteiten aan te passen en dat het de gemeenten zijn die beslissen als ze de weerslag op de mobiliteit voelen.

Dhr. de HARENNE vraagt of de werf een jaar gaat duren en of de bustrajecten gewijzigd zullen worden.

Dhr. JAQUEMYNS antwoordt dat de herinrichting van de tunnels een jaar gaat duren, voor de rest (bovengronds) daaraan moet de minister zich daarna wijden. Wat de bus betreft, antwoordt hij dat voor elke fase de MIVB hun traject licht zal aanpassen.

#018/22.01.2018/A/0062#

-----

Mme BEGYN rentre en séance.

Mw. BEGYN komt de vergaderzaal terug binnen.

-----

29. Vitesse excessive chaussée de Roodebeek. (Mme VAN GOIDSENHOVEN-BOLLE)  
Overmatige snelheid in de Roodebeeksteenweg. (Mw. VAN GOIDSENHOVEN-BOLLE)

Mme VAN GOIDSENHOVEN-BOLLE revient sur son interpellation lors du Conseil du mois d'août concernant la vitesse excessive chaussée de Roodebeek sur le tronçon entre l'avenue des Constellations et l'avenue Heydenberg. Etant donné que la zone de police a récemment acquis un nouveau type de radar opérationnel dans des voiries plus étroites telles que la chaussée de Roodebeek, elle voudrait savoir quand des « contrôles » pourront avoir lieu sur la chaussée afin de faire respecter la limitation de vitesse. Elle voudrait aussi proposer au Collège de mettre en place une signalisation plus visible pour amener les automobilistes à respecter la limitation de vitesse à 30, à l'instar de ce qui fait dans d'autres communes et pays où les dessins sur la route ressortent clairement en rouge.

M. JAQUEMYNS répond que la mise en place d'un radar de comptage a effectivement été évoquée lors de la précédente interpellation à ce sujet mais que la zone de police a ressorti les comptages de fin 2015 (qui ne sont donc pas si anciens) et ceux-ci montrent une vitesse excessive alors que la zone 30 était déjà en place. Il a demandé au service d'étudier la possibilité de placer des dispositifs ralentisseurs tels que des coussins berlinois mais il relève une difficulté liée au passage d'un bus. Il annonce qu'une proposition sera faite prochainement au Collège et présentée aux habitants.

Mme VAN GOIDSENHOVEN-BOLLE objecte que l'on a parlé de radar mais jamais de système ralentisseur.

M. MAINGAIN répond que le type de radar particulier qui a été acquis est fort sollicité par les 3 communes, que la police sait qu'elle devra dans un certain délai placer ce radar dans la chaussée de Roodebeek mais n'aime pas qu'on annonce quand un radar sera placé. Il ajoute que s'il y a confirmation d'excès de vitesse nombreux, des mesures seront prises.

#018/22.01.2018/A/0063#

-----

Mw. VAN GOIDSENHOVEN-BOLLE komt terug op zijn interpellatie tijdens de Raad van augustus over de overmatige snelheid op de Roodebeeksteenweg op het weggedeelte tussen de Sterrenbeeldenlaan en de Heydenberglaan. Gegeven het feit dat de politiezone recent de beschikking heeft gekregen over een nieuw type radar dat ook gebruikt kan worden in smalle straten als de Roodebeeksteenweg, wil ze weten wanneer deze "controles" kunnen plaatsgrijpen op de steenweg om de snelheidsbeperking te doen naleven. Ze zou het College ook willen voorstellen om een zichtbaardere signalisatie te plaatsen om de automobilisten de snelheidsbeperking van 30 te doen naleven, naar het voorbeeld van wat wordt gedaan in andere gemeenten en landen waar duidelijke verkeerstekens op het wegdek in rood worden aangebracht.

Dhr. JAQUEMYNS antwoordt dat er inderdaad tijdens de vorige interpellatie is gepraat over de plaatsing van een meetradar maar dat de politiezone de metingen van einde 2015 heeft bovengedaan (die dus niet zo oud zijn) en dat deze een overmatige snelheid aantonen terwijl er al een zone 30 geldt. Hij heeft de dienst gevraagd om de mogelijkheid te bekijken om vertragingssystemen te plaatsen, zoals verkeerskussens, maar daarbij is een probleem opgedoken in verband met de doortocht van een bus. Hij kondigt aan dat in het volgende College een voorstel zal worden gedaan en voorgelegd aan de inwoners.

Mw. VAN GOIDSENHOVEN-BOLLE laat opmerken dat men over radar heeft gepraat maar nooit over vertragingssystemen.

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat het speciale type radar dat werd aangekocht hoog aangeschreven staat in de 3 gemeenten, dat de politie weet dat ze binnen een zekere termijn deze radar moet plaatsen op de Roodebeeksteenweg maar niet wil dat er wordt aangekondigd wanneer een radar zal worden geplaatst. Hij voegt eraan toe dat maatregelen genomen zullen worden als er bevestigd wordt dat er vaak overmatige snelheid is.

#018/22.01.2018/A/0063#

-----

30. Organisation d'une collecte de fournitures scolaires et installation de « give boxes » à Woluwe-Saint-Lambert. (Mme VAN GOIDSENHOVEN-BOLLE)  
Organisatie van een inzameling van schoolbenodigdheden en installatie van "give boxes" te Sint-Lambrechts-Woluwe. (Mw. VAN GOIDSENHOVEN-BOLLE)

Mme VAN GOIDSENHOVEN-BOLLE rappelle que, lors du Conseil communal du mois d'août 2017, elle avait proposé l'organisation d'une collecte de fournitures scolaires et que M. MAINGAIN avait confirmé son intérêt pour cette idée et avait répondu avoir « demandé au service Développement Durable d'élaborer, dans le cadre de l'agenda 21, un projet qui pourrait donner suite à cette idée intéressante dans un délai d'environ 2 mois ». Elle avait aussi été informée qu'une réunion était prévue avec les directions d'école afin de déterminer comment elles pourraient participer à ce projet. Elle demande de lui faire savoir quelle suite a été donnée à cette idée et si ce projet pourra voir le jour. Elle souhaiterait également attirer l'attention du Collège sur les « give boxes » qui pourraient être installées pour déposer et/ou acquérir des objets gratuitement, à l'instar de ce qui se fait déjà dans d'autres communes bruxelloises et d'autres pays européens. Elle demande si c'est faisable sur le territoire communal.

M. MAINGAIN répond que, lors des réunions avec les directions d'école, celles-ci expriment le souhait que l'on cesse de considérer qu'il faut confier à l'école toutes les missions que la société doit assumer et auxquelles on désire que les enfants participent dès le plus jeune âge. Il constate que les écoles reçoivent beaucoup de sollicitations chaque semaine alors que l'objectif majeur est de donner priorité aux apprentissages ! Il est d'avis qu'il faut modérer et équilibrer et que l'école n'est pas un lieu d'activités juxtaposées. Il demande donc aux directions de ne pas consacrer trop de temps aux diverses actions de sensibilisation au détriment des objectifs prioritaires de l'enseignement et souhaite que, quand elles acceptent de participer à un projet, il y ait un effet multiplicateur, c'est-à-dire qu'on y donne un sens d'engagement citoyen, de ce que cela signifie pour la société (par exemple, une ou deux écoles vont s'inscrire dans un partenariat avec l'association qui s'occupe en Afrique de la protection des grands primates).

M. MATGEN ajoute que l'initiative de collecte de fournitures scolaires prise par la commune d'Etterbeek repose sur un réseau de « give boxes » existantes dans des endroits fermés mais accessibles au public et n'a pas nécessité l'implication des écoles, difficile en période de rentrée scolaire. Il fait remarquer qu'avec une « give box », il y a pratiquement toujours des personnes chargées de la surveiller, de la contrôler et de la ranger. Il prévoit qu'une première « give box » pourrait être installée, par exemple, à l'entrée d'une bibliothèque. Il évoque l'expérience de la « give box » du parc des Sources qui a été incendiée. Il signale par ailleurs qu'un service de récupération d'objets en bon état sera mis en place à partir du 6 février au centre de recyclage situé Val des Seigneurs et qu'une information sera donnée à ce sujet dans le prochain journal communal.

#018/22.01.2018/A/0064#

-----

Mw. VAN GOIDSENHOVEN-BOLLE herinnert eraan dat ze tijdens de Gemeenteraad van augustus 2017, had voorgesteld om een inzameling van schoolbenodigdheden te organiseren en dat dhr. MAINGAIN had bevestigd deze idee genegen te zijn en had geantwoord dat hij "aan de dienst Duurzame Ontwikkeling gevraagd heeft om binnen een periode van ongeveer twee maanden in het kader van de Agenda 21 een project uit te werken dat op dit interessante idee inspeelt". Hij had ook gezegd dat er een vergadering was voorzien met de schooldirecties om te bepalen hoe zij konden deelnemen aan dit project. Ze vraagt om te laten weten welk gevolg hieraan werd gegeven en of het project ook daadwerkelijk uitgevoerd kan worden. Ze wil de aandacht van het College ook vestigen op de "give boxes" die geïnstalleerd kunnen worden om er gratis spullen in te leggen en/of uit te nemen, naar het voorbeeld van wat ook al gedaan wordt in andere Brusselse gemeenten en andere Europese landen. Ze vraagt of dit haalbaar is op het grondgebied van de gemeente.

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat de schooldirecties tijdens de vergaderingen de wens hebben uitgedrukt dat men moet ophouden met de scholen alle opdrachten te geven die de maatschappij op zich moet nemen en waarvan men vindt dat de kinderen er al van jonge leeftijd aan moeten deelnemen. Hij stelt vast dat de scholen elke week heel wat vragen krijgen terwijl hun belangrijkste doelstelling, lesgeven, toch prioriteit moet krijgen! Hij is van mening dat er een evenwicht gevonden moet worden en dat de school geen plaats is voor naast elkaar lopende activiteiten. Hij vraagt de directies dus om niet te veel tijd te besteden aan verschillende acties in het nadeel van de prioritaire doelstellingen van het onderwijs en wenst dat ze wanneer ze willen deelnemen aan een project, dit een vermenigvuldigend effect heeft, dat wil zeggen dat men zich als burger engageert en weet wat dit betekent voor de gemeenschap (bijvoorbeeld een of twee scholen gaan een partnerschap aan met een vereniging die zich bezighoudt met de bescherming van grote primaten in Afrika).

Dhr. MATGEN voegt eraan toe dat het initiatief tot het inzamelen van schoolbenodigdheden in de gemeente Etterbeek berust op een netwerk van bestaande "give boxes" in gesloten maar voor het publiek toegankelijke plaatsen, en dat de scholen daarbij niet betrokken moeten worden, wat toch al moeilijk ligt bij het begin van het nieuwe schooljaar. Hij merkt op dat met een "give box" al praktisch altijd mensen toezicht houden, deze controleren en sorteren. Hij voorziet dat een eerste "give box" geplaatst zou kunnen worden bijvoorbeeld aan de ingang van een bibliotheek. Hij wijst ook op de ervaring met de "give box" in het Bronnenpark die in brand werd gestoken. Hij wijst erop dat er vanaf 6 februari trouwens een dienst voor het recyclen van voorwerpen in goede staat opgezet zal worden in het recyclagecentrum, gelegen Herendal en dat er in de volgende gemeentekrant informatie over dit onderwerp gegeven zal worden.

#018/22.01.2018/A/0064#

-----

**SÉANCE À HUIS CLOS**  
**VERGADERING MET GESLOTEN DEUREN**

**PRÉSENTS/AANWEZIG** : M./dhr. FRANKIGNOUL, Président/Voorzitter, M./dhr. MAINGAIN, Bourgmestre/Burgemeester, M./dhr. BOTT, Mmes/mevrouwen MOLENBERG, NAHUM, DESTREE-LAURENT, MM./de heren MATGEN, THAYER, LIENART, JAQUEMYNS, Echevins/Schepenen, Mme/mw. CARON, MM./de heren LEMAIRE, VANDERWAEREN, DE SMUL, de MAERE d'AERTRYCKE, Mmes/mevrouwen HENRY, BETTE, VAN GOIDSENHOVEN-BOLLE, CHARUE, MM./de heren IDE, VAN DER AUWERA, Mmes/mevrouwen DE VALKENEER, MELARD, DRION du CHAPOIS, DRANSART, CALMEYN, MM./de heren VANDEVELDE, DEVILLE, Mme/mw. BEGYN, MM./de heren de HARENNE, ALLAER, SCHUERMANS, DEREPEPE, DELOOZ, ARNOULD, Membres/Leden et/en M./dhr. LAMBERT, Secrétaire communal/Gemeentesecretaris.

-----

Ainsi décidé en séance du  
22/01/2018.

Le Secrétaire communal,  
De Gemeentesecretaris,

Patrick LAMBERT

Aldus beslist in vergadering van  
22/01/2018.

Le Président,  
De Voorzitter,

Daniel FRANKIGNOUL

-----